



La Vie Intellectuelle

XL

1936

8e ANNÉE

NOUVELLE SÉRIE — T. XL

La Vie Intellectuelle



LES ÉDITIONS DU CERF

JUVISY * SEINE-ET-OISE

Lettre de S. Ém. le Cardinal Pacelli au R. P. M.-V. Bernadot

SEGRETERIA DI STATO
DI SUA SANTITÀ

N° 150901

Dal Vaticano, le 20 décembre 1935.

Mon Révérend Père,

Votre intéressant exposé concernant l'œuvre de La Vie Intellectuelle *au cours des sept premières années de son existence met en parfaite lumière les nobles buts que vous poursuivez par cette publication, qui est née pour interpréter et défendre la doctrine de l'Église et reste fidèle à son programme malgré les difficultés de la tâche.*

Heureux de constater l'intelligente activité de la Revue et les fruits de bien qu'elle a eu la satisfaction de récolter dans les différents milieux où il lui a été donné de pénétrer, le Saint-Père aime à profiter de la date de cet anniversaire pour vous féliciter de votre activité, pour encourager vos efforts, pour vous soutenir tous dans vos labeurs par Sa toute paternelle Bénédiction.

Veuillez, mon Révérend Père, agréer en même temps l'assurance de ma sympathie personnelle et l'expression de mes religieux sentiments.

E. Card. PACELLI.

Rév. Père BERNADOT, O. P.
JUVISY

La lettre qu'on vient de lire est, en faveur de notre revue, un beau témoignage dont nos lecteurs, comme nous-mêmes, seront fiers. On sait que nous n'avons jamais eu d'autre ambition que de servir, de notre mieux, la cause sainte de l'Église. Mais, aux jours que nous vivons, ce n'est point tâche aisée, et l'on fait aisément figure de gêneurs dans le monde lorsqu'on s'efforce de n'être point du monde, mais du Christ, et, comme saint Paul, « de plaire à Dieu plutôt qu'aux hommes ».

Ces difficultés de notre tâche, le Saint-Siège ne les ignore pas. Et c'est pourquoi la haute approbation qui nous est aujourd'hui adressée nous est particulièrement précieuse. Parmi les incertitudes de ce temps, le désordre des esprits, les compromissions, les calomnies, la contagion des idées fausses, il nous était bon d'être assurés que nous ne cessons point d'être dans la voie droite, et que, « malgré les difficultés de la tâche », *La Vie Intellectuelle* « reste fidèle à son programme ».

Tous nos collaborateurs et amis se réjouiront avec nous de ce témoignage, puisque aussi bien c'est à eux que le Saint-Père s'adresse : « pour vous soutenir tous dans nos labeurs par Sa toute paternelle Bénédiction ».

Qu'Il daigne trouver ici, au nom de la Rédaction de *La Vie Intellectuelle*, de ses collaborateurs et de tous les amis de Juvisy, l'hommage de notre profonde gratitude et de notre indéfectible dévouement à l'Église.

T. XL — N° 1 10 JANVIER 1936

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *Les vœux de* CHRISTIANUS.

A mes frères de toutes les nations de la terre.

M. SCHERER. *Lettre ouverte à M. Jacques Maritain.*

Au philosophe de la *Lettre sur l'indépendance,* qui vient de rappeler si fièrement les exigences d'une position chrétienne dans la France actuelle, un jeune militant d'Action catholique apporte, avec son enthousiaste adhésion, l'assurance que l'Association Catholique de la Jeunesse Française a toujours été fidèle à ces exigences.

K. TÜRMER. *Sous la dictature de la croix gammée.*

Chronique de l'Église persécutée.

M.-J. LAGRANGE, O.P. *La discorde au camp d'Agramant*

ou la récente dispute entre MM. Turmel et Loisy, jugée par le P. Lagrange.

A. VIATTE. *Vers un schisme dans l'hindouisme.*

Que fera Gandhi ?

DOCUMENTS

Au Mexique : Une interview de Mgr Ruiz y Flores.

A travers les revues : Notes à propos d'une « Vie de Jésus ».

Les vœux de Christianus

A mes frères de toutes les nations
de la terre.

Que souhaiter à quelqu'un, si ce n'est ce dont il a le plus besoin ? Que pourrait bien souhaiter Christianus *à ceux qui le lisent, comme à ceux, d'ailleurs, qui ne le lisent point, si ce n'est le Christ, « car il n'y a pas d'autre nom sous le ciel en qui l'on puisse être sauvé »* (Actes, IV, 12), *si ce n'est dans le Seigneur Jésus. Que l'année qui commence soit donc vraiment pour eux l'année de la « bonne nouvelle », l'année de l'Évangile, l'année de l'irremplaçable bienfait qu'est pour les hommes le royaume de Dieu !*

Il est, cet Évangile du royaume de Dieu, ce dont — sans s'en douter le plus souvent, hélas ! — ils ont le plus besoin. Et ceci n'est pas vrai seulement, comme beaucoup affectent de le croire, de la vie individuelle de chacun, c'est vrai aussi — et de plus en plus, pourait-on dire — de la vie collective de l'humanité.

Alors que, par suite de la multiplicité et de la rapidité croissante des communications, les différentes parties de notre planète vont se rapprochant chaque jour matériellement un peu plus, qu'il devient chaque jour un peu plus difficile à un peuple de se tenir à l'abri des conflits des autres peuples et de vivre à l'écart des événements mondiaux, est-ce que le besoin d'un principe d'unité spirituelle ne devient pas chaque jour aussi un peu plus pressant ? Comment établir un peu de paix entre les nations du monde, un peu de stabilité dans la vie des masses humaines, comment harmoniser le développement assez inégal des diverses civilisations, sans un idéal commun de vie et une conception commune de l'ordre humain ?

Cette âme universelle à laquelle aspire l'Univers, seule la vérité universelle du catholicisme est capable de la lui donner. De plus en plus la vie à la surface de la terre deviendra

impossible si les terriens ne se décident pas à l'orienter vers la catholicité. Qu'ils cherchent avant toute chose la justice du règne de Dieu, et le reste leur sera donné par surcroît!



On offre des vœux à ceux que l'on aime. A qui Christianus *offrira-t-il les siens? Uniquement à ses coreligionnaires? à ses compatriotes? à ceux qui l'approuvent? En exclura-t-il ceux parmi les chrétiens qui se cabrent devant la vérité nue de l'Évangile à laquelle il ramène inlassablement ses lecteurs? ceux qui vivent au-delà des Alpes ou du Rhin? au-delà de la Mer Rouge ou de la Mer de Chine? ceux qui ne partagent pas ses croyances? Mais s'il jetait ainsi une seule exclusive,* Christianus *ne serait plus chrétien. On offre des vœux à ceux que l'on aime. Or le cœur d'un chrétien doit être aussi vaste que celui du Christ. Et le Christ « veut que tous les hommes puissent parvenir au salut et à la connaissance de la vérité »* (I Tim., II, 4). *Cet universalisme des âmes est le signe distinctif des vrais chrétiens.*

C'est donc à tous qu'il faut souhaiter le Christ, son Évangile et son royaume. Que ceux qui ne l'ont pas encore le trouvent, mais aussi que ceux qui le possèdent déjà se doutent du trésor qu'ils portent en eux et le fassent fructifier. Innombrable est la multitude qui attend encore la bonne nouvelle : Il y a plus d'un milliard de païens sur la face de la terre, en 1936. Et, sur plus de vingt millions d'âmes dont s'accroîtra cette année la population du monde, combien s'ouvriront à la vraie lumière de l'Évangile? Parmi ceux, d'ailleurs, qui portent sur les statistiques le nom de chrétien, combien sont en réalité des païens... et plus coupables, puisqu'ils ont connu Jésus-Christ. Et parmi ceux qui ne l'ont ni renié ni complètement oublié, combien y en a-t-il qui apprécient à sa valeur le don de Dieu, qui y voient la « perle précieuse » pour laquelle il faudrait abandonner tout le reste. Si cela était, ils n'auraient pas de repos avant d'avoir fait partager aux autres leur trésor, et alors combien plus vite ceux qui ne le connaissent pas encore apprendraient à le connaître!



Car ces vœux de Christianus *ne pourront se réaliser que par l'action de tous les chrétiens, puisque Dieu leur fait*

l'honneur redoutable de lier son action divine à leur collaboration humaine. Si dans la nature déjà tout se tient, si parmi les hommes que le développement de la civilisation enlace dans ses mailles tout se tient chaque jour un peu plus, dans l'ordre surnaturel cette interdépendance, qui a nom communion des saints, est encore beaucoup plus forte. La responsabilité de l'ensemble pèse sur chacune des parties. Le progrès du règne de Dieu, plus encore que le progrès social, dépend de nous. Chacun d'entre nous porte le monde. C'est une erreur de croire que la propagation de la foi et l'extension du règne de Dieu ne regardent que les prêtres. L'apostolat est un devoir du croyant en tant que tel, plus même, il est l'acte spontané du croyant logique, du vrai chrétien. Vous avez reçu la bonne nouvelle et vous la gardez pour vous! De deux choses l'une : ou vous ne l'avez pas comprise, ou vous êtes un monstre d'égoïsme!

C'est cette vérité trop oubliée parmi les fidèles que le pape Pie XI a pris à cœur de leur rappeler en les conviant à l'Action catholique. Le sacerdoce est réservé aux prêtres, l'apostolat est l'œuvre de tous les croyants. Quand ils cessent d'en être convaincus, le progrès de la bonne nouvelle s'arrête. Sans leur collaboration, la hiérarchie est incapable de propager le règne de Dieu.



Mais ces vœux mêmes qu'exprime Christianus, *de qui émanent-ils? Sont-ils les vœux individuels de celui qui écrit ces lignes ou de la demi douzaine de théologiens qui utilisent cette signature collective? Oui, sans doute, mais bien plus que cela.* Christianus *n'est ici que le porte-parole du chrétien aux hypostases innombrables dont il s'est approprié le nom. C'est le vœu collectif de ceux qui, en toute chose, avant toute chose et par-dessus toute chose — fût-ce contre leurs propres passions et leurs propres préjugés — s'efforcent de penser et de sentir comme Jésus-Christ.*

Ce devrait être le vœu ardent et persévérant de tous ceux qui portent le nom de chrétien. Le jour, il est vrai, où tous en auront pris conscience, ces vœux seront déjà, pour une large part, une réalité.

CHRISTIANUS.

Lettre ouverte à M. Jacques Maritain

Monsieur,

Le dernier *Courrier des Iles* (1) nous apporta pour Noël votre *Lettre sur l'Indépendance.* Ce fut donc un joyeux Noël. Si j'ose vous adresser cette lettre, — laquelle ne prétend nullement être une réponse, — il ne m'échappe pas que c'est grande audace de ma part. Audace de vous interpeller publiquement, audace de mettre en avant mon moi. Je veux courir ce risque parce qu'il me semble qu'ainsi c'est vraiment à vous que je m'adresse et pas seulement à votre texte que je m'attache. Et puis s'il m'arrive de vous dire des choses que d'autres ne signeraient pas, ils seront libres de ne me suivre pas.

Je sais pourtant n'être pas seul à avoir lu avec allégresse cette *Lettre sur l'Indépendance.* Peut-être, en l'écrivant, ne songiez-vous qu'à expliquer à quelques amis votre attitude personnelle dans le désordre établi et à lever des suspicions fantaisistes nées à l'occasion du maigre « incident de *Vendredi* ». Mais vous avez fait davantage en nous confiant vos réflexions.

Savez-vous que, depuis les journées de février 1934, tous ceux que n'avait pas empoignés et égarés la fureur partisane, étaient, dans la cité française, un peu comme

(1) Chez Desclée de Brouwer.

des ilotes? Privés de droits civiques d'abord, puisqu'en fait, pour être habilité à servir la chose publique, il fallait faire soumission à quelque chef. Et quasiment privés d'espérance, — si l'espérance pouvait jamais faillir, — puisque chaque jour amplifiait la sinistre rumeur de guerre civile, montant des camps en état d'alerte. Un moment, nous avons cru que le bon sens n'était pas aboli : venait de paraître une Déclaration *Pour le Bien commun*. Il vous souvient de l'accueil que lui réservèrent nos contemporains : à part quelques amis, j'allais dire quelques confidents, qui s'en émut?... La rumeur couvrait tout. Et nous restâmes seuls avec nos pensées. Je ne jurerai pas que jamais, au cœur d'aucun d'entre nous, ne s'insinua le terrible doute : si c'étaient « les autres » qui avaient raison? si le salut de la patrie ne pouvait être assuré que par la force, la peur faite aux méchants?... Et à quoi bon se répéter entre amis, sous le manteau, des propos encourageants et solidement racinés en doctrine, si ces pensées sont sans efficacité probable ni possible?... Un « double non » aux factions antagonistes?... Et cela empêchera-t-il les factions de se déchaîner? Et ne sera-ce pas justement le « mauvais parti » qui l'emportera? Cependant, inutiles doctrinaires, nous aurons laissé se perpétuer le pire...

Tout de même, dans l'ensemble, les ilotes ont tenu bon. Et voici que vous leur apportez, en ce Noël, leurs lettres de noblesse. Pour cela, ils vous doivent bien un merci. Maintenant, ils peuvent être, commme devant, moqués et bafoués. Le témoignage a été rendu qui les sauve du déshonneur public : on saura que leur indépendance est une forme non truquée du service public. Même, s'ils ne tiennent pas beaucoup à la vertu de modestie, ils pourront dire qu'ils ont choisi la meilleure part, — je veux dire la plus difficile, la plus chargée de responsabilité.

Vous prenez le débat de haut, en apportant la justifi-

cation de votre témoignage de philosophe sur les contingences de l'histoire. C'est déjà un service non négligeable, que vous rendez à beaucoup d'entre nous, de montrer qu'une attitude à l'égard des choses du monde peut être définie sans qu'il soit fait appel aux réflexes charnels, — fussent-ils, ces réflexes, mis au service de « bonnes » intentions. C'est « en agissant comme philosophe » que vous pensez « les problèmes actuels sous des principes capables de les éclairer ». On dira si l'on veut que vous prenez une attitude de désintéressement : oui, si l'on entend par là que vous ne faites intervenir dans votre détermination nul *intérêt* d'ordre sensible, nulle passion contingente. Et ce désintéressement suprême apparaît alors comme la garantie la plus sûre de la *pureté* de votre pensée et de votre action. En même temps il assure la plénitude de votre *engagement*. Car ce que vous nous proposez, à votre exemple, « c'est tout le contraire d'une retraite ou d'une évasion ; tout le contraire d'une défection devant le drame de l'existence et de la vie, d'un retranchement dans une curiosité spectaculaire, c'est un engagement d'autant plus réel et d'autant plus profond, que la liberté intérieure est intacte ». Votre force, en effet, cette force que vous nous invitez à conquérir, c'est de ne connaître qu'une seule passion, sereine et irrésistible : le culte de la Vérité. Nous savons par une divine parole que c'est la vérité qui nous rendra libres : peut-être n'est-il pas superflu qu'un philosophe, dont l'office est de servir la vérité, nous réconforte de son témoignage. « Rester philosophe et agir comme philosophe oblige à maintenir partout la liberté de la philosophie et en particulier à affirmer à temps et à contre-temps l'indépendance du philosophe à l'égard des partis quels qu'ils soient. De gauche, de droite, à aucun je ne suis. »

On vous objectera vraisemblablement que c'est là une

attitude commode de « clerc ». Commode? Voire! Je la crois au contraire, avec vous, plutôt « inconfortable ». J'imagine en tout cas que l'on ne vous en contestera pas la légitimité. Car elle est proprement inattaquable. Votre mission est de conduire la méditation philosophique jusqu'à l'extrême bord où la connaissance joint l'action. A vrai dire une connaissance qui ne joindrait pas l'action ne serait que vaine complaisance aux jeux gratuits de la pensée. Et que serait, même, cette « pensée » sans attaches ni efficace?... Tout effort de connaissance est déjà une action, s'il est vrai que la pensée réfléchie porte en elle une lumière qui veut s'irradier sur les choses. Qui n'a éprouvé la force contraignante des évidences dites « intellectuelles » informant jusqu'aux moindres gestes? Qui ne sait qu'il est impossible, à moins de consentir à une duplicité meurtrière et contre nature, de ne pas *incarner* dans des actes véridiques les certitudes engendrées dans l'esprit par l'intelligence?... C'est pourquoi on ne peut lire votre témoignage sans se sentir personnellement compromis : si d'aucuns pouvaient arguer du doute pour s'autoriser à des actions douteuses, la lumière que vous leur apportez, comme philosophe méditant sur l'incarnation temporelle des idées chrétiennes, ne leur permet plus d'hésiter.

Il ne faudrait certes pas entendre cet enchaînement de la pensée et de l'action à la façon dont Marx l'entend, — et vous nous mettez vigoureusement en garde contre cette illusion. Si la pensée a une vertu transformatrice, si elle est capable d'informer le monde, ce n'est pas à la mode marxiste. Il ne s'agit pas de se demander ici, en esthètes, si cette conception n'a pas une certaine grandeur. Il suffit qu'elle nous paraisse évacuer toute liberté spirituelle pour qu'elle nous soit une erreur. Nous n'exigeons pas que la pensée soit liée au devenir pour qu'elle soit déjà

une action. Nous exigeons exactement le contraire. Car c'est à la condition que la pensée transcende le sensible, juge l'histoire et ordonne le temporel aux fins de l'esprit selon des normes qui ne relèvent point de la dialectique du monde sensible, que cette pensée nous paraît *être*, à sa façon, une action déjà. Votre *Lettre* en est une preuve, venant après d'autres études non moins démonstratives.

Il me vient un scrupule toutefois : nous appelons « marxiste » cet immanentisme de la pensée où nous dénonçons une erreur. En bonne justice ne devons-nous pas en reconnaître des traces non équivoques dans la descendance de Machiavel ? D'une façon tout analogue nous y voyons la pensée asservie à ce que vous nommez, en termes marxistes, la « dialectique du devenir », la pensée « immergée dans l'histoire » considérée, à l'imitation de Marx, comme une Nécessité régissant le temporel et le spirituel même. C'est la loi et le destin de tout matérialisme et, si les bien-pensants pensaient, leur pensée serait proche cousine de celle de Marx. Erreurs symétriques, erreurs de famille...

Sauvegardant la transcendance de l'esprit, temple de la Vérité contre quoi nulle force de la Nature ne saurait prévaloir, vous ne voulez pas que la philosophie et votre vocation de « clerc » soient compromises dans les bagarres des hommes ni qu'elles se fassent esclaves des passions : indépendance qui n'est pas indifférence, car si l'esprit ne s'asservit pas aux factions, il n'est que mieux qualifié pour les juger. « L'indépendance du philosophe témoigne de la liberté de l'intellect en face de l'instant qui passe. »

Mais ce n'est point là privilège du clerc. Ce philosophe n'est ici qu'exemplaire. De la même façon dont le philosophe sauve la transcendance de l'intelligence à l'égard des choses contingentes, de la même façon chacun de

nous est convié à une égale fidélité à lui-même. Plus encore s'il se réclame de la dignité (et des responsabilités) du chrétien : « L'indépendance du chrétien témoigne de la liberté de la foi en face du monde. » Telle est en effet la portée de votre témoignage : il y va de la pureté de la foi. Tel est le paradoxe du chrétien dans le monde : être dans le monde comme n'étant pas du monde, garder une foi « mordant » sur l'histoire sans l'exposer aux souillures de l'histoire. Une nouvelle fois, vous nous laissez entendre qu'en portant témoignage pour le clerc que vous êtes, vous nous compromettez tous. De cela, grâces vous soient rendues, — car vous nous compromettez avec la vérité, dans « l'indépendance » que seuls, je crois, peuvent revendiquer des fils de l'Église.

Ce serait grand'honte en effet de voir les certitudes de notre foi « utilisées » pour couvrir des combinaisons partisanes. Dans les périodes de tumultes, d'intrigues, de violence, c'est un rude cas de conscience qui s'offre à nous. Dure est la consigne que vous nous donnez, — et pourtant consigne inéluctable : *rester libres*. « Loin d'être dispensé des obligations auxquelles tout homme est tenu dans l'ordre social et politique, le chrétien sait qu'à ces obligations il doit satisfaire en chrétien, en portant jusque dans ce monde de la violence et de la contradiction le témoignage de l'esprit dont il est... Le chrétien doit être partout et rester partout libre. » Ah ! comme il serait plus confortable de n'avoir pas à se poser tant de questions ! Qui donc arrivera à instituer le caprice ou les préférences mondaines, règle suprême de l'activité des hommes ? Nous n'aurions pas, en l'engagement de tout notre être dans la vie de la cité, à redouter toute la forfaiture menaçante. Car enfin, être présent au monde, ne pas se dérober à sa tâche quotidienne, accepter de rencontrer à chaque pas l'imposture ou l'impureté, — et, malgré tout cela,

non seulement ne pas aliéner l'indépendance du nom chrétien, mais encore faire que cette liberté, dont nous sommes garants, délivre tous ceux qu'enchaîne le monde en ses sophismes, — dites-moi, est-ce une épreuve à la mesure de nos moyens? — Telle n'est pas la question, me répondrez-vous tranquillement; il suffit que nous sachions, d'évidence irrécusable, que cette épreuve à nous offerte est à la mesure des temps que nous vivons. Et donc prenons la peine de nous en rendre, non pas capables, mais dignes. Notre temple, vous l'avez montré magnifiquement à plusieurs reprises, est dominé par le péché historique d'un monde chrétien infidèle à sa vocation. Nous voyons aujourd'hui quelle puissance de dissolution et de haine était enclose en ce péché, quand nous contemplons la double apostasie : apostasie du monde bien-pensant enfermé dans son « système d'illusion et d'inertie », « dans une amère et volontaire ignorance du prochain et des réalités les plus certaines », passant dans l'histoire « comme une momie dans un cercueil de bonnes pensées »; apostasie des masses ouvrières et paysannes, « le plus grand scandale du XIX[e] siècle », disait Pie XI, dressées dans une révolte implacable contre toutes les iniquités dont se tisse la vie des hommes. « Pouvons-nous sans frémir de douleur penser à ces multitudes d'hommes qu'un profond ressentiment, né de la dignité humaine humiliée et offensée en eux, a tourné contre le christianisme confondu par eux avec un régime temporel qui a rejeté de son existence les vérités chrétiennes? » En de si terribles conjonctures, ce serait trahison que de « rester tranquilles », mais c'en serait une autre, non moins grave, que de « s'engager » en renonçant à la liberté du chrétien. Si vraiment nous n'avons pas perdu la foi en l'efficacité du christianisme pour assurer le salut des hommes et des cités, c'est un témoignage authenti-

quement *libre* qui est attendu de nous. Pendant que le monde nous sollicitera pour que nous accordions notre « force d'appoint » à ses calculs, nous aurons à refuser cette complicité déshonorante à des desseins qui ne sont pas nôtres, — n'étant pas ceux que peut bénir notre Maître, — et à porter le débat sur le plan de la liberté, de la dignité humaine et de l'amour. Pour cela, l'indépendance, que vous revendiquez hautement et que vous justifiez sans équivoque, est la condition première de tout *engagement.* C'est par des hommes libres, non par des suspects, que le monde marchera à la rencontre des « rivages de Dieu ». En jetant le doute sur la légitimité de tout engagement qui se résumerait en une abdication aux mains des factions contraires, vous libérez les forces pures de la vérité qui ne s'asservit à rien ni personne, mais exige un culte délicat et humble.

Mais il faut ici prévenir un malentendu. Si le chrétien doit être partout (restant libre partout), pourquoi ne serait-il pas *dans* les factions ? Reprenant l'invitation que vous faites à être présent partout où doit être entendue la parole chrétienne, on s'en autorisera pour faire acte d'obédience à droite ou à gauche. « Qui écoutera si personne ne parle ? Si les chrétiens refusent de parler là où s'offre à eux la moindre chance d'être écoutés, comment leur voix jamais sera-t-elle entendue ? » Et d'aller grossir les rangs disciplinés de quelque « front » ou de quelque « ligue »...

Vous avez fait personnellement, sans le vouloir, l'expérience de ce malentendu. Et si j'ai bien compris votre pensée, cette « expérience mal engagée » est décisive. Vous aviez accepté de collaborer à *Vendredi*, hebdomadaire rédigé par des écrivains ne relevant d'aucun parti et, au surplus, aussi indépendants entre eux qu'à l'égard des partis. Il vous a paru que vous ne pouviez refuser de

parler là où s'offrait une chance d'être écouté et où l'on s'engageait à respecter votre indépendance... Or, il arriva que d'abord le premier numéro de *Vendredi* n'était pas prodigue d'éclaircissements sur la nouveauté de sa formule, et puis que, votre nom se trouvant en compagnie de celui d'écrivains « mécréants » les gens « bien » purent se dispenser de lire votre article et s'empressèrent de vous enrôler dans le Front populaire...

Il reste toutefois qu'il est difficile, en France, de ne pas avoir l'air de parler en partisan, — même lorsque, explicitement, on se dégage de tout parti, de toute faction. On s'est mépris sur votre geste aussi bien à droite qu'à gauche et je sais nombre de personnes qui n'ont compris goutte à votre *lettre à Vendredi* : ne vous avisiez-vous pas d'expliquer que non seulement vous n'adhérez à aucun parti mais qu' « en vertu de conceptions bien déterminées », vous êtes « *contre* chacun d'eux », — et pourtant vous dites avoir conscience de « l'importance majeure des réalités politiques » ? « Faire de la politique », pour la majorité des Français, n'est-ce pas « prendre parti » et se jeter dans la bagarre ?

Il faut souhaiter que votre autorité soit assez persuasive pour préserver de cette méprise ceux qu'elle peut séduire. Si l'on a compris, en vous lisant, ce qu'est la vertu d'indépendance, on doit savoir que les factions mènent aux impasses. On peut librement entrer dans une faction, dans une ligue, dans un « front », dans un parti, on peut même le faire avec la bonne pensée d'être, parmi d'autres hommes venus au même havre pour d'autres motifs, le représentant d'une certaine tenue chrétienne. Mais une fois qu'on est *dedans*, il faut dire adieu à l'indépendance. C'est le sort de toutes les périodes troublées de faire apprécier les bienfaits de « l'autorité ». C'est le sort de tous les mouvements « autoritaires », de quelque idéolo-

gie qu'ils se réclament, de tenir pour dangereuse, et pratiquement d'annuler, cette vertu d'indépendance qui est la sauvegarde de l'authenticité chrétienne. A notre époque de violence, on voit assez clairement qu'il n'est pas de faction, à droite comme à gauche, qui ne soit un despotisme. Et où, par conséquent, le chrétien ne soit otage. Au surplus, l'expérience de quelques nations voisines ou lointaines peut instruire sur les chances de l'indépendance chrétienne en régime de violence... Il faut le dire, parce que c'est vrai et même si cela doit contrister des amis : entrer dans le jeu des factions, de quelques intentions qu'elles se parent, c'est faire acte d'abdication devant la violence qui n'est pas plus rassurante à droite qu'à gauche (ou à gauche qu'à droite), c'est grossir la foule des chrétiens démissionnaires. Et je trouve une autre grandeur, Maritain, dans votre fière et tranquille indépendance, que dans cette démission disciplinée...

J'y trouve aussi une autre certitude d'efficacité, car cette indépendance, incapable de se renier dans des activités mal engagées ou mal définies, montre à l'évidence que « si l'on veut réellement la réconciliation des Français » ; il ne faut pas la chercher par les moyens qui exaspèrent les passions et aggravent la division des esprits. « Ce n'est pas *contre* des Français, et par la menace, qu'il faut la vouloir, c'est *pour* la France qui est là, telle que l'histoire l'a faite, et c'est par un travail positif, patient, persévérant. » Or, si toutes les factions disent œuvrer pour la France, il n'en est aucune qui ne soit une *menace contre des Français*...

Efficace surtout, votre « indépendance » l'est parce qu'elle nous désolidarise de tous les complexes politiques actuellement connus en France. Vous êtes de ceux qui ont lancé l'idée d'un *tiers parti* dégagé de toute attache avec l'agitation politicienne de toute couleur. Il faut

reconnaître que cette suggestion n'a pas suscité grand enthousiasme, encore qu'en certains cercles elle ait été accueillie avec faveur. Sans doute une telle suggestion s'écarte-t-elle trop des réflexes communs de l'opinion française, même chez les catholiques. Sans doute est-elle restée assez énigmatique pour tous ceux qui ne peuvent s'affranchir des modes de pensée politiques en honneur. Il faut dire aussi que, dans un peuple que l'on invite chaque jour à de grands gestes pour balayer ceci ou instaurer cela, le *tiers parti* manque de panache. Et seuls se sentent le goût de lui faire confiance ceux qui, depuis toujours, et par une sorte de vocation, ont récusé et récusent l'artifice des formations politiques du monde actuel.

Non seulement en effet le *tiers parti* ne s'adresse qu'à ceux qui pensent (même sans être d'obédience catholique) qu'une politique d'inspiration chrétienne est seule qualifiée pour nous tirer d'affaire, à ceux qui acceptent que « le christianisme doit s'incarner jusque-là », que « la mission temporelle du chrétien doit aller jusque-là », loin de consentir à « abandonner au diable le monde en ce qu'il a de plus connaturel, la vie civile ou politique ». Mais encore ne comprendront ces choses que ceux qui en font l'expérience à l'abri de tout préjugé et qui ont conquis cette doctrine pratique par une sorte de « critique sociologique » liée à leur action quotidienne dans le monde. Lorsque vous souhaitez l'avènement d'une philosophie politique capable de renouveler les structures sociales de la Cité, je tremble qu'on ne vous accuse de faire le jeu de la révolution : car cette rénovation n'ira pas sans mettre à mal le « désordre établi ». Pourtant, c'est le désordre qui est contre nature, et inhumain, et funeste, — et c'est la rénovation que vous appelez qui restaurera la paix et la justice et l'amitié... Vous avez sans doute éprouvé déjà que ces pensées avaient peine à

gagner l'audience des esprits et des cœurs. Persévérons quand même à les tenir pour salutaires.

Au reste, ces pensées salutaires n'appartiennent pas seulement au domaine des spéculations désintéressées. On en relève des traces effectives dans l'action et, parmi d'autres, celles que les mouvements de jeunes, chaque jour, appuient davantage. Me permettrez-vous d'invoquer le témoignage de ces jeunes, mes compagnons, auprès de qui certaines pages de votre *lettre* ont pris le visage de vieilles connaissances? Je ne le fais pas sans appréhension, sachant que je m'expose à la réprobation de mes compagnons : ils n'aiment pas qu'on les mette en vedette. Mais est-ce ma faute si l'A. C. J. F., par la structure même qu'elle s'est donnée, est déjà plus que la promesse des structures sociales nouvelles que vous souhaitez? Et puisque c'est vrai, il faut le dire. Aucun d'entre eux ne saurait s'offusquer de ce que leur action quotidienne soit une réponse toute prête aux problèmes que vous définissez.

Sur le plan de l'action politique, — puisque c'est là notre propos, — mes compagnons vous expliqueraient que s'ils veulent se tenir à l'écart des ligues et des partis, ce n'est pas au nom d'une volonté de repliement et par une sorte d'instinct de sécession. Ils l'ont dit hautement, en des temps où l'on passait pour traître si l'on n'était point partisan. Mais l'A. C. J. F. leur a appris la vanité des groupements qui ne sont pas des « corps représentatifs d'un milieu de travail et d'un genre de vie ». Et ce n'est pas en vain que chacun des mouvements spécialisés de l'A. C. J. F. dit être la représentation du milieu qu'il a pris à charge de conquérir. Plus que tout « parti ouvrier », la J. O. C. est le corps représentatif de la classe ouvrière au niveau des jeunes. Plus que n'importe quel groupement bourgeois, la J. E. C. a fait prendre conscience à la

jeunesse bourgeoise de ses responsabilités de classe. Et on peut continuer... « Pluraliste » par sa structure spécialisée, « personnaliste » par le sens des responsabilités et la conception de l'autorité qui en découle, « communautaire » par l'esprit de collaboration qui rassemble sur la même cité à construire les efforts de chacun et ordonne toutes les activités au bien commun, — l'A. C. J. F. nous donne le spectacle, sur le plan des jeunes, d'une Cité organiquement constituée selon les normes de l'enseignement chrétien. Faut-il dire qu'elle offre, au niveau de la jeunesse, la préfiguration d'un ordre social chrétien? Certains vont jusque-là, et ce n'eût pas été pour déplaire à Albert de Mun qui lui avait précisément assigné, en la fondant, cette mission.

Je devrais m'excuser de cette digression. Mais il y a une grande joie à certaines rencontres : que vos méditations et votre expérience de philosophe rejoignent et viennent éclairer l'expérience d'un mouvement de jeunes voué à la régénération de ce pays, c'est là de quoi consolider dans l'espérance beaucoup de ceux qu'a déçus le spectacle du monde moderne. Et il ne sera pas sans conséquence que vous ayez établi l'indépendance au rang des vertus.

Besançon, 30 décembre 1935.

Marc Scherer.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Sous la dictature de la croix gammée

Chronique de l'Église persécutée

C'est avec une profonde inquiétude que les catholiques d'outre-Rhin ont commencé la nouvelle année. La prière « pour la paix et la liberté de l'Église, surtout dans notre patrie allemande », qui sur l'ordre des évêques est dite à la fin de chaque messe, prend chaque jour davantage sa pleine signification. Les vicaires généraux des diocèses de Hildesheim et de Meissen ont passé la fête de Noël dans une maison de réclusion, ceux des diocèses de Wurtzbourg, de Passau et de Ratisbonne dans la prison. Des centaines de prêtres et de religieuses sont incarcérés dans des geôles hitlériennes, et leur nombre ne fait qu'augmenter. Plusieurs sont morts des suites du traitement que le régime brun leur infligeait. L'armée des émigrés croît de jour en jour. Voilà que la veille de Noël le supérieur d'un couvent capucin a franchi la frontière, clandestinement, pour aller en exil. A Wurtzbourg, la faculté de théologie catholique est fermée. Dans le diocèse de Munster, en Westphalie, toutes les unions ouvrières catholiques ont été dissoutes. On a confisqué leurs maisons et leurs propriétés. Le secrétaire général de la jeunesse catholique est en prison, le secrétariat général doit héberger une armée d'occupation de miliciens S.A. au milieu de toutes sortes de chicanes...

Les espions du Saint-Siège

L'un des plus graves événements a été, sans conteste, l'arrestation de Mgr Banasch, chanoine de Berlin et col-

laborateur très intime de l'évêque de la capitale. Mgr Banasch avait été chargé par la conférence épiscopale de Fulda d'organiser un Office d'Informations qui devait tenir les évêques au courant des faits et événements susceptibles de les intéresser. Dans les circonstances actuelles, ce service d'informations était de la plus haute importance, puisqu'il est interdit à la presse, placée sous la férule de M. Goebbels, de parler librement. En recueillant régulièrement une documentation détaillée sur les innombrables violations du concordat et sur les persécutions des catholiques dans toutes les régions du Reich, Mgr Banasch aidait beaucoup les évêques et le Saint-Siège à se rendre compte de la véritable situation.

Les bureaux du prélat, qui se trouvaient dans l'évêché, furent fouillés et un grand nombre de dossiers confisqués. En même temps que Mgr Banasch, son secrétaire, l'abbé Boese, fut arrêté. Quelques jours après, les vicaires généraux des diocèses de Wurtzbourg, Passau et Ratisbonne, ainsi qu'un chanoine de Wurtzbourg et plusieurs autres prêtres, furent incarcérés pour avoir fourni à Mgr Banasch des renseignements « dangereux ».

En même temps l'abbé Jakob Clemens, secrétaire général du *Katholischer Jungmännerverband* (Association Catholique de la Jeunesse Allemande), était arrêté à Passau. Il avait rédigé un memorandum détaillé sur les persécutions de la jeunesse catholique, notamment sur les restrictions imposées à l'activité des œuvres et sur les chicanes et méthodes par lesquelles on cherchait à briser la carrière et atteindre les moyens de subsistance de leurs membres. Ne pouvant expédier un tel document par la poste, l'abbé Clemens se rendit personnellement aux sièges des différents diocèses pour le remettre à des hommes de confiance qui devaient à leur tour le transmettre aux évêques. Par imprudence ou trahison, ou hasard malheureux, la police secrète d'État réussit à arrêter les messagers et finalement l'abbé Clemens lui-même. Relâché, il fut arrêté de nouveau quelques jours plus tard, quand les

nazis occupèrent le *Jugendhaus* de Dusseldorf. A Dusseldorf, la *Bischöfliche Hauptarbeitsstelle* devait, sous l'autorité de l'épiscopat allemand et sous la direction immédiate de l'archevêque de Cologne, coordonner le travail des œuvres d'Action catholique. Ce secrétariat, dirigé par l'abbé Heuser, fut l'objet d'une perquisition de la police. L'abbé Clemens se trouve maintenant à Berlin, dans la fameuse prison de Moabit.

L'arrestation de Mgr Banasch ne fut communiquée au public que deux semaines plus tard. Son crime serait, d'après la presse, d'avoir trahi à l'étranger des secrets d'État. La puissance étrangère en question est sans doute le Saint-Siège. Il est probable que Mgr Banasch a transmis sa documentation non seulement aux évêques, mais aussi au nonce apostolique qui n'a pas manqué d'en informer le Saint-Siège. Or il est de toute évidence que les nazis ne désirent pas voir les évêques et le Saint-Père renseignés d'une façon systématique sur les persécutions allemandes. Aussi fait-on tout ce qu'on peut pour intimider les catholiques et les obliger à garder le silence sur ce qui se passe.

On ne sait pas encore comment l'État national-socialiste formulera ses inculpations contre Mgr Banasch et les autres prêtres incarcérés. Il y a plusieurs versions, et probablement les nazis eux-mêmes ne savent pas encore exactement sur quels points ils vont fonder l'accusation. On déclara d'abord que les comptes rendus des procès de devises, surtout celui de l'évêque de Meissen, que Mgr Banasch avait livrés aux évêques et au nonce apostolique étaient la raison de son arrestation. D'autres ont dit que Mgr Banasch possédait des copies de certaines circulaires confidentielles de la police secrète d'État, concernant la surveillance des prêtres et des œuvres catholiques. Un autre bruit affirma que Mgr Banasch avait réussi à se procurer une copie du projet de la nouvelle loi scolaire que les nazis préparent et qu'il aurait transmis ce document au nonce apostolique. Un dernier

enfin — qui nous semble beaucoup moins digne de confiance, mais que nous reproduisons, parce qu'il n'est pas tout à fait improbable — prétend que Mgr Banasch aurait appris que les unions ouvrières catholiques devaient être dissoutes. Il en aurait averti les dirigeants, en sorte que les biens des unions fussent mis à l'abri et que la police secrète d'État trouvât les caisses vides quand elle voudrait les confisquer.

Quel que soit le motif immédiat de toutes ces arrestations, il est tout à fait certain qu'on a voulu rendre impossible tout service d'informations systématique sur les persécutions des catholiques dans le Troisième Reich.

Plusieurs journaux nazistes ont attaqué les évêques, leur reprochant de trahir le Reich et de rompre leur serment de fidélité, en livrant à la presse étrangère des informations qui favorisent les campagnes antiallemandes. Comment a-t-il été possible, demande-t-on, que des journaux étrangers aient publié le texte d'une lettre pastorale le jour même de sa lecture dans les chaires allemandes? Comment l'étranger a-t-il reçu le texte d'une autre lettre pastorale qui n'a même pas été lue en Allemagne, parce que le gouvernement l'avait interdite? D'où l'étranger reçoit-il ses nombreux renseignements sur les conflits ecclésiastiques? Le *Westdeutscher Beobachter* a reproché à l'évêque de Trèves d'être l'inspirateur du quotidien catholique du grand-duché de Luxembourg, *Luxemburger Wort*. Mgr Bornewasser a démenti catégoriquement cette allégation absurde (le *Luxemburger Wort* est l'organe de l'évêque de Luxembourg et non pas celui de l'évêque de Trèves). Des calomniateurs avaient osé alléguer que le Cardinal Faulhaber aurait fait paraître des articles antiallemands dans des journaux de Vienne et de Budapest. Dans un procès, le Cardinal a obtenu la condamnation des auteurs de cette affirmation mensongère. On a dit aussi que le P. Friedrich Muckermann, S. J., qui est un des principaux collaborateurs de l'hebdomadaire catholique antihitlérien *Der deutsche Weg*, est

pour ainsi dire l'agent étranger des évêques allemands. En d'autres termes, on rend les évêques responsables des articles paraissant dans la presse étrangère au sujet des persécutions allemandes.

Je parle en toute connaissance de cause quand je constate que toutes ces accusations sont absolument fausses. Je pourrais même citer un cas où un archevêque allemand s'est rendu personnellement à l'étranger pour demander aux directeurs de certains journaux catholiques d'arrêter leurs campagnes, parce qu'il pensait qu'il valait mieux se taire et travailler à l'amélioration de la situation par des négociations confidentielles. Beaucoup des détails scandaleux des persécutions ne sont jamais connus, parce que les évêques gardent sur eux un silence absolu. Les voies par lesquelles les informations viennent à l'étranger n'ont rien à voir avec les évêques et leur sont probablement tout à fait inconnues. Ce que la presse sérieuse de l'étranger écrit n'est d'ailleurs pas exagéré, bien au contraire. Nous renonçons souvent à publier des informations très importantes, pour ne pas exposer à de nouveaux dangers les catholiques du Reich et leurs œuvres. Faisons enfin remarquer que ce ne sont pas ceux qui écrivent des articles sur le *Kulturkampf* qui portent atteinte à l'Allemagne, mais bien ceux qui l'ont jetée dans la tyrannie, la barbarie et le paganisme.

La fermeture d'une Faculté de Théologie

Le recteur de l'Université de Wurtzbourg a décrété la fermeture provisoire de la Faculté de Théologie catholique, où il y avait une association d'étudiants en théologie. Le chef de la Ligue National-Socialiste des étudiants reprocha à cette association d'être insuffisamment « synchronisée », et décida d'y remédier en se nommant lui-même chef de la *Fachschaft* des théologiens quoique n'étant ni catholique ni étudiant en théologie. Là-dessus,

l'évêque interdit de fréquenter les réunions que présiderait ce nouveau dictateur. Le résultat fut la fermeture de la Faculté. Les étudiants poursuivent leurs études au Séminaire.

Dans les conditions actuelles, — l'incident de Wurtzbourg vient de le rappeler, — l'existence des Facultés de Théologie soulève un grave problème. Ce n'est trahir aucun secret que d'affirmer que, parmi les évêques allemands, certains verraient avec peu de regret la disparition des Facultés. Ils préfèrent les Séminaires, où ne se présentent pas les difficultés causées par l'ingérence de l'État et par l'indépendance des professeurs. Il est vrai que dans le *Kulturkampf* bismarckien certaines Facultés de Théologie, surtout Bonn et Breslau, ont fait beaucoup de mal. Pour les évêques, tout serait plus simple, s'il n'y avait que leurs Séminaires au lieu de Facultés où les choses deviennent extrêmement compliquées quand l'État et l'Église n'arrivent pas à une collaboration confiante. Mais pour la position du catholicisme dans la vie culturelle du Reich, les Facultés de Théologie sont extrêmement importantes. Les séminaires sont loin du monde, les facultés sont là où ont lieu les luttes spirituelles de la nation.

La Sarre recouvrée

Parmi les Sarrois qui ont quitté leur pays à l'issue du plébiscite, il y eut une douzaine de prêtres. La plupart d'entre eux ont accepté, en Autriche, l'hospitalité que leur offrait l'archidiocèse de Salzbourg. D'autres vivent en Suisse et dans le grand-duché de Luxembourg. Ces prêtres, qui avaient appartenu au mouvement antihitlérien groupé autour du journal *Neue Saarpost* et de la *Ligue Populaire Chrétienne-Sociale*, furent un peu étonnés d'apprendre que le plus haut dignitaire ecclésiastique de la Sarre les avait rejoints. Mgr Schlich, curé-doyen de Sarrebruck, a passé une semaine en prison, arrêté sous le

prétexte d'une affaire de devises à laquelle il aurait été mêlé. Relâché, et ne se sentant plus à l'aise chez lui, il gagna la frontière et vint demander l'hospitalité au grand-duché de Luxembourg, et de là, se rendit, au bout de quelques semaines, en Suisse, plus favorisé, du moins, qu'une dizaine d'autres prêtres de son diocèse parmi lesquels l'abbé Müller, aumônier diocésain de la jeunesse catholique, qui demeure depuis des mois dans les geôles hitlériennes, sous les inculpations les plus diverses. Avant le plébiscite, Mgr Schlich était, dans le clergé sarrois, du nombre des optimistes. Il travaillait avec enthousiasme dans les rangs du Front allemand, et témoignait d'une grande sévérité à l'égard des prêtres qui ne partageaient pas ses opinions sur la politique religieuse du gouvernement hitlérien, se servant même parfois de méthodes que seuls peuvent excuser l'excès de zèle et son patriotisme : ainsi la déclaration signée plus ou moins spontanément par tous les curés-doyens du territoire, exhortant la population à voter en faveur du rattachement à l'Allemagne.

Nous venons d'apprendre qu'un autre prêtre sarrois fort connu est sur le point de quitter un pays où il est à chaque instant en danger d'être incarcéré. Les anciens fonctionnaires membres des syndicats chrétiens, qui s'étaient « synchronisés » et qui, pour une somme de 10.000 marks et en échange d'un grand nombre de belles promesses, avaient consenti à la destruction du syndicalisme chrétien, vivent dans une atmosphère irrespirable. Les nazis ameutent le peuple contre eux.

La lutte scolaire

M. Julius Streicher, le « tsar brun de la Franconie », vient d'organiser parmi le personnel enseignant de Nuremberg un « plébiscite volontaire ». Il s'agissait, on le devine aisément, de choisir entre l'école confessionnelle (*Bekenntnisschule*) et l'école dite commune (*Gemein-*

schaftsschule), qui devient de plus en plus une école du national-socialisme intégral et du néopaganisme rosenbergien. Dans le Troisième Reich, les « votes » ont toujours le résultat désiré : 859 instituteurs et institutrices se prononcèrent pour l'école dite commune, 7 instituteurs et 22 institutrices pour l'école confessionnelle (catholique ou protestante).

Dans un grand meeting auquel tout le personnel enseignant était obligé d'assister, Julius Streicher fit un discours de trois heures. Il commença par s'exprimer sur ceux qui avaient osé prendre parti pour l'école confessionnelle. « Dans le corps enseignant, s'écria-t-il, il y a toujours, hélas ! des hommes et des femmes qui se tiennent éloignés de la véritable vie, dont le cœur est sclérosé et qui veulent toujours continuer l'éducation sans tradition des temps antérieurs (*die traditionslose Erziehung früherer Jahrzehnte*). » On avait fait à l'enseignement catholique toutes sortes de reproches, mais pas encore celui d'être une éducation sans tradition...

Une affaire d'une grande importance vient d'être tranchée à Munich. Dans le faubourg d'Englschalking, une école catholique était en voie de construction. Le gouverneur de la Haute-Bavière décréta soudain que cette école ne serait pas catholique, mais mixte. Le Cardinal Faulhaber protesta en invoquant les lois et en prouvant le caractère illégal de la décision. Le ministère vient de répondre et a pris parti contre le Cardinal. On ne conteste pas que les lois ne lui donnent raison, mais on constate que le Cardinal « n'a rien compris à l'esprit du temps nouveau ». « Les lois doivent être interprétées dans le sens du patrimoine spirituel national-socialiste. »

Un chef de territoire de la Jeunesse Hitlérienne a publié la déclaration suivante : « Aux questions des parents qui me demandent s'il faut inscrire le jeune membre du *Jungvolk* (association hitlérienne d'enfants) à l'école confessionnelle ou à l'école commune, je déclare que je me prononce, comme chef de la Jeunesse Hitlé-

rienne, en faveur de l'école commune allemande (*Deutsche Gemeinschaftsschule*). La Jeunesse Hitlérienne est la communauté de toute la jeunesse sans distinction de confession religieuse. Elle voit dans cette communauté de tous le sentiment le plus fort et le plus intense. Ce sentiment fraternel de la Jeunesse Hitlérienne est troublé par la séparation entre écoles catholiques et protestantes. Tous les parents qui désirent la communauté de la jeunesse allemande doivent inscrire leur fils à la *Deutsche Gemeinschaftsschule.* »

Dissolution d'unions ouvrières catholiques

Plusieurs centaines d'unions ouvrières catholiques ont été dissoutes par la police hitlérienne, leurs maisons et leurs biens confisqués. On avait arrêté un secrétaire régional qui portait dans sa poche une lettre de l'abbé Konermann de Munster, aumônier diocésain. Cette lettre disait que, devant l'alternative de choisir entre le Front du Travail Allemand et les unions ouvrières catholiques, les ouvriers catholiques devaient plutôt démissionner du Front du Travail. Elle déclarait aussi qu'il était temps de passer de la défensive à l'offensive, en faisant sortir en masse tous les ouvriers de certaines entreprises du Front du Travail.

Les unions ouvrières catholiques du diocèse de Munster sont ainsi coupables de « haute trahison », et leur dissolution n'est pas pour nous étonner.

Noël, fête national-socialiste

« Noël est une fête chrétienne, mais par le sens si profond et si intime que nous lui donnons, c'est aussi une fête national-socialiste. » Ainsi parla le docteur Goebbels, en s'adressant aux 5 millions d'enfants qu'il

avait rassemblés autour de 30.000 arbres de Noël et qui écoutaient, grâce aux haut-parleurs de T.S.F., les allocutions du ministre de la Propagande et d'autres chefs nazistes. M. Alfred Rosenberg fut, lui aussi, l'orateur d'une fête de Noël, et la page illustrée du *Völkischer Beobachter* nous le présente debout, sous un arbre de Noël, prononçant un discours, sans doute sur le christianisme « positif ». La radio allemande abondait d'émissions spéciales dont un grand nombre devaient démontrer que Noël n'est autre chose que la continuation du *Julfest* des Germains païens. Presque partout on affirmait que la fête de Noël n'a reçu son véritable sens que par le national-socialisme et l'Œuvre du Secours d'hiver. « L'Œuvre du Secours d'hiver, voilà l'Enfant Jésus qui n'oublie personne », s'écria un orateur munichois. On n'oublia pas d'attaquer *L'Osservatore Romano*, qui avait qualifié l'arbre de Noël de coutume païenne et condamnable. Le *Völkischer Beobachter* alla jusqu'à revendiquer une démarche formelle des évêques allemands contre *L'Osservatore Romano* qui aurait offensé le *Volkstum* allemand.

Les orateurs des fêtes de Noël n'oubliaient pas non plus de parler de « la paix sur la terre », assurée par le réarmement allemand. « L'Allemagne national-socialiste est une île de la paix au milieu d'un monde confus et guerrier », osa écrire la presse.

La laïcisation des fêtes chrétiennes est un symptôme regrettable qu'on remarque un peu partout. Mais dans le Troisième Reich, il s'agit d'une véritable falsification de la fête de Noël. Le Christ, seul Sauveur du monde, y cède sa place à Adolf Hitler et au national-socialisme, sauveur totalitaire de la nation et des âmes allemandes.

KURT TÜRMER.

La discorde au camp d'Agramant

La discorde au camp d'Agramant ou, pour employer des termes moins nobles, Vadius et Trissotin. Ce sont deux érudits, donc peut-être deux exégètes. Après avoir échangé les propos les plus flatteurs, ils se fâchent, sans se douter du ridicule qu'encourt leur amour-propre, source unique des compliments et des aigres allusions.

Durant de nombreuses années, M. Loisy combla d'éloges M. Turmel, qui lui fournissait de la copie sous de multiples signatures; M. Turmel ne pouvait manquer de rendre la politesse. Aujourd'hui tout est changé. M. Turmel nous apprend comment il a « donné congé aux dogmes (1) », sans doute des serviteurs, mais qui le faisaient vivre, et il s'étonne que M. Loisy « se voile la face devant l'attitude très spéciale qu'*il* a prise à l'égard de l'Église, professant extérieurement les dogmes du catholicisme en les combattant à outrance dans *ses* publications » (p. 141).

Sur quoi M. Turmel demande, avec une feinte naïveté : « Où ai-je combattu les dogmes à outrance tout en les professant extérieurement?... C'est dans la revue de Loisy que Coulange, Lagarde, Vanbeck, Dulac, Lamson, Callerand, Michel, Perrin, Delafosse se sont relayés de 1910 à 1922 pour faire la guerre aux dogmes, pour la faire à outrance » (p. 141). — Le démon de Gérasa parlait au singulier, alors qu'il représentait une légion de diables. Ici c'est M. Turmel, tout seul, qui fait parler toute une légion. Il conclut enfin : « Si Loisy estime (et il n'est pas le seul!) que j'ai forfait à l'honneur, je ne vois pas comment il peut échapper au reproche de complicité » (p. 142). Il ne le voit pas, nous non plus, ni sûrement personne.

(1) Abbé J. Turmel, *Comment j'ai donné congé aux dogmes*. Aux Éditions de l'idée libre, Herblay (Seine-et-Oise).

M. Loisy a reproché encore à M. Turmel : « la haine de l'Église romaine dont Houtin et moi nous serions rendus coupables. Avec une fureur qui confine à l'épilepsie (3,558) (1), Loisy nous submerge à ce sujet d'injures virulentes, et entasse des formules grandiloquentes pour expliquer que toute haine et que tout fanatisme est un détraquement de l'esprit. On reste indifférent aux vociférations d'un homme ivre, etc. » (p. 142 s.) Soit, et, cette fois encore, associons-nous au trait final de M. Turmel : « En tout cas on n'est pas qualifié pour prêcher l'amour de l'Église romaine quand on lui a asséné des coups de massue à la douzaine et qu'on a songé à écraser ses apologistes comme une vermine » (p. 143).

Les deux grands maîtres, les Pères de l'exégèse et de la critique, sont brouillés. Pourquoi? Ou, comme dit l'un, « comment Loisy a-t-il été amené à un paroxysme de rage qui lui a fait perdre le contrôle de ses idées? » (p. 143).

Premièrement, quant à Houtin. Après sa mort on retrouva et on publia certaines notes qui, parmi tant de compliments, signalaient quelques travers de M. Loisy. D'après M. Turmel — auquel nous laissons la responsabilité de ce dire — : « Du jour où il connut le crime de lèse-majesté perpétré contre lui, il n'éprouva plus pour le coupable qu'une aversion poussée jusqu'à l'horreur » (p. 144).

Quant à M. Turmel, il commit une faute, qu'il reconnaît humblement. Ignorant l'animosité — il dit « la haine » — « dont Loisy poursuivait Albert Houtin et M. Sartiaux », il collabora, sur la demande de ce dernier, à un livre laissé inachevé par Houtin. « Ma collaboration me liait avec ses plus grands ennemis, l'irrévérence était impardonnable » (p. 144). De là les emportements des *Mémoires*, dont M. Turmel veut bien excuser le caractère de « rancune » et de « fatuité » par « la crise épileptique dont souffrait l'auteur » (p. 144 s.).

Sans doute M. Loisy jugera contraire à sa dignité de

(1) Citation des *Mémoires* de M. Loisy.

riposter à ces appréciations... virulentes. Ce sera mieux ainsi, mais la comédie y perdra ses droits, car sa plume, moins appuyée, sans être moins acérée, aurait su répondre par une politesse aigre-douce à une impolitesse déchaînée.

Toute comédie a sa morale, surtout celle qui n'invite pas tant à rire qu'à pleurer, et ce n'est pas seulement une distraction que nous avons voulu offrir au lecteur.

Les deux antagonistes demeurent d'accord pour maudire l'Église. La calomnie fait toujours son effet. Elle devient inoffensive quand elle est par trop contraire à la vérité; mais c'est ce qu'il faut signaler.

Les deux frères ennemis ont-ils eu tant à se plaindre de l'Église? Loisy a été soutenu par Mgr d'Hulst, encouragé par la sympathie de Mgr Duchesne, aimé et tenu pour un sauveur par Mgr Mignot. Ses *Mémoires*, sans méconnaître ces faits, se sont arrangés pour rendre suspects ces serviteurs de l'Église. Il a rompu plus tôt avec la dissimulation, et il a donc eu plus tôt des adversaires. Si impérieuse que soit sa personnalité, il s'est élevé cependant à des raisons générales pour rompre avec cette Église qu'il a d'abord prétendu réformer, réduire à son idéal de religion de l'humanité, c'est-à-dire dépouiller de son caractère religieux.

Dans M. Turmel, la critique est plus rudimentaire, disons primaire. Il hait l'Église, il s'applique à lui faire du mal par le mensonge parce qu'elle-même l'a trompé. L'Église attire à elle, consacre ou plutôt enchaîne à son service les jeunes clercs auxquels elle confère le sacerdoce. Turmel a été sa victime, il en est horrifié : « L'Église romaine cache systématiquement la vérité aux clercs qu'elle enrôle à son service; toutes les fois qu'elle le peut elle tord le cou à ceux qui lui apportent des vérités gênantes », etc. (p. 143). C'est une sorte de refrain. Où donc M. Turmel a-t-il connu l'Église? Elle lui est apparue dans une vision d'apocalyptique luthérienne comme une bête infâme, un Ogre malfaisant qui dévore les petits enfants et même les jeunes gens. En fait, nous ne trouvons dans son livre que des ecclésiastiques sincères, tellement sûrs de leur foi qu'ils n'ont pu accepter

l'idée qu'un autre dissimulât. Bonté, charité, ménagements de toute sorte, il faudrait peut-être ajouter indulgence excessive, touchant à l'aveuglement, voilà ce que son imagination exaspérée a transformé en une bête menteuse, prompte à lui tordre le cou. Car c'est à son Ordinaire qu'il a eu affaire avant d'obliger l'Église romaine à intervenir. Ce qu'il présente au lecteur, trop candide s'il se prête à ses hallucinations, c'est une galerie de bons prêtres. Tel M. Gendron qui l'aime comme il n'a jamais aimé personne et qui l'a conduit jusqu'à l'honneur du sacerdoce : était-ce pour le tromper? M. Ceillier voit clair, mais s'obstine à absoudre ce prêtre qui feint de lui ouvrir sa conscience. Quand on a compris enfin que son enseignement au grand séminaire est gravement dangereux pour les clercs, avec quel empressement on s'efforce de lui trouver une occupation honorable! Même on continue à lui permettre d'imprimer ses articles sans les lire! après un avertissement de Rome (1)! Tous ces prêtres, tous ceux qu'il a connus, ont été taxés d'ignorance par son érudition fraîchement acquise. C'était les excuser de toute dissimulation. Et, en effet, s'ils avaient vu clair dans son jeu, ils auraient certainement excédé par condescendance. M. Turmel traite de sauvage un prêtre qui lui a fermé la porte au nez. On voit bien qu'il ne lui a jamais pardonné ce geste trop vif. Lui-même a refusé de recevoir l'abbé Charost en écrivant sur sa carte : « Je ne puis recevoir ce Monsieur » (p. 121). Après quoi M. Charost lui écrit la lettre la plus courtoise, et, devenu Archevêque de Rennes et Cardinal, il s'obstine à faire confiance à sa parole malgré la clameur générale et les arguments décisifs de critiques distingués. Celui qui l'a dénoncé à la conscience catholique, le P. Fontaine, était, déclare-t-il, « un convaincu et, de ce chef, il a droit au respect » (p. 114). L'idée d'une dissimulation faisait horreur à l'excellent M. Gendron. Quand il eut l'évidence, ce qui s'appelle vu, des vrais sentiments de

(1) M. Turmel explique cet extraordinaire laissez-passer par le mécontentement du cardinal Labouré, jaloux de son autorité : ce n'est toujours pas de la dissimulation.

M. Turmel, il ne cessa de le conjurer : « Sors de l'Église! » Et cependant, malgré la résistance de celui qu'il avait tant aimé, il lui a laissé une modeste rente viagère que le bénéficiaire réussit à faire transformer « en un capital versé une fois pour toutes » (p. 105).

La dissimulation fait le fond de ce livre. Elle est toute du même côté, si nous en croyons Loisy sur Turmel et Turmel sur Loisy.

Turmel allègue que c'est la bête infâme qui l'a obligé à une dissimulation dont il est fier, étant incapable d'en sentir l'odieux. Pourtant les martyrs ne dissimulent pas, et il se croyait la vocation d'un martyr : « Me préparer par l'étude à être apôtre de la vérité dont j'étais le martyr » (p. 83). Belle résolution qui n'eût pas tenu devant un avantage pécuniaire. Voici le marché qu'il proposait : « Que l'Église romaine me mette à même de mener une vie d'études, et moi, de mon côté, je m'engage à éviter dans mes publications tout ce qui pourrait froisser les dogmes » (p. 161), ces dogmes de la bête auxquels il ne croyait plus, et affectait de croire, ces mensonges dont il importait tant de délivrer l'humanité! M. Turmel proposait donc à l'Église d'acheter son silence, de se rendre sa complice. Mais, précisément parce qu'elle ne dissimule rien, ne consentira pas à ce qu'il exerce parmi les fidèles devenus ses dupes un ministère mensonger, n'a rien à cacher ni à craindre, il prévoit son refus. Alors il continue à ruser : « J'ai rusé jusqu'ici avec l'Église romaine et je continuerai tant que la chose me sera possible » (p. 101). Voilà le martyre qu'il choisit, en attendant la vengeance savourée d'avance, longtemps tenue secrète, qui est aujourd'hui sa revanche et sa joie. On dit qu'elle fait des victimes. Si quelque chose peut éclairer les lecteurs de ses gros livres, c'est le petit volume où enfin il ouvre son cœur. Après cet aveu, toute discussion doctrinale nous paraîtrait déplacée.

M.-J. Lagrange, O. P.

Vers un schisme dans l'hindouisme

C'est une décision sensationnelle qu'annoncent les « intouchables » de Bombay. Comme leurs frères de toute l'Inde, ils se voient traités en bêtes, ou pis, en réprouvés expiant les crimes d'une autre vie; ils en ont assez; l'Occident leur révèle qu'ils sont des hommes; Gandhi, s'efforçant de leur faire ouvrir les temples, les tire de leur résignation immémoriale. Malgré toutes les propagandes, ils s'en rendent compte, l'orthodoxie garde ses positions; les parias restent les parias; et ils se demandent enfin pourquoi, et leur chef, le docteur Ambedkar, passe aux menaces : « On nous traite ainsi parce que nous avons l'infortune de nous appeler hindouistes. Si nous étions membres d'une autre confession, nul n'oserait nous traiter de cette manière. Nous réparerons notre méprise. J'ai l'infortune d'être né avec le stigmate d'un intouchable : mais est-ce ma faute? Je ne mourrai pas hindouiste, si c'est en mon pouvoir. »

Grand branle-bas. La décision contriste Gandhi : s'il veut des réformes, il reste fidèle à sa vieille foi, il en est tout marqué, et récemment encore il exprimait le vœu que les missionnaires, renonçant au prosélytisme, se cantonnent dans leur activité sociale. « L'intouchabilité vacille, écrit-il... Je comprends la colère du docteur Ambedkar... Mais la religion n'est pas comme une maison ou un habit dont on peut changer à volonté... » Et certes il a raison sur ce point; mais, a-t-on répondu, comment voulez-vous que les hindouistes aient le sentiment d'appartenir à une communauté qui les exclut systématiquement de ses fêtes? — L'Hindu Mahasabha, association orthodoxe, se réunit d'urgence, et envoie une députation au meneur « intouchable » pour lui demander de réfléchir; les musulmans applaudis-

sent; d'autres tendent la perche aux mécontents, et l'Arya Samaj les adjure de se rallier à la « grande religion aryenne » dont les branches principales comprennent les bouddhistes, les jainistes et les Sikhs... — « Fondez quelque chose de nouveau », suggère d'autre part un hindouiste marquant, « ayez votre Église à vous, avec le docteur Ambedkar à sa tête; nous sommes tout prêts à la reconnaître sur un pied d'égalité... »

A quoi se résoudront les parias? Nous oserons dire que peu importe. Le fait nouveau, c'est l'éveil de leur conscience, c'est leur révolte contre une destinée qu'ils acceptaient passivement; la présence du docteur Ambedkar, il y a quelques années, à la Conférence de la Table Ronde, côte à côte avec les docteurs orthodoxes et les rajahs, était sans doute beaucoup moins significative que ses entretiens actuels avec les délégués des hautes castes; il défie, et l'on craint son défi; les millions d'infortunés qui l'écoutent perçoivent, encore timidement, la possibilité d'échapper à leur prison; et, si l'hindouisme contemporain est avant tout un système social, n'en doit-on pas conclure que religion et système se désagrègent?

Auguste Viatte.

DOCUMENTS

AU MEXIQUE
une interview de Mgr Ruiz y Flores

Le *New York Times* a interviewé récemment Mgr Ruiz y Flores, ancien délégué apostolique à Mexico, qui séjourne aux États-Unis depuis son expulsion brutale en 1932. Nous croyons intéressant de reproduire certains passages de ses déclarations.

Mgr Ruiz y Flores constate d'abord la situation troublée du Mexique :

« Qu'il y ait des bandes armées au Mexique, cela n'a rien d'étonnant, si l'on se rappelle que des soixante-douze présidents qui se sont succédé depuis l'indépendance mexicaine, cinquante-cinq ont été des militaires, et tous, sauf douze, sont venus au pouvoir illégalement. Aujourd'hui il y a quantité de bandes armées dans quantité d'États mexicains...

« Je dirais que ces bandes se divisent sommairement en quatre classes. Premièrement, il y a les vrais bandits qui se cachent dans les montagnes. Deuxièmement, il y a des bandes formées en opposition contre certains gouvernements locaux, comme il est apparu dans la Sonora récemment quand des stations de police locales ont été attaquées. Troisièmement, il y a aussi des bandes soutenant les prétentions de Villareal, qui soutient qu'il a été défait frauduleusemenl à l'avant-dernière élection présidentielle et qui se proclame le vrai défenseur de la Constitution. Et, finalement, il est possible qu'en certains endroits des groupes catholiques se soient armés,

mais sans plan central, sans organisation, — et sans la sanction de l'Église! Les évêques et les prêtres ont été instruits d'éviter toute immixtion pour ou contre un groupe armé quelconque. »

Interrogé sur la possibilité qu'une insurrection réussisse :

« La possibilité existe, répliqua l'Archevêque gravement. A mon avis, la situation générale au Mexique aujourd'hui est très délicate. Le mécontentement est général dans tout le pays, parce que le peuple ne jouit d'aucune liberté ni d'aucune sécurité réelle.

« Les diverses bandes armées sont poussées plutôt par leur détresse que par une idée politique. Car, en dépit des bonnes récoltes et du prix élevé de l'argent ces dernières années, la condition de la majorité du peuple est très mauvaise. D'une façon, c'est dû à l'échec du Parti National Révolutionnaire dans la solution du problème agricole. La distribution du sol aux *peons*, telle que l'a entreprise Calles — l'homme qui a été le vrai pouvoir derrière chaque gouvernement depuis 1926 —, n'a pas été une affaire de réelle administration. Comme l'a dit Calles lui-même en 1926, dans un discours prononcé à San Luis Potosi, le problème a été perverti « en politique et en exploitation ».

« Et les lois sur le salaire minimum, introduites par Calles, n'ont pas, elles non plus, amélioré le sort des travailleurs, parce que le coût de la vie est monté beaucoup plus rapidement que les salaires. On me dit que les gens murmurent que Calles lui-même est responsable de la hausse des prix alimentaires, — parce que, dit-on, Calles contrôle les principaux trusts alimentaires, lait, sucre, sel, etc., quoique ses titres soient inscrits nominalement comme appartenant à ses amis et à ses aides politiques, tel Saenz.

« En outre de tout cela, continua l'Archevêque, le parti de Calles a blessé profondément les sentiments profonds et les traditions du peuple. Il ne serait donc pas étonnant que le peuple mexicain tout entier se soulève un jour, comme l'ont fait d'autres peuples opprimés. Les catholiques du Mexique sont autorisés sans aucun doute, comme citoyens, à défendre

leurs droits humains. Mais l'Église ne les autorisera pas à se lever sous la bannière d'une lutte religieuse ou bien au nom d'un parti catholique! »

Mgr Ruiz y Flores passe ensuite à la situation particulière du catholicisme :

« Avec la majorité des églises mexicaines fermées, reprit-il, avec moins de 300 prêtres permis par la loi, mais dépouillés de tout droit civique; avec 2700 prêtres hors la loi, forcés de se cacher et d'exercer leur ministère au péril de leur vie; avec la confiscation des écoles, des hôpitaux, des orphelinats catholiques, la suppression de la presse catholique et des organisations comme les Chemises rouges libres de terroriser la population catholique à leur gré, il n'y a pas de doute, je pense, que le Parti National Révolutionnaire du Mexique n'essaie d'exécuter son plan déclaré de chasser l'Église hors du Mexique. »

Comment résister? comment travailler à la révision des lois antireligieuses?

« La loi mexicaine interdit tous les groupes politiques à but religieux, dit-il. Ainsi, les catholiques activistes sont obligés de s'organiser en groupes avec d'autres gens; et de vastes organisations de parents, d'étudiants, de travailleurs, de jeunesse, ont été formées par l'initiative catholique. Les membres de ces organisations sont de croyance et d'origine variée, unis seulement par le but commun de se défendre contre les outrages de la loi et du gouvernement. Quoique de telles organisations existent sur une base nationale, les communications entre les villes et les districts divers sont encore très imparfaites.

« En dépit de cela, l'opposition contre la nouvelle loi scolaire a été très forte partout. Plusieurs manifestations ont été organisées pour protester contre l'amendement à l'article III de la Constitution. Des centaines de maîtres ont démissionné plutôt que de se soumettre au nouveau programme d'instruction dite « socialiste ». Des grèves d'écoliers ont eu lieu dans tout le pays, en particulier durant la semaine suivant le 1er janvier, quand la loi vint en effet... »

Après avoir mentionné l'Action catholique, l'Archevêque réfute la brochure de M. Portès Gil, dont nous avons naguère donné l'analyse : « on ne dirait pas, ajoute-t-il, que Portès Gil ait jadis fréquenté l'École libre de Droit, établie par des légistes catholiques pour enseigner leurs principes juridiques par opposition à ceux de l'école gouvernementale ». Puis il discute l'attitude des États-Unis, et, sur la question du droit à l'insurrection, il conclut :

« En fait, le gouvernement du Mexique viole sa propre Constitution chaque jour : en déniant la liberté de parole, celle de la presse et celle des assemblées; en violant le secret postal; en envahissant les maisons et en arrêtant des citoyens paisibles sans mandat; et en permettant des agressions armées sur des gens dont le seul crime est de prier Dieu tranquillement dans leur domicile. Est-ce une raison suffisante pour renverser le gouvernement, cependant, ce n'est pas à moi de le dire, puisque l'on me refuse même le droit de m'appeler citoyen mexicain. Le peuple doit trancher ce genre de question lui-même! »

★ ★ ★

A TRAVERS LES REVUES

Notes à propos d'une « Vie de Jésus »

« ... Je n'ai jamais pu supporter aucune *Vie de Jésus*. Je ne crois pas qu'il me soit arrivé d'en achever aucune : tout ce qui ajoute aux Évangiles m'a toujours paru de trop », nous confie M. FRANÇOIS MAURIAC, dans le numéro de **Vaincre** de décembre. Beaucoup partageront son avis : ils n'en attendront pas moins avec impatience cette *Vie de Jésus*, qu'après bien des refus, M. Mauriac a accepté d'écrire. Pour justifier son audace actuelle, ne lui suffit-il pas de citer cette réflexion d'un saint prêtre :

... l'essentiel du message (du Christ) ne se révélera jamais qu'au regard du croyant qui s'efforce d'en vivre, comme l'intimité la plus profonde d'un être n'est accessible qu'à l'amour.

Qui contestera le droit de s'affirmer croyant au courageux auteur des articles qu'on a lus depuis trois mois dans le *Figaro* et dans *Sept*? Mais ce croyant redoute que parfois, trop attirés par la Personne du Verbe, ses frères chrétiens aient « tendance à ne plus voir l'homme dans le Christ ». Aussi est-ce de son humanité qu'il veut d'abord être le témoin :

En dehors des preuves d'ordre historique, j'estime qu'il n'est peut-être pas inutile de rendre sensible au grand public ce fait évident que les Évangiles nous font connaître un homme, un individu, aux traits tellement accusés que ceux qui les ont aperçus une fois ne sauraient plus douter de son existence. Le Jésus des Évangiles est le contraire d'un personnage composé, d'un personnage inventé. Et je crois m'y connaître en personnages inventés. Il est formidablement illogique parce qu'il est la vie même. Son caractère ne ressemble à aucun autre : il charmait, ou exaspérait. Il laissait aussi beaucoup de gens indifférents.

Que les chrétiens fassent momentanément effort pour oublier l'enseignement de leur foi leur disant que cet homme est Dieu. Quand ils auront confondu avec la foule « cet homme qui même extérieurement s'imposait si peu que, pour le distinguer des onze pauvres gens qui l'entouraient, il a fallu que le baiser de Judas le désigne », ils comprendront alors le scandale des pharisiens.

Le contraste entre cette obscurité, cette pauvreté, et ses paroles et leur exigence créa le scandale. Je ne parle pas seulement de sa prétention messianique ! Il faut nettoyer, si j'ose dire, chacune de ses paroles de la rouille du temps, de la crasse de l'habitude, des commentaires lénitifs, les restituer dans leur éclat premier, très souvent intolérable à la nature.

Supposez que le jour de la mort de votre père, quelqu'un vienne vous dire : « Suis-moi et laisse les morts enterrer les morts ! » Quelle serait votre réaction ? Quelle serait la réaction des personnes pieuses qui vous entourent ?

Faut-il nous étonner qu'il n'ait pas été compris ? Et c'est cet homme, qui n'a pas été écouté, que François Mauriac veut nous montrer :

Tel est l'effort que j'ai voulu faire : non certes de voiler Dieu dans le Christ, mais de mettre en lumière l'homme, entre les hommes, en apparence pareil à tous les autres, et qui pourtant accomplissait des prodiges, manifestait des exigences d'autant plus démesurées aux yeux des Docteurs de la Loi qu'il était justement cet homme-là. Le mot sous-jacent à toutes les indignations des Pharisiens c'est : « Non ! mais pour qui se prend-il ? »

Certains cependant ont su « démasquer Dieu ». S'ils savaient regarder cet homme, l'écouter, un jour, ils verraient soudain, comme affleurer sa Divinité. Cela aussi, François Mauriac s'est efforcé de le montrer :

J'ai parfois l'impression qu'en certaines circonstances la puissance divine se trahissait en Jésus à son insu. Vous vous rappelez qu'après la multiplication des pains il s'isola pour prier tandis que ses disciples rejoignaient Capharnaüm dans leur barque ; le vent se lève, Jésus s'inquiète des siens, prend le plus court, essaie de dépasser la barque, cause aux disciples une peur terrible. Il avait oublié qu'étant homme il n'avait pas le droit de marcher sur la mer...

Avec une timidité et une humilité, que nous sentons vraies,

François Mauriac nous avertit aussitôt que ce ne sont là qu'hypothèses, conjectures, auxquelles, affirme-t-il, « je suis tout près de renoncer si l'on me dit qu'elles offensent la foi ». « Je ne suis pas théologien, dit-il encore ; je mesure le péril qu'il y a pour un laïque aussi ignorant que je le suis à traiter de l'union des deux natures dans le Christ. » Le théologien est-il beaucoup plus renseigné ? Il croit que le Christ, par son intelligence humaine, éclairée par la lumière de gloire, se savait, se voyait Dieu. Mais il croit également que nulle intelligence créée, même celle du Christ, ne peut sonder la plénitude de son intelligence divine. Ce qu'est la conscience de notre Christ, qui osera le préciser ?

Nous avons confiance dans le sens chrétien de M. Mauriac. Et s'il nous fallait un témoignage de plus, nous dirions que, pour avoir su, au milieu du trouble que connaît depuis six mois notre vieux monde, garder, dans les articles dont nous parlions plus haut, cette droiture d'un jugement chrétien parfaitement équilibré, il fallait que l'auteur de *Souffrances et Bonheur du chrétien* eût l'âme tout entière prise par Celui dont il écrivait la vie.

Memento des revues

L'enseignement des Encycliques. — Résumé très clair et précis de « *Quadragesimo anno* » par M. François Henry dans le *Bulletin Joseph-Lotte* (1er décembre). L'auteur termine par deux remarques qu'il est important de répéter souvent : 1° Les encycliques ne doivent pas nous réduire à une attitude paresseuse qui nous dispenserait de tout effort personnel ; 2° L'Église ne doit pas être tenue pour responsable des tentatives de réalisation concrète qui s'inspirent de ses principes.

Cercles militaires catholiques. — *Les cahiers d'Action religieuse et sociale* (1er décembre) publient un excellent rapport de M. l'abbé Duperray sur cet important sujet. Il insiste sur la nécessité de la formation d'aumôniers spécialisés pour ces œuvres militaires, et, point très important également, sur la collaboration qui doit exister entre les organisations et les autres mouvements spécialisés.

Le christianisme et la vie professionnelle du commerçant. — Très intéressante étude de M. P. Weber parue dans une revue protestante : *Le Semeur*, et dont un commerçant catholique pourra s'inspirer. L'auteur y aborde le problème angoissant du chrétien appelé à vivre dans un monde qui ne partage pas sa foi, et qui, du fait même, s'oppose à sa vie chrétienne. Il propose diverses solutions, dont celle de la prise de conscience de notre état de pécheurs. Nous ne méconnaîtrons pas ce point de vue, qui est de grande importance, mais le catholique doit travailler aussi à changer non seulement lui-même, mais aussi le monde, par la réalisation de l'Action catholique.

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *La paix intérieure.*

Comment travailler à la réconciliation des Français.

W. GURIAN. *Bolchévisme rouge et bolchévisme brun.*

« Hitler, répète-t-on, a sauvé l'Allemagne du bolchévisme... » Mais le gouvernement von Schleicher, auquel il a succédé, était-il donc un acheminement vers le communisme? Et surtout, y a-t-il vraiment une différence essentielle entre le gouvernement de Moscou et celui de Berlin? Tel n'est pas l'avis de l'auteur, fort averti, du célèbre ouvrage : *Le Bolchévisme, danger mondial,* qui a bien voulu écrire spécialement cette étude pour *La Vie Intellectuelle.*

P. BERNARD. *L'esclavage en Éthiopie.*

Un court exposé, qui mettra bien des choses au point, sur les circonstances historiques de l'esclavage en Éthiopie, le recrutement des esclaves et leur condition légale.

A.-D. TOLÉDANO. *Chronique de politique étrangère.*

Coup d'œil sur 1935.

G. BRANGUES. *Livres sur la Chine.*

Trois livres sur les religions de la Chine, la pensée chinoise et le conflit sino-japonais.

A travers les revues : La répartition des colonies.

Billet de Civis

La paix intérieure

Nous manquerions à notre tâche en nous abstenant de faire écho, dans ces pages, aux paroles de réconciliation, trop rapidement oubliées, hélas! qui ont un instant retenti dans le Parlement. Si peu d'illusion que l'on garde sur les effets immédiats d'une bonne volonté vite épuisée, le devoir certain est de prolonger la vibration d'une note qui a éveillé dans les cœurs de secrètes résonances. Que tout semble s'être promptement effacé après l'ébranlement d'une minute, cela n'est pas pour causer de l'étonnement. L'atmosphère de guerre civile où nous sommes plongés le rend naturel. Mais ce qui est digne d'attention, c'est le son d'âmes subitement accordées pendant l'éclair d'une surprise, avant que la passion partisane eût repris le pouvoir qui venait de lui échapper.

Encore une fois, nous en convenons. Pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, une note ne fait le concert. Mais puisque la note a pu se faire entendre, c'est que l'instrument n'est pas uniquement voué aux bruits aigres et discordants.

Il ne faut pas ensevelir cette frêle promesse d'accord français dans un silence sceptique. Ne la laissons pas étouffer par de nouvelles rafales de colère. Un dessin de Forain, après un acte d'énergie du pouvoir, représentait un jeune rameau sur un vieil arbre avec cette légende : « Il vient de pousser une trique à l'arbre de la Liberté. » Pourquoi ne pas reconnaître qu'un petit rameau de paix vient de traverser la dure écorce du vieil arbre. Ne nous hâtons pas de crier merveille,

mais il serait coupable de le perdre de vue, et de le laisser arracher.

Pour cultiver avec fruit le germe de réconciliation, il ne faut pas craindre d'en parler, il faut ensuite en parler dans un langage qui ne sente pas la poudre et risque de le dessécher. Il y a une façon de dire « Soyons amis » qui n'est qu'une sommation à s'avouer vaincu, et qui retentit comme une excitation à de nouvelles batailles. On se donne ainsi les gants d'un bon sentiment, mais de manière à ne pas faire le sacrifice des mauvais. On ne s'accordera pas sans confesser des torts réciproques.

Ne tombons pas, en outre, dans l'erreur de penser que l'on ralliera jamais au bienfait d'une meilleure entente la totalité des citoyens. Ce serait mal connaître les hommes et les motifs qui les gouvernent. Il n'y a pas que les marchands d'acier qui vivent de la guerre, il y a aussi tous les profiteurs de la haine entretenue à l'intérieur. Et cela s'entend de certains partis, de certains journaux, de certains intérêts. La paix leur arracherait littéralement le pain de la bouche, et ce qui est la vie de la nation serait pour eux la perte des raisons de vivre.

Ne rêvons pas non plus d'un accord sans limites. Il serait mort avant d'avoir vécu. Le problème est de trouver le moyen de collaborer sans cesser d'être soi, et d'entreprendre une tâche commune de salut public touchant quelques points vitaux où l'urgence du péril aura hâté l'accord des esprits.

Cherchons ce qui unit plutôt que ce qui divise. La Tour du Pin était sage de le recommander.

Existe-t-il vraiment des chances de contact et des aspirations semblables ?

Nous croyons que de nombreux esprits s'orientent aujourd'hui dans des voies convergentes. Des maux évidents suscitent de tous côtés le désir d'y porter remède. Chercher des points de rencontre est précisément la tâche des artisans sincères de la réconciliation, et la plus pressante, après celle d'en parler sans cesse et d'en montrer la nécessité.

Pour ma part, dans la bataille des idées où s'affirme l'ardeur de tant de braves gens, je ne puis m'empêcher de reconnaître ici et là des résolutions toutes pareilles. Et plus nous allons, plus il me semble que certaines discordances s'atténuent. Par exemple l'excessif laisser-aller de la machine gouvernementale a rendu plus exigeant le désir d'une main

plus ferme aux leviers de commande. Ce sentiment d'une autorité plus effective, et plus capable de remplir sa fonction, a d'abord fait bon marché d'une liberté dont les excès évidents inclinaient à des solutions où elle était sacrifiée. On voit aujourd'hui, par l'exemple de pays voisins, l'inconvénient d'une autorité sans contrôle, et que le problème, autrement complexe assurément, est surtout dans la découverte d'un judicieux équilibre.

Au contraire, il est remarquable que dès le début, de toutes parts, on ait entendu s'élever des protestations contre l'oppression suffocante de la matière. L'air est si épais qu'il faut à toute force ouvrir les fenêtres. Le vœu d'un renouveau spirituel est unanime, et bien qu'on diffère encore sur la qualité, très importante à nos yeux, de ce spirituel, il n'est pas indifférent que le besoin s'en fasse sentir.

La clameur qui s'élève inquiète l'Argent dans ses forteresses séculaires, aux murailles chaque jour plus menaçantes. Il a trop de complices dans notre cœur pour que son règne soit près de finir. Mais il est permis d'espérer que sa dictature a connu l'apogée de son succès.

Un observateur qui n'est plus jeune est encore porté à se féliciter de la faveur que l'action sociale obtient auprès de jeunes hommes dont les parents l'avaient en suspicion. C'est devenu presque une mode. Il convient de se réjouir, non sans veiller aux déviations possibles qui tenteraient d'en faire un moyen politique.

Enfin pourquoi ne pas signaler que le patriotisme se réveille chez les uns en même temps qu'il perd chez les autres l'accent d'égoïsme brutal qui le viciait.

Raisons d'espérer. Gardons-nous de les exagérer, mais il serait également déraisonnable de les négliger.

La réconciliation est un idéal toujours éloigné vers lequel il faut tendre sans répit, même avec le doute de l'atteindre jamais.

Dans cette voie, se tromper c'est encore servir. Et c'est aussi ne se tromper jamais complètement.

CIVIS.

Bolchévisme rouge et bolchévisme brun

I

La lutte contre le bolchévisme : C'est le mot d'ordre qui en Allemagne fraya au national-socialisme le chemin vers le pouvoir; mot d'ordre maintenu encore à présent, et qui dominait le dernier Congrès de Nuremberg : Toutes les célébrités nationales-socialistes, les Hitler, les Goebbels, les Hess y proclamaient, en de nombreux discours, que le monde entier devait savoir gré au national-socialisme de l'avoir sauvé du bolchévisme.

Au premier abord cette assertion produit une certaine impression. Il n'y a plus de parti communiste en Allemagne; les organisations des *sans-Dieu* sont interdites; le marxisme tout entier, cette base du bolchévisme russe, est combattu à l'aide de tous les moyens dont dispose un État omnipotent. Voilà pourquoi aujourd'hui encore, dans certains milieux allemands qui désavouent nombre de mesures prises par le national-socialisme, on a coutume, après de sévères critiques adressées à l'État, de conclure par cette constatation : « Après tout, il faut avouer une chose : si Adolphe Hitler n'était pas arrivé au pouvoir, le bolchévisme aurait fait œuvre de destruction complète. »

Cette assertion tient-elle bon lorsqu'elle est soumise à un examen objectif? C'est pour les lecteurs de *La Vie*

Intellectuelle que je veux répondre à cette question — sans emportement, conformément aux faits — après avoir dépeint le bolchévisme russe dans un livre paru en traduction française et avoir comparé cette année-ci, dans une brochure intitulée *Le bolchévisme — danger mondial* (éditions *Vita Nova*, Lucerne), les systèmes de pouvoir gouvernementaux de l'Allemagne et de la Russie.

Soulevons d'abord une question : est-ce que le bolchévisme dans sa forme communiste serait vraiment arrivé à dominer l'Allemagne si le Président du Reich n'avait, le 30 janvier 1933, nommé Hitler chancelier du Reich? Notre temps est si riche en événements que l'on oublie vite; et beaucoup de gens ne se rappellent plus très bien qui gouvernait l'Allemagne avant Hitler. Un point cardinal de la propagande nationale-socialiste est évidemment de résumer tous les événements, avant la prise du pouvoir par Hitler, par ces mots à effet : des « quatorze années de destruction et de dissolution... » Le marxisme et le judaïsme régnaient avant Hitler; ils ne faisaient que préparer le chemin au bolchévisme qui devenait de plus en plus menaçant; des chanceliers du Reich faisant partie du centre, comme Wirth et Brüning, étaient volontiers comptés parmi ces précurseurs du bolchévisme; parmi eux aussi on comptait Von Papen et Von Schleicher. Ces affirmations prouvent suffisamment la « valeur » de tous ces dires selon lesquels l'Allemagne d'avant le 30 janvier 1933 aurait été à la veille du bolchévisme. Il est absurde de croire que, sous Brüning ou Papen ou Schleicher, le parti communiste aurait pu, par un coup de force, remporter la victoire sur la « Reichswehr » bien disciplinée et sur la police... Mais, demandera-t-on, la police ne subissait-elle pas une forte influence socialiste, et les socialistes auraient-ils su opposer une résistance efficace au bolchévisme?

En posant cette question on oublie qu'avant Hitler déjà la social-démocratie avait été fortement réprimée. En Prusse elle avait perdu toutes ses positions ; de la police surtout on avait *expurgé* tous les chefs socialistes. Et le parti communiste? Il est vrai qu'il pouvait déployer son activité et gagner de nouveaux sièges au *Reichstag* 1932 ; mais il représentait une puissance bien mal organisée, qui fit preuve de son inefficacité en s'écroulant dès la prise de pouvoir par Hitler, immédiatement après l'incendie du Reichstag. Il ne disposait pas de chefs qui eussent été à la hauteur de la situation, comme par exemple Lénine en 1917 ; son activité était plutôt bruyante que sérieusement effective ; il ne réussissait pas à devenir ce parti des masses qui sait saisir tous les milieux du peuple. Beaucoup d'Allemands qui votaient pour le communisme ne le faisaient que pour donner une expression bien visible et manifeste de leur mécontentement général.

On ne peut donc pas supposer que le bolchévisme sous sa forme communiste eût remporté la victoire en Allemagne si Schleicher était resté chancelier du Reich et si cette lente décomposition qui, dès 1932, se fit remarquer dans les rangs des national-socialistes avait pu continuer : quelques-uns seulement seraient passés du côté communiste ; la plus grande partie serait tombée plutôt dans une certaine apathie politique.

Mais ne nous arrêtons point aux possibilités qui auraient pu se produire. L'opinion que, sans Adolphe Hitler, l'Allemagne serait aujourd'hui un État soviétique ne tient pas en face d'une considération réfléchie et raisonnable ; cette assertion est tout simplement une arme de propagande entre les mains des national-socialistes. La bourgeoisie a peur du bolchévisme ; il est donc fort à propos de se présenter comme celui qui a sauvé l'Allemagne du

bolchévisme... Cela donne la possibilité d'exiger la reconnaissance. Ce n'est pas l'Allemagne seule, ce n'est pas le christianisme seul qui doivent vénérer, en Hitler, l'homme qui a mis fin au bolchévisme : le monde tout entier devrait s'y sentir obligé ; car, les orateurs national-socialistes ne se lassent pas de l'affirmer, sans le troisième Reich le monde se trouverait à présent sous la domination du bolchévisme.

II

L'antibolchévisme est donc le grand mot du troisième empire. Ce qui n'empêche pas que l'État d'Hitler a une forte ressemblance avec l'État de Lénine et de Staline. Il y règne en effet un bolchévisme brun. Cette assertion paraît curieuse au premier abord, il faut en convenir ; elle répond pourtant parfaitement à la réalité.

Le système de pouvoir est le même en Russie soviétique et dans le troisième Reich. L'État est l'instrument d'un certain parti ; parti très bien organisé et qui décide de tout ce qui se fait. L'existence de l'État n'est assurée que par le maintien de ce parti au pouvoir. On ne saurait imaginer qu'un autre groupe, politique ou social, puisse prendre la place de ce parti, qu'il s'agisse du parti national-socialiste d'Hitler ou du parti communiste de Staline. Ce parti en appelle à une conception du monde qui, soi-disant, convient au peuple ou à la masse. Ce qu'il fait et entreprend ne correspond donc pas seulement aux circonstances contingentes : ses actions et ses entreprises sont l'expression de la vérité et de la justice. Celui qui est contre Hitler est l'ennemi du peuple et de la vérité tout autant que celui qui ose mettre en doute que Staline, maître du parti communiste, puisse être autre chose qu'un représentant de la vérité. Cette conception du

monde déterminée par le parti, et passant pour la seule juste, est en même temps l'expression de la volonté du peuple et de la masse. Le parti communiste représente la masse russe; le parti national-socialiste représente le peuple allemand. En prescrivant leurs volontés à la masse et au peuple, le gouvernement prescrit ce que le peuple et la masse veulent... Par une propagande systématique le gouvernement produit artificiellement la volonté du peuple. Cette propagande peut se déployer avec toute la liberté possible, puisque seule l'opinion *vraie*, donc l'opinion communiste ou nationale-socialiste, peut s'exprimer en public. Tout ce qui n'est pas national-socialiste, tout ce qui n'est pas communiste ne vaut pas d'être publié.

Il y a donc une ressemblance parfaite entre l'essence des deux États. L'État est une machine destinée à faire passer à la réalisation les prétentions d'un certain parti au pouvoir, c'est-à-dire du groupe qui règne souverainement, sans concurrence. Aucune obligation à l'égard du droit, de la tradition, des mœurs, n'y est prise en considération. C'est ici que l'on pourrait croire découvrir une différence entre le national-socialisme allemand et le bolchévisme russe : le bolchévisme russe est d'essence marxiste-révolutionnaire et athéiste, tandis que le national-socialisme est raciste, qu'il affirme formellement l'histoire qu'il ne veut point remplacer la religion par une utopie sociale. Mais ces distinctions idéologiques sont peu essentielles, car le national-socialisme *décide* de ce qui est raciste, de ce qui correspond à la tradition vraie, de ce qui est le vrai sentiment religieux, de celui qui lui convient... L'unique différence est que le national-socialisme essaie de faire de l'histoire et de la religion autant de moyens de propagande à son service.

III

Le national-socialime, comme le bolchévisme marxiste, présuppose une société parfaitement atomisée, dans laquelle tous les groupements et tous les ordres naturels, en leur qualité de puissances indépendantes, sont dissous et annulés. Il n'existe qu'un seul groupe qui décide de tout, qui est à la base de tout, qui anime tout : le parti national-socialiste dans l'un des cas, le parti communiste dans l'autre. S'il reste encore des domaines sur lesquels ce parti n'empiète pas directement, si une certaine latitude est encore laissée aux Églises, par exemple, c'est là affaire purement technique ou, pour employer un terme militaire, tactique. On considère qu'il est plus utile, au point de vue politique, de ne pas encore manifester, pour le moment, sa toute-puissance en ces domaines. L'éducation du peuple, selon la conception nationale-socialiste du monde, n'est pas encore accomplie. En attendant, le travail d'atomisation continue : en Russie, l'Église orthodoxe ne fut éliminée de la vie publique que peu à peu, pas à pas, après une période de persécutions qui resta sans succès ; en Allemagne on se sert actuellement du même procédé dans les relations avec les deux confessions. L'atomisation de la société est d'une importance capitale pour les deux régimes : sans elle le déploiement entier de leur puissance est impossible ; il resterait des groupes avec lesquels il faudrait compter, et qui empêcheraient qu'on puisse montrer au monde entier une masse complètement unie, un peuple soutenant et acclamant son *Führer* dans une résolution inébranlable.

Par cette atomisation, le facteur politique est placé au centre même de la vie ; en même temps ce facteur politi-

que s'identifie avec une certaine conception du monde (« Weltanschauung »), et celle-ci, à son tour, avec le souci d'appuyer et de maintenir le parti au pouvoir ; ce souci, cette conception du monde et ce facteur politique ne font donc qu'un, ils sont identiques dans le national-socialisme aussi bien que dans le bolchévisme russe ; leurs distinctions accidentelles importent peu. C'est la source de la suppression de toutes les limites tracées à un État, de toutes les obligations qui lui sont imposées. Le droit n'est qu'un moyen pour appuyer le pouvoir. La Russie soviétique admet tout ce qui profite à la dictature ; l'Allemagne considère comme juste tout ce qui sert le peuple, voire le parti national-socialiste. Il n'y a ni vérité ni science en dehors de celle qui correspond à la conception du monde établie, et au parti. Les droits de l'individu n'existent plus, ni ceux de ces groupes isolés mentionnés plus haut et qui seront abolis dès qu'il semblera bon au parti.

La structure des deux systèmes est pareille, mais ils se distinguent au point de vue de la conception du monde sur laquelle chacun des deux prétend se baser. Celle du bolchévisme russe est le marxisme. Le parti communiste prétend réaliser l'ordre social futur, ordre social juste, il se fait l'avant-garde du prolétariat dans la lutte pour cette réalisation ; par sa dictature, la dictature du prolétariat, il entend annuler les distinctions des classes ; il veut protéger l'humanité contre l'exploitation de quelques-uns ; il veut l'aider à se libérer de l'entrave de la superstition religieuse sous tous ses aspects ; il veut lui faire reconnaître l'unique et vraie réalité : le monde social et économique. Cette conception du monde convient parfaitement à un pays où il n'y avait point encore de technique poussée, où des masses étaient encore peu éclairées, où, en un mot, les idéaux du dix-neuvième siècle

européen, la foi à la civilisation et à la science, pouvaient passer pour des idéaux futurs.

La conception du monde nationale-socialiste, par contre, tient compte d'une disposition d'esprit qui est le résultat d'une déception causée par le marxisme, idéal ancien. Elle prétend être idéaliste, c'est-à-dire qu'elle souligne avant tout sa volonté de changer les circonstances antérieures, si contraires à la nature, et de remplacer une civilisation chaotique par un ordre convenant au peuple allemand.

Si le national-socialisme fait semblant de travailler contre les puissances anti-chrétiennes et anti-racistes du XIXe siècle, ce n'est là qu'une affaire de tactique : il tient compte ainsi de la sensibilité contagieuse des milieux auxquels il s'adresse. Il sait parfaitement que la bourgeoisie ne rejoindrait jamais un mouvement qui ne tiendrait pas compte de sa terminologie religieuse et morale. Et ce calcul de propagande s'est avéré exact. Ce sont précisément les éléments conservateurs et chrétiens qui, en dépit de tous les scrupules à l'égard de ses méthodes de lutte, acclamèrent tout d'abord le mouvement national-socialiste parce qu'il arrachait les masses au marxisme athéiste et préparait le terrain pour un renouvellement chrétien-conservateur. Car, après tout, le national-socialisme ne saurait régner seul ; son manque d'expérience l'obligerait à céder la direction aux milieux chrétiens-conservateurs... C'est ainsi que pensaient MM. von Papen et Hugenberg en aidant Hitler à arriver au pouvoir en 1933 ; c'est ce que pensaient aussi de larges milieux bourgeois longtemps encore après cette arrivée au pouvoir. Il leur paraissait certain et tout naturel que le parti national-socialiste, même après l'élimination des éléments chrétiens-conservateurs, se chargeât du renouveau chrétien-conservateur, que Hitler tout au moins s'en ferait le

représentant : ne parlait-il pas d'un christianisme positif? Et puisque aussi bien il conclut le Concordat avec le Saint-Siège ! Il ne fallait que patienter un peu ; les sous-chefs radicaux disparaîtraient, les incidents pénibles ne se renouvelleraient pas, et l'on verrait que Hitler avait établi un nouvel empire autoritaire et chrétien !

Cette confiance dans la propagande nationale-socialiste et dans ses grands mots a été déçue. Les mots d'ordre du national-socialisme allemand ne signifient rien, pas plus que ceux du bolchévisme russe. Le parti de Lénine arriva au pouvoir en Russie à force d'exploiter pour lui-même et à son profit l'anarchie régnante d'une manière vraiment raffinée, et en promettant un avenir sans bureaucratie et sans militaires. Mais toutes ces belles promesses d'un avenir sans État et sans violence ne conduisirent qu'à la fondation d'un État disposant d'une plénitude de pouvoir dans tous les domaines qui, jusqu'ici, n'avait point eu sa pareille. — Le national-socialisme est *contre* les partis, pour empêcher que des éléments mal préparés se mêlent du gouvernement et de l'administration ; il crée un État où tout dépend de l'adhésion au parti national-socialiste ; c'est le parti qui est le peuple ; et celui qu'il rejette est un ennemi du peuple.

Pour comprendre les deux systèmes dans leur essence, il faut savoir ce qui se passe derrière les voiles de la propagande. Dans les deux cas il s'agit de cette entreprise qui consiste à unir le maximum des possibilités de pouvoir entre les mains d'un groupe énergique qui se sert sans scrupule de tous les moyens de propagande possibles, et qui n'est lié par aucune considération à l'égard de la justice, de la tradition et de la morale. La conception du monde de ce groupe lui permet de se faire passer pour le représentant de la vérité, de la justice à venir, de la communauté du peuple, etc..., et d'annuler et de dissoudre

ainsi tous les autres groupes sociaux en leur qualité de forces indépendantes. Ce genre de conception du monde s'appelle marxisme chez les bolchévistes russes ; le racisme l'emporte chez les autres... ; l'effet sociologique pratique est pareil dans les deux cas. Le bolchéviste est le bon prolétaire, le national-socialiste est le représentant de la bonne race ; Staline est le vrai représentant du prolétariat, Hitler le chef de l'élite des races. C'est précisément cette conception du monde qui admet et qui justifie la souveraineté exclusive et absolue du parti et, en même temps, l'anéantissement sans merci de tous ses adversaires, réels et « probables ». Cette lutte contre les adversaires sert aussi à produire et à maintenir une tension qui oriente toutes les forces de l'homme vers la vie politique et sociale, c'est-à-dire vers ce qui a été ordonné par le parti bolchéviste ou par le parti national-socialiste. La terreur et la propagande sont typiques dans les deux systèmes ; la propagande sert à prouver que la terreur n'est qu'une mesure forcée de défense, que c'est à son aide que la vraie volonté du peuple et des masses a raison des éléments méchants et égoïstes.

IV

C'est dans leur attitude en face de la religion que l'essence et les méthodes des deux systèmes se manifestent le plus clairement. C'est ici que l'on comprend combien leur idéologie est semblable, quoique leurs manières d'agir paraissent différentes. Le bolchévisme russe est franchement athéiste. Conformément à sa conception du monde athéiste, il suppose que la religion sert ou à faire oublier à l'homme son incapacité de pénétrer les lois naturelles et sociales ou à faire de lui l'instrument de certains

milieux qui, pour mieux l'exploiter, s'efforcent de le garder ignorant et dépendant, à l'aide de la religion. La religion disparaîtra, dit la doctrine, lorsque ses racines sociales disparaîtront, c'est-à-dire lorsque l'État cessera de l'appuyer, et lorsque l'humanité réussira à créer, dans le socialisme, une société juste et parfaite. Conformément à cette théorie, le bolchévisme refuse tout appui à la religion ; il va même plus loin encore en faisant de cette « affaire privée » une affaire qu'il faut combattre parce qu'elle est en contradiction avec « l'éclaircissement ». Mais cette lutte contre la religion se fait toujours sous le prétexte que « le peuple ne veut plus entendre parler de la religion ». Lénine n'avait pas cessé d'enseigner qu'il était maladroit de combattre la superstition par la force, qu'il ne s'agissait pas de provoquer le fanatisme religieux mais d'extirper les racines sociales de la religion.

La théorie nationale-socialiste semble favorable à la religion. Le programme du parti parle du christianisme positif. Il est vrai qu'il le subordonne au sentiment raciste germanique ; c'est ce qui mit les évêques en garde contre le national-socialisme et les fit prononcer leurs avertissements. Les orateurs national-socialistes parlent volontiers de la religion, s'attribuent volontiers des sentiments religieux ; Adolphe Hitler prononce souvent le nom de « Dieu »... Le mouvement des sans-Dieu est combattu et interdit ; mais tout cela n'est que l'appui d'une religion qui, exactement comme le bolchévisme déifie l'État bolchéviste et le prolétariat qui lui correspond, déifie l'État national-socialiste et la race qui lui correspond.

Le bolchévisme est plus franc en désignant cette déification des grandeurs terrestres du nom d'athéisme ; le national-socialisme la nomme tout simplement religion, et il croit pouvoir mettre le christianisme au service de cette « religion » — pour des raisons de propagande, en

tenant compte par exemple de coutumes traditionnelles. Dès que les Églises s'opposent à cette entremise, à ce changement du régime national-socialiste, en appui de la religion, elles sont attaquées. Elles n'ont le droit à l'existence que lorsqu'elles sont prêtes à servir le peuple allemand, donc à se subordonner à la conception du monde nationale-socialiste. Ne voulant point le faire elles sont combattues. Et ce n'est pas un combat franc et ouvert : à proprement parler il n'existe pas de contradiction entre les conceptions national-socialistes et le christianisme; mais les Églises aspirant à un certain pouvoir politique, leurs « représentants politiciens » luttent contre l'État d'Adolphe Hitler, regardent avec méfiance l'unification du peuple allemand tout entier, rendant ainsi accessoires les contrastes confessionnels.

Et voilà pourquoi les Églises sont éliminées de la vie publique; on tâche de leur enlever la jeunesse; il n'y a plus de presse confessionnelle. Cette élimination de la vie publique est accompagnée de la tendance à prouver que le christianisme, à vrai dire, ne répond pas à la conception du monde, à la « *Weltanschauung* » allemande, qu'il est étranger au sentiment raciste des Allemands, etc... Le gouvernement se garde encore de se déclarer publiquement partisan de ces tendances : il se contente de miner le christianisme en le privant, autant que possible, de sa libre activité en public, et même de la liberté de la parole en chaire et de son influence morale et éducatrice sur le peuple. Exactement comme dans l'Union des Soviets athéistes, l'État national-socialiste ne reconnaît qu'*une* seule publicité, celle déterminée par le parti au pouvoir, et cette publicité n'a qu'*un* but : la conservation et l'accroissement du pouvoir de ce parti.

V

Le bolchévisme est sans aucun doute un grand danger pour le monde entier ; car il promet, dans un langage séduisant, un ordre de liberté et de justice aux masses qui se sentent exploitées et traitées avec injustice. Mais le bolchévisme, sous sa forme russe, n'est plus jeune à présent. Il y a certainement toujours des masses qui ignorent encore ce qui se fait en Russie soviétique, qui ne se sont pas encore aperçues que le bolchévisme russe ne signifie pas une amélioration de leurs conditions de vie mais la militarisation de la vie entière et l'avènement d'un état tout-puissant qui ne recule devant aucune terreur. Il est certain qu'il y a toujours aussi quelques intellectuels qui, révoltés contre le monde bourgeois, prennent au sérieux les promesses bolchévistes d'un monde de justice, sans exploiteurs et sans exploités, et qui croient à la propagande bolchéviste. Mais en général le bolchévisme ne dispose plus de sa puissance enchanteresse primitive, car il n'est plus, depuis peu, le mouvement social le plus moderne, apte à fournir la seule possibilité de se détourner carrément, publiquement d'une société comme celle du dix-neuvième siècle, devenue insupportable avec tous ses mensonges. Le bolchévisme sous sa forme russo-marxiste a fait naître ces mouvements qui, comme lui, organisent froidement et cyniquement une société atomisée, et avec un groupe qui domine cette société sans réserve et sans scrupules. Le national-socialisme fait partie de ces contre-mouvements qui adoptent les méthodes bolchévistes pour sauver le monde d'un bolchévisme à la façon russe. Par leur idéologie anti-

bolchéviste ils attirent à eux les milieux qui sont déçus du bolchévisme et ceux auxquels le bolchévisme paraît une menace terrible pour leur existence.

Mais il ne suffit pas de combattre le bolchévisme sous sa forme prolétarienne pour arrêter le progrès de bolchévisation que dissimule le masque de l'idéologie nationaliste. Si ce progrès de bolchévisation continue dans le monde actuel, il en résultera d'atroces perspectives d'avenir. Ce sont les questions de puissance qui décideront de tout. La morale, la justice et la religion deviendront des armes de propagande pour fortifier et développer la puissance. Les centres de puissance concurrents se combattront à l'aide de tous les moyens possibles. Le monde sera franchement inhumanisé ; le progrès d'inhumanisation, dissimulé encore, au dix-neuvième siècle, sous les souvenirs d'une vie publique chrétienne, s'accentuera sans cesse ; on n'osera pas encore en parler ouvertement, car la puissance bolchéviste aussi a besoin d'une justification en se déclarant représentante de la véritable conception du monde et de l'ordre véritable.

Je ne crois pas que ce progrès de bolchévisation puisse être arrêté par des moyens tactiques ou par la puissance politique. Je crois qu'il constitue une maladie, une maladie dont sont atteintes les élites qui ont la direction sociale. En Russie ces élites n'ont pas, dans une situation critique, réussi à s'opposer au progrès de décomposition des masses : elles furent balayées par les masses déchaînées qui ne s'apercevaient pas qu'elles préparaient ainsi le terrain pour une tyrannie sans pareille, qui connaît l'art de dissimuler son caractère véritable sous la propagande et sous des promesses d'un bel avenir. En Allemagne les élites succombèrent dans un mouvement qui prétendait être anti-matérialiste et anti-marxiste. Elles succombèrent devant le fait que chaque homme est dépendant au point

de vue économique, qu'il a peur pour son existence, car il se dit : « Seul, que puis-je faire ? »

Une opposition ne pourra être faite à ce progrès de la bolchévisation que lorsque les forces morales et traditionnelles seront assez fortes pour empêcher une atomisation de la société et, par conséquent, la dictature de force d'un seul groupe. Dans un monde chrétien le progrès du bolchévisme ne doit pas réussir ; la Russie ne prouve pas le contraire, car le christianisme n'y était pas, dans l'élite, une réalité morale l'unissant d'une manière vivante avec le peuple naturellement chrétien. La bolchévisation vit de la foi — consciente ou inconsciente — que seul le monde visible de ce qui est politico-social importe... Y a-t-il encore des forces et des groupes qui savent — et non pas seulement théoriquement et en paroles — que tout ce qui est politique et social ne représente qu'une partie dans un vaste ordre total, que l'homme est encore autre chose que le citoyen d'un État, qu'il est, surtout, plus que l'atome d'une collectivité qui sert des buts différents par le moyen de la propagande ? Ce sont là les questions de l'avenir de l'Europe.

WALDEMAR GURIAN.

NOTES ET RÉFLEXIONS

L'esclavage en Éthiopie

Le but de cette étude n'est pas d'ajouter à la publicité dont jouit l'Éthiopie un élément de pittoresque, ni, surtout, de donner des armes à ceux qui combattent le Négus. Notre propos est de travailler à la compréhension d'un peuple qui lutte et meurt pour son indépendance. En agissant ainsi, nous sommes persuadé de l'efficacité plus grande d'une semblable collaboration, et c'est en définitive servir l'Éthiopie que de ne rien cacher de ses faiblesses.



En Europe, où l'on toléra si longtemps l'esclavage et la traite quand il s'agissait des nègres, on ne s'émut que tardivement de la situation en Éthiopie, seul pays chrétien du monde où ce fléau reste encore en vigueur. Cependant, dès la première moitié du XIXe siècle, des voyageurs le signalaient, mais pour considérer le sort des esclaves abyssins comme généralement heureux.

En 1877, Antoine d'Abbadie lui consacra une monographie intitulée : *Causes actuelles de l'esclavage en Éthiopie.* Plus près de nous, passant sur d'autres études importantes mais lointaines, le major Darley et le docteur S harp publièrent sur la question, en 1922, dans la *West-*

minster Gazette des articles réunis ensuite en brochure. Le docteur Montandon, qui l'étudia sur place il y a une quinzaine d'années, résuma le sujet d'une manière intelligente et impartiale dans le *Journal de Genève,* en 1922, s'aidant, en plus de ses propres observations, de renseignements plus frais que lui communiqua M. Godi Schrenk, revenu d'Éthiopie au début de la même année. Enfin, du côté éthiopien, deux articles s'efforcèrent de plaider les circonstances atténuantes. Ce sont celui du docteur G. Martin, abyssin élevé aux Indes, et publié dans la *Westminster-Gazette,* et celui de *L'Afrique Française* signé Dedjazmatch, l'un et l'autre en 1922. Pour terminer, il y a les témoignages récents de MM. Marcel Griaule et de M. de Monfreid, le premier surtout dont on ne saurait suspecter la sympathie pour le peuple éthiopien.

Le fait n'est donc pas contestable. L'existence en Abyssinie de l'esclavage est malheureusement une réalité. Nul ne doit essayer de la dissimuler, même parmi les amis du pays. D'ailleurs, le gouvernement de celui-ci ne s'en est pas caché. Il a seulement ajouté, devant les « révélations » du gouvernement italien, qu'il était prêt à étudier le problème sur place avec le concours d'une commission nommée par la Société des Nations, afin de le résoudre.

Ce n'est pas la première fois que les gouvernements abyssins s'offrent à combattre le mal. L'empereur actuel ne fait en cela qu'imiter Ménélik et Yoannès qui s'y étaient engagés en leur temps mais qui, avouons-le, n'appliquèrent pas toujours avec conscience les moyens propres à le ruiner, ainsi que nous le verrons par la suite. Quoi qu'il en soit, depuis Ménélik, l'esclavage a perdu de sa virulence, s'il n'a pas totalement disparu. Nous sommes persuadés, encore que les transformations s'opèrent très lentement dans ce pays de coutumes ancestrales et de traditions, que l'empereur Haïlé-Sélassié eût été le grand

artisan de cette réforme difficile si la guerre ne lui avait pas été imposée. Avec son intelligence et son autorité, nul doute qu'il eût abouti où d'autres ont échoué. Car le désir l'habite de faire de son empire une terre moderne.

Historique

Comment expliquer cette anomalie : un des rares pays du monde où se pratique encore l'esclavage est un pays chrétien. A vrai dire, on n'en connaît pas les raisons exactes et l'on en est réduit aux hypothèses.

La religion des Abyssins est toute pénétrée de préceptes hébraïques. Dès la conquête de leur pays, ils se trouvèrent en contact avec des races issues, selon eux, de la descendance de Cham, dont Noé condamna l'un des fils à être « l'esclave des esclaves » de Sem et de Japhet. C'était là pour les Abyssins un motif suffisant d'asservir les tribus négroïdes qu'ils combattaient et qui ne suivaient pas la loi mosaïque. Celle-ci, d'ailleurs, leur accordait ce droit puisqu'elle disait : « Les esclaves que tu auras, hommes ou femmes, tu les prendras des nations qui t'entourent ; c'est d'elles que vous achèterez serviteurs et servantes. »

Les musulmans, nul ne l'ignore, étaient des grands trafiquants d'hommes. Ce faisant, outre le gain qu'ils en retiraient, ils ne contrevenaient pas aux lois du Coran dans lequel Mohamet, pour toutes sortes de raisons, admit l'esclavage. L'Abyssinie se trouva donc entourée, dès qu'elle fut séparée du monde chrétien, au VIIIe siècle, de musulmans qui réduisaient en servitude les chrétiens prisonniers de leurs expéditions. Il était donc tout naturel

que les Abyssins, en lutte constante avec eux, fissent de même.

Au XIIIe siècle, la question se trouva débattue dans le Fetha-Néguest, compilation de principes mosaïques, de droit romain et de coutumes musulmanes. Dans un chapitre intitulé « De la liberté de l'esclave et de l'affranchissement », l'auteur, après avoir écrit que tous les hommes ont été créés libres, ajoute que les lois de la guerre font du vaincu un esclave. Mais il précise que seuls les infidèles peuvent être considérés comme tels.

L'esclavage ainsi codifié, pendant plusieurs siècles les souverains en guerre se livrèrent à la chasse à l'homme parmi les populations négroïdes des confins occidentaux de leur empire. Cependant, si l'on pratiquait l'esclavage domestique, il était par contre interdit de se livrer à la traite. Quiconque vendait un esclave chrétien était passible de la peine de mort. Malgré cette défense et avec, parfois, la complicité des autorités, les musulmans poursuivaient leur odieux commerce. Les esclaves Gallas ou Chanquellas étaient exportés vers le Soudan par Gallabat ou vers l'Arabie par Massaoua.

L'empereur Théodoros fut le premier souverain d'Éthiopie qui essaya d'abolir ce trafic. Il était guidé en cela par le désir de déférer aux demandes des nations européennes et par celui de s'opposer à la propagation de l'islamisme, qui devenait la religion des esclaves. Il commença par racheter aux trafiquants des captifs qu'il faisait baptiser. Mais cette méthode, pour si louable qu'elle fut, avait un grave inconvénient : elle incitait les marchands à plus d'activité afin de vendre le plus grand nombre possible de malheureux à ceux qui, imitant l'empereur, s'étaient engagés à les libérer. Quelques années plus tard, Théodoros, impuissant, laissa aller les choses. Mais subsista cette loi exemplaire, à savoir que nul ne pouvait

exporter des chrétiens sans s'exposer à avoir le poignet droit et le pied gauche coupés.

Yoannès, à son tour, s'opposa à la traite, sinon à l'esclavage. Mais au Godjam et au Choa le trafic continua malgré ses efforts et il dut tolérer, tant étaient solides les habitudes, la vente des femmes et des enfants prisonniers de guerre que faisaient ses soldats. Cependant, il n'hésita pas, en 1884, à conclure avec l'amiral Hewett, représentant de l'Angleterre, un traité aux termes duquel il s'engagait à prohiber la traite, à protéger les esclaves libérés, à punir ceux qui les maltraiteraient ou essayeraient de nouveau de les réduire en servitude.

De son côté, avant même d'être nommé empereur, Ménélik prit position sur la question. En 1875 il avait déjà promulgué un édit dont voici les points principaux : « Tout chrétien éthiopien ne peut ni vendre ni acheter d'esclaves. Si un esclave est conduit en fraude sur le marché, il a le droit de revendiquer sa liberté et de réclamer la protection des juges. Tout musulman traversant le royaume avec des esclaves sera arrêté, enchaîné, mené en prison et jugé. Les esclaves libérés seront reconduits dans leur pays ou admis à leur gré dans la maison du roi. »

Cela était fort beau, mais resta longtemps sans application. Ménélik lui-même, l'année suivante, autorisa ses soldats à faire de leurs prisonniers des esclaves. Ce fut tout à fait exceptionnel, paraît-il, car, dans une lettre datée de 1878, il se flattait d'avoir libéré 25.000 Gallas capturés. Mais, quatre ans après, il faisait cadeau à son gendre de 500 esclaves. En 1889, il édicta de nouveau l'abolition de l'esclavage, en précisant toutefois que les prisonniers de guerre feraient exception, mais qu'ils devraient être cependant libérés au bout de sept ans. Au surplus, si la vente et l'achat étaient prohibés, ce qui,

hâtons-nous d'ajouter, n'empêchait nullement le recrutement d'avoir lieu, on pouvait faire don des esclaves. Ménélik en accepta de ses généraux, et lui-même, en plusieurs occasions, en fit présent.

Ainsi, Ménélik fut le premier à méconnaître son propre décret. Cependant un fait plus grave peut lui être reproché. Dans le Choa se tenait un grand marché d'esclaves alimenté par des musulmans qui apportaient de la côte, en même temps que des hommes, du sel pour le roi et exportaient son or et son ivoire. Ménélik n'ignorait rien de leurs agissements, mais ayant besoin de leur concours, et comme d'autre part ses ordonnances, qu'il était le premier à ne pas respecter, n'avaient qu'une application limitée, il prit le parti de tirer profit de leurs opérations en prélevant sur chaque esclave galla deux thalers.

Ainsi, Ménélik ne s'embarrassait pas de scrupules. Pourtant, dans ce traité de 1889, traité d'Outchalié conclu avec l'Italie, il était dit : « La traite des esclaves est contraire au principe de la religion chrétienne. S. M. le Roi des rois d'Éthiopie s'engage à l'empêcher de tout son pouvoir afin qu'aucune caravane d'esclaves ne puisse traverser ses états. »

Malgré les faiblesses de Ménélik, est-ce à dire que son action, ajoutée à celle de Yoannès et de Théodoros, n'eut aucune influence? Certes non, et dès 1878 on signalait déjà un ralentissement considérable du commerce des esclaves vers l'Arabie. Et Ménélik donna, dans les années qui suivirent 1889, des preuves de son désir de mettre un terme à la traite, n'hésitant pas à châtier quiconque la pratiquait.

Aujourd'hui, dans l'Éthiopie méridionale, favorisé par un clergé puissant, l'esclavage continue à subsister. Si faible que soit son activité, il n'en demeure pas moins une triste réalité. Comment l'expliquer sinon par le fait que

l'esclavage est entré dans les mœurs au point que certains grands esprits éthiopiens ne trouvent pas un mot pour le condamner. Tel M. Sélassié-Guébré, ministre de la plume de S. M. Ménélik II, auteur de chroniques sur le règne de son maître, personnage tout pénétré de principes chrétiens, lesquels, par un étrange retournement, lui servent d'ailleurs à justifier le mal. Il dit quelque part dans son livre : « Réduire les païens en servitude n'est pas chose cruelle, mais bien méritoire et utile à ces pauvres gens. C'est leur donner une chance d'apprendre à vivre en chrétiens. »

Cet argument, hélas ! est assez familier au Choa dans la bouche des gens d'Église. Peut-être explique-t-il aussi les difficultés que peuvent rencontrer, dans leur lutte contre le fléau, des princes humains comme l'empereur Haïlé Sélassié ?

Recrutement

Longtemps les Gallas et les Chanquellas constituèrent la triste marchandise des chasseurs d'hommes. Rares étaient les Amharas chrétiens réduits en servitude. Peu à peu, cependant, certaines tribus gallas se convertissant à l'Islam, les trafiquants les respectèrent à cause de leur commune religion. Au cours du règne de Ménélik, enfin, ils furent tenus pour libres, bien que musulmans, cela en raison d'intérêts économiques. De même, les Gouraguiés bénéficièrent d'une mesure authentique parce qu'en bonne partie chrétiens, mais surtout parce que Ménélik désirait pacifier rapidement leur riche pays.

Les *barias* (esclaves) se recrutent aujourd'hui parmi les populations suivantes :

Kaffitchos ou habitants du Kaffa. Oualamos et leurs congénères des régions voisines : Kontas, Gofas, Guémos, Koullos, Guimiras et, en général, chez les peuplades négroïdes échelonnées en demi-cercle du lac Stefani jusqu'en Érythrée.

De nos jours les razzias sont devenues extrêmement rares. Néanmoins ces populations restent en butte aux entreprises des marchands ou des amateurs d'hommes. D'ailleurs, elles ont de tout temps subi un traitement semblable de la part des races supérieures qui les entouraient. Dans certains cas, elles s'y prêtaient d'elles-mêmes, vendant spontanément leurs enfants. Enfin, au Kaffa, l'esclavage était une peine légale encourue par une grande partie des habitants. Il ne faut donc pas s'étonner si, dans ces conditions, le recrutement demeure facile dans les régions plus haut citées.

Les deux modes d'acquisition sont le rapt par les musulmans et la livraison à l'autorité, à titre d'impôt, d'un certain nombre d'hommes par les chefs indigènes. Dans le premier cas les tractations sont secrètes et on appelle communément « cadeau » chaque esclave vendu individuellement, car les marchés proprement dits ont disparu. Dans le second cas, on se passe de subterfuge étant donné qu'il s'agit de gens recrutés légalement et destinés à servir le gouvernement ou ses représentants.

CONDITION DES ESCLAVES

Parqués aux communs d'Addis-Abéba, les plus beaux parmis les hommes sont incorporés dans une sorte de garde noire, tandis que les autres servent d'hommes de peine et de portefaix en temps d'expédition. Les femmes

et les enfants sont occupés dans la maison impériale à divers travaux domestiques. En temps de guerre, ils constituent la principale ressource de transports de l'armée.

Chez les particuliers, les esclaves, en grande majorité encore des femmes et des enfants, sont chargés des tâches domestiques ou agricoles les plus dures. C'est ainsi que les hommes ont été parfois utilisés pour la mise en valeur des terres basses, là où le climat est le plus pénible ou malsain.

Le prix d'un esclave varie entre 20 et 100 thalers, c'est-à-dire, en 1930, entre 50 et 250 francs or. Malgré la modicité de cette somme, l'esclave est à Addis-Abéba, pour beaucoup, sauf pour les chefs, un objet de luxe.

Nous avons vu plus haut que la condition légale de l'esclave avait été définie dans le Fetha-Néguest. Si beaucoup de points de ces dispositions sont toujours en vigueur, il en est d'autres que la coutume a modifiés dans un sens tantôt favorable, tantôt défavorable à l'esclave.

1° Un esclave ne peut être libéré s'il n'a pas de moyen d'existence.

2° Qui vole un esclave doit le restituer à son propriétaire avec, comme pénalité, un autre esclave ou l'équivalent de son prix.

3° Si, frappé par son maître, l'esclave perd un œil, il doit être libéré.

4° Si un esclave est mis dans l'obligation de tuer, ce n'est pas lui qui est responsable, mais le maître qui l'y a contraint.

5° Si un esclave meurt par la faute de son maître, la peine capitale doit être infligée au maître.

6° Est livré à la famille du défunt l'esclave qui, même par imprudence, est cause de la mort d'un homme.

7° Le mariage entre chrétien et païen est interdit. Est interdit également le concubinage entre homme libre marié et une esclave ou entre homme et femme célibataires et païens.

(Cette prescription est totalement négligée. Dans bien des cas, le maître, s'il n'a pas d'enfant de sa femme légitime, prend une esclave pour concubine. Ensuite il est d'usage de baptiser les enfants nés à la maison et de leur donner un père adoptif, généralement le maître lui-même.)

8° L'enfant d'une femme esclave est toujours esclave, mais s'il a un père connu qui soit ou qui devienne libre, l'enfant est libre.

9° Si une femme libre épouse un esclave, elle devient l'esclave du maître de celui-ci.

(Aujourd'hui, en pareil cas, la femme conserve sa liberté.)

10° Une femme esclave ne doit pas être séparée de son fils adulte, ni un esclave mâle de son frère, de sa femme ou de son fils.

(En fait les liens de parenté ne sont guère respectés, surtout au moment de la capture d'une famille entière et de la vente de celle-ci.)

11° Si un homme libre trouve un esclave perdu, il doit l'élever comme son fils.

(Aujourd'hui il est amené à Addis-Abéba. Si son maître ne vient pas le réclamer, il devient la propriété de l'empereur ou de celui qui l'a trouvé.)

12° L'esclave ne peut hériter de son maître.

(Il arrive souvent, au contraire, que le maître, s'il n'a pas d'héritier naturel, fait de son esclave son légataire.)

13° L'esclave ne peut témoigner en justice.

(Dans bien des cas, de nos jours, son témoignage est reçu.)

14° Si l'épouse du maître commet l'adultère avec un esclave, elle sera battue, ses cheveux seront tondus et son nez coupé. On la proclamera infâme et l'esclave sera mis à mort.

(Aujourd'hui les conséquences seraient moins tragiques. L'époux divorcerait et l'esclave s'enfuirait pour éviter la vengeance personnelle, toujours possible, du mari trompé.)

15° Si le maître, marié, commet l'adultère avec une esclave, il sera battu et celle-ci vendue au profit du trésor public. Si l'esclave appartient à un autre, il devra payer une amende à son propriétaire.

(En réalité, aujourd'hui, ces incidents ne sont pas rares et toujours intervient un arrangement entre les deux parties.)

Il est sept cas ou la manumission était recommandée :

1° Avoir servi les parents, les grands-parents ou collatéraux du maître.

2° Avoir été présenté au baptême par le maître ou vouloir se faire prêtre ou moine.

3° S'être fait soldat.

4° Avoir sauvé son maître de la mort.

5° Avoir été conçu avant que la mère eut été asservie.

6° Être retourné vers son maître après avoir été fait prisonnier.

7° Avoir été au service d'un maître décédé sans héritier.

Ces diverses raisons ne sont guère applicables de nos jours, sauf la première. Par contre, il est deux autres cas de libération qu'a consacrés la coutume.

Si le maître est généreux il peut autoriser tel ou tel esclave à acquérir la somme nécessaire à son rachat.

Le maître prend des dispositions testamentaires pour, à sa mort, affranchir tous ses esclaves. Ainsi procédèrent les ras Makonen et Tessèma. A défaut du maître, les

héritiers, pour honorer sa mémoire, peuvent prononcer la libération des esclaves.

Ces manumissions en bloc présentent un gros inconvénient. Outre que la plupart des esclaves restent au service de la famille du disparu, ceux qui en sortent, privés de moyens d'existence, se joignent le plus souvent à des bandes de brigands.

La traite des esclaves

Qu'elle existe toujours, cela est malheureusement indéniable. Elle est pratiquée par des caravaniers venus des contrées énumérées plus haut et se dirigeant vers l'Est pour embarquer leur chargement humain vers l'Arabie. Ces caravanes marchent de nuit ou empruntent des pistes connues d'elles seules afin d'éviter les postes abyssins.

Parmi les malheureux ainsi exportés outre-mer, il y a surtout des jeunes femmes destinées aux harems d'Arabie et des jeunes gens sur lesquels, autrefois, était pratiquée l'émasculation.

Conclusion

La meilleure conclusion à cet exposé que nous avons voulu aussi objectif que possible, la voici :

La solution du difficile problème de l'esclavage dépend uniquement de l'État éthiopien et de lui seul. Il se doit d'accomplir dans la plénitude de sa souveraineté la réforme que le monde souhaite.

Déjà, le 9 novembre 1918, le gouvernement du ras Tafari a rappelé les ordonnances de Ménélik sur l'interdiction de vendre ou d'acheter des esclaves. En juillet 1922, deux trafiquants, pris sur le fait, ont été pendus à Addis-Abéba. Salutaire exemple.

Le 31 mars 1924, à la suite de son admission à la Société des Nations, le gouvernement impérial a rendu un édit instituant la responsabilité pécuniaire des autorités de province où un trafic d'esclaves serait constaté.

Enfin, le 25 septembre 1926, il a signé la convention élaborée par la Société des Nations en vue de supprimer l'esclavage sous toutes ses formes.

Mais la guerre qui lui a été imposée n'est pas faite, hélas ! pour l'aider dans la réalisation de sa rude et courageuse tâche.

PIERRE BERNARD.

Coup d'œil sur 1935

Voici une année venue au jour sous les plus heureux auspices. Paris réglait avec Rome ses regrettables litiges pendants depuis plus d'une décade. Puis le front de la paix se constituait solidement à Stresa. Il rejoignait le front oriental de la paix. Ce que l'Allemagne estimait constituer son encerclement, ce qu'elle dénommait déjà la rénovation de la Triple Entente n'était en réalité que la réalisation d'une véritable coopération européenne qui ne demandait qu'à se compléter par l'adjonction de la grande puissance de l'Europe centrale.

Justement la dernière pomme de discorde entre la France et le Reich, le bassin de la Sarre, venait de disparaître, et M. Hitler déclarait à qui voulait l'entendre que rien ne s'opposait donc plus au rapprochement entre les deux pays. Etait-ce une illusion alors que d'entretenir de sérieux espoirs d'un véritable apaisement sur le continent ?

M. Mussolini nous avait parlé de l' « année cruciale 1935 », mais nous pensions, n'est-ce pas ? qu'il se référait à l'Allemagne. L'heureux arrangement sarrois semblait avoir accompli la prophétie. C'était une erreur.

Premier et rude rappel : le rétablissement en Allemagne de la conscription. Au fait, on s'y attendait bien un peu, mais on ne croyait tout de même pas que le Führer oserait aller jusque-là. Cependant, s'est-on dit alors, les piliers de la paix restent solides : la flotte britannique, les armées de mer et de l'air française et italienne. Rien n'est encore compromis.

Le second rappel, et plus rude que le premier, ce fut la conclusion hâtive de l'accord naval anglo-allemand. Ainsi, un des piliers de la paix « flanchait ». A l'insu des co-signataires de Stresa, Londres et Berlin s'arrangeaient directement ! Le front de Stresa n'était plus aussi solide.

Le troisième coup fut presque fatal : le conflit italo-éthiopien dégénérant vite en une sourde rivalité anglo-italienne. Stresa n'avait été qu'un beau rêve de printemps ; l'automne avait eu vite fait de le dissiper. Et l'hiver voit sévir la guerre plus que jamais.

Une année chargée des plus grands espoirs nous apporte presque le désespoir à sa conclusion. Année cruciale ? oui, mais pour l'Italie encore plus que pour la paix.

C'est donc de l'Italie que voulait parler M. Mussolini, plus encore que de l'Allemagne. L'heure des destins romains avait sonné, pensait-il. Il passa outre aux bons offices de la France, aux menaces de l'Angleterre, aux foudres de la Société des Nations. Un des membres fondateurs de l'organisation internationale commença en Afrique les hostilités qui durent encore.

Faire un panégyrique de la politique de son propre pays a quelque chose d'indiscret. On doit cependant reconnaître, en toute impartialité, un caractère fondamental à la ligne de conduite qu'a suivie la France au cours de l'année écoulée : sa constance.

Constance à l'amitié italienne retrouvée à Rome en janvier, et qui s'est manifestée — et continue à se manifester — par d'inlassables tentatives de conciliation. Constance à l'étroite amitié avec l'Angleterre, notamment en Méditerranée par la promesse d'un appui efficace si, dans un coup de folie (*Dii avertant omen !*), la flotte italienne se livrait à une attaque contre les navires anglais. Constance aux accords de Stresa, par les bons offices prodigués à Rome comme à Londres. Constance enfin au pacte de la Société des Nations et à l'assistance mutuelle, par l'adhésion loyale donnée aux sanctions, quelque pénibles qu'elles nous soient à exercer contre les anciens compagnons d'armes qui combattirent sur notre sol même.

Cette constance à ne rien laisser se perdre de ce qui pouvait travailler à la paix nous a valu des reproches, des attaques même, à Londres et à Genève, comme à Rome.

Disons-le tout net : nous avons cherché à « ménager la chèvre et le chou ». Nous restâmes attachés aux principes, mais, selon une expression à la mode, nous avons voulu les « humaniser ». Est-ce là un crime, lorsqu'il s'agit de la paix? Je ne le crois pas.

Où est la logique française dans tout cela? a-t-on dit. Être logique consiste à aller jusqu'au bout, quoi qu'il en coûte. Nous l'étions en paroles, lorsqu'il n'était point question de passer des paroles aux actes, et c'était alors tâche facile. Mis au pied du mur, nous avons louvoyé.

Que nenni! La logique est une de nos qualités, mais la modération en est une autre. A Genève, dans le cas de l'Italie, nous avons plaidé coupable, bien qu'il ne s'agisse pas d'un tribunal, mais nous n'avons pas manqué non plus de faire valoir quelques circonstances atténuantes. Comme le cas était exceptionnel, et que le coupable n'avait fait que suivre des exemples donnés antérieurement par nous et par nos amis anglais, nous n'encourrions de ce chef aucun reproche.

Voire! Et celui d'encourager ainsi Rome à agir, en l'assurant à l'avance de notre indulgence? et celui d'affaiblir les principes, pour une fois qu'ils pouvaient être appliqués?

Pas même cela. Avons-nous ménagé d'avance notre indulgence à Rome, en tentant de trouver une solution pacifique au problème éthiopien qui, après tout, *demande une solution*? La Société des Nations elle-même l'a reconnu. N'avons-nous pas prévenu d'avance l'Italie — voir le discours de M. Laval à l'Assemblée de septembre dernier — que si elle commençait les hostilités elle se heurterait aux sanctions genevoises auxquelles nous souscrivions nous-mêmes? Quand il s'est agi d'appliquer les sanctions, avons-nous rechigné? Les marchandises de notre pays amoncelées aux villes-frontières comme Modane, les chômeurs nouveaux que notre fidélité aux sanctions nous a valus, témoignent que nous avons su prendre notre part des sacrifices communs.

Quant à nous reprocher d'avoir empêché l'application des sanctions pétrolières, c'est faire preuve d'une mauvaise foi insigne. Nous ne sommes pas un pays producteur de pétrole. Le pays producteur par excellence, ce sont les États-Unis. Tout dépend donc de l'attitude de ce dernier pays. Les stratèges en chambre de la Société des Nations en sont donc pour leurs frais, cette fois encore.

Par un renversement étrange des positions, notre attitude rappelle celle de l'Angleterre, qui s'est toujours efforcée de tenir la balance égale entre les différentes puissances du continent, et d'empêcher l'abaissement de l'une d'elles ; tandis que Londres aujourd'hui « va plus fort ». Nous voulons défendre pour ainsi dire l'Italie contre elle-même. Cela, outre-Manche aussi, les gens avertis le comprennent. Un Anglais très au fait des questions internationales me disait récemment que l'Europe a besoin d'une Italie forte, militairement et économiquement, et que si l'aventure abyssine continuait, il faudrait bientôt venir au secours des finances de la péninsule. Cette considération expliquerait, mieux que toute autre, les propositions récemment élaborées à Paris par sir Samuel Hoare et par M. Laval, et que l'intransigeance de M. Mussolini et l'attitude de l'opinion publique en Angleterre ont obligé à abandonner.

N'oublions pas qu'il s'agit avant toute chose du rétablissement de la paix. *La paix est plus difficile à mettre sur pied depuis qu'il existe une Société des Nations*. Ce résultat étrange ne saurait nous étonner. Genève est gardienne des principes de moralité internationale, et c'est là un élément très précieux, auquel la France, la première, demeure attachée. Mais les principes, tout salutaires qu'ils sont, compliquent la tâche. Ne nous en plaignons point, au contraire. Considérons plutôt que cette adaptation nécessaire des principes aux réalités politiques — ou, si l'on préfère, des réalités politiques aux principes — représente *un véritable progrès*.

Nul pays ne sera plus qualifié que la France pour cette

besogne indispensable. N'avons-nous pas, depuis le début du conflit, donné le meilleur de nous-mêmes pour la préparer ? Mais l'Angleterre, la terre des compromis par excellence, sera aussi qualifiée à cet égard. De nouveau, la coopération de Paris et de Londres s'affirmera pour le plus grand bien de l'institution genevoise.

L'expérience pour Genève sera également de première valeur. C'est véritablement cette année que la Société des Nations a commencé à *vivre*. Elle a pour la première fois accepté courageusement de faire face aux réalités, elle a pris à fond ses reponsabilités, toutes ses responsabilités. Elle a désigné non pas l'agresseur — l'agresseur n'étant point encore officiellement défini — mais l'État en rupture de pacte, et elle a déclanché contre lui les sanctions. Genève a pu constater toutes les déficiences, toutes les faiblesses de sa position, ce qui lui a permis, et lui permettra encore, les rectifications nécessaires.

On dit que M. Eden considère le pacte de la Société des Nations comme un monument de la sagesse humaine. Il a raison. Et je conseille à mes lecteurs — ceux du moins qui ne l'ont pas encore fait — de prendre la peine de lire et de méditer ces vingt-six premiers articles des « traités de paix de la banlieue parisienne ». Ils s'apercevront, à la lumière du conflit italo-éthiopien, que le pacte fournit tous les moyens non seulement de prévenir la guerre, mais surtout — ce qui est plus important encore — d'empêcher le développement des situations propres à amener la guerre.

Ils s'apercevront encore que la paix de la Société des Nations est fondée sur la justice et la paix. *Justitia et pax osculatae sunt.* Pour des chrétiens, c'est là un précieux point d'appui. Mais comme, selon la doctrine de l'Église, la justice doit se compléter, s' « humaniser » par la charité, ils estimeront que la France n'a pas manqué à sa vocation chrétienne en agissant comme elle l'a fait dans le présent conflit.

ANDRÉ-D. TOLÉDANO.

Livres sur la Chine

En écrivant *Les trois religions de la Chine* (1), le Rév. Soothill ne prétendait pas apporter une contribution nouvelle à la connaissance des religions chinoises. Il a voulu simplement donner au grand public une synthèse aussi claire et aussi vivante que possible de ce que l'on connaît actuellement sur la question, après les travaux de plusieurs générations de sinologues. L'idée était excellente. De toute évidence, un tel livre manquait. La sinologie a assez évolué durant ces vingt dernières années pour que les livres tels que ceux de James Legge et du P. Wieger se trouvent dépassés. Un nouvel « état de la question » s'imposait.

Les matériaux que M. Soothill a mis en œuvre sont donc d'une part les travaux de ses prédécesseurs, d'autre part les observations personnelles qu'il a pu faire, au cours d'un long séjour en Chine, sur l'état actuel de la question religieuse. Ces observations d'un témoin oculaire auraient été sans doute la partie la plus précieuse de ce livre si l'auteur avait su en tirer parti méthodiquement, au lieu de se borner aux anecdotes. Pour la partie historique et philosophique de l'ouvrage, l'auteur s'est largement servi des travaux de Giles, de Legge, de John Ross, de Groot, de Hackmann et de Bruce. Malheureusement, ces ouvrages sont déjà vieillis, et quelques-uns d'entre eux périmés. Par contre, l'auteur ne semble pas connaître les travaux de M. Pelliot, ni ceux de Grube ou de M. Granet, ni les remarquables études sur la sophistique chinoise de M. Forke, de M. Hou Che et de M. Masson-Oursel.

Ces lacunes sont particulièrement visibles dans tous les passages relatifs aux croyances chinoises primitives, qui ont fait, précisément, l'objet de nombreuses études depuis quelque vingt ans. Et il est bien difficile de faire comprendre la

(1) W. E. Soothill, *Les trois religions de la Chine*, Payot, Paris, 1934, 20 fr.

pensée confucéenne sans avoir donné une idée de ce patrimoine commun des croyances chinoises dans lequel Lao-tzeu et Confucius sont venus puiser l'un et l'autre. Privés de ce contexte, le « cas Confucius » et le « cas Lao-tzeu » semblent d'inexplicables phénomènes de génération spontanée. C'est un peu de cette façon que M. Soothill nous les présente, sans nous montrer tout ce qui les rattache à la Chine éternelle et à leur temps.

Le chapitre sur le bouddhisme est de beaucoup le mieux conçu. M. Soothill a bien montré comment cette religion étrangère ne réussit à s'implanter en Chine qu'au prix d'une transformation totale. La doctrine orthodoxe du Petit-Véhicule n'y eut jamais grand succès, et c'est la doctrine du Grand-Véhicule qui prévalut, avec toutes les atténuations qu'elle apportait aux dogmes de l'impermanence universelle et du non-moi, avec son culte des bodhissattvas, démiurges intercesseurs, et sa croyance au salut par la foi. La Chine parvint donc à siniser le bouddhisme, qui bientôt mêla ses eaux à celles du taoïsme au point de se confondre avec lui, et à résorber une religion essentiellement nihiliste et asociale sans porter préjudice à son individualisme religieux ni à ses institutions familiales. En quelques siècles, le tour était joué.

***

Le dernier livre de M. Granet (1) appartient à un genre entièrement différent. Il résume et prolonge toute une série d'études très remarquées sur le folklore, la religion et la civilisation chinoise, qui ont donné à leur auteur une véritable autorité. Des livres de vulgarisation, la *Pensée chinoise* n'a ni les défauts, ni les qualités non plus. Mais elle apporte une contribution considérable à l'exploration des formes de pensée de l'Extrême-Orient. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir ultérieurement à ce livre. Je comprends mal les réticences de M. Granet, quand il déclare ne rien connaître de la sociologie ni des théories sociologiques, alors que la solidité, la consistance de son étude tiennent à l'utilisation

(1) Marcel Granet, *La Pensée chinoise,* dans la collection de « L'évolution de l'humanité ». La Renaissance du livre, Paris, 1934, 40 fr.

méthodique et intelligente d'un certain nombre de données sociologiques peu ou mal exploitées jusqu'alors. Mais cela le conduit aussi à de certains excès. Au contraire de M. Soothill, qui négligeait par trop le cadre social, M. Granet a toujours tendance à minimiser le rôle des personnages. C'est à peine s'il consent une exception pour Confucius. Il préfère noyer les autres dans la masse anonyme des faits.

Cela ne tient pas seulement aux procédés sociologiques mis en œuvre, mais au plan. M. Granet nous avertit dès l'introduction qu'il se refuse à faire une histoire de la philosophie chinoise. Il juge l'entreprise impossible. « Aucun accord, dit-il, n'existe pour le moment entre spécialistes sur les grandes lignes de l'histoire ancienne de la Chine », ce qui lui interdit « de donner à un essai sur la pensée chinoise la forme d'une histoire suivie des doctrines ». Il abandonne donc toute ordonnance chronologique pour étudier, dans un cadre abstrait, un certain nombre de conceptions et d'attitudes chinoises qu'il considère comme particulièrement significatives. C'est ainsi qu'il s'arrête successivement aux moyens d'expression de la pensée chinoise : langue, style, écriture; puis aux idées directrices sur le temps et l'espace, le *Yin* et le *Yang*, les nombres, le *Tao*; au système du monde et aux sectes, avec les recettes d'action et de pensée qu'elles proposent.

Si les conclusions de M. Granet sont parfois discutables — je pense à ses ingénieuses explications d'origine sur le *Yin-Yang* et le *Tao* qui se sont heurtées au scepticisme d'un certain nombre de philosophes chinois — le livre n'en a pas moins une portée exceptionnelle. Je regrette seulement que M. Granet ait pris si peu de soin de se rendre accessible à un public un peu plus large que celui des spécialistes, et je crains fort que le chapitre sur les nombres, pour n'en citer qu'un seul, ne soit utilisable que par un nombre de lecteurs terriblement réduit.

***

La lecture du livre de William Martin : *Il faut comprendre la Chine* (1), a été pour moi une heureuse surprise. Il ne faut

(1) William Martin, *Il faut comprendre la Chine*, Perrin, 1935, 15 fr

pas, certes, lui demander plus que n'en peut donner un reportage. Mais c'est un reportage intelligent, impartial et compréhensif. Ajoutons que l'auteur a su se renseigner aux meilleures sources, voir les personnalités les plus représentatives et éviter ces généralisations rapides, ces excessives recherches de pittoresques qui gâtent, d'ordinaire, de pareils livres.

Tout ce que dit William Martin de l'incompréhension des Européens installés en Chine est excellent et observé. Pareil malentendu était d'ailleurs fatal, observe-t-il, avec le régime des concessions qui a « élevé entre les étrangers et les Chinois de Shanghaï une muraille plus infranchissable que la Muraille de Chine : ce sont deux armées qui campent sur le même terrain mais qui ne se voient pas. Les Européens de Shanghaï ne voient pour ainsi dire jamais un Chinois de rang social élevé. Un passant en voit plus et plus intimement en quelques mois que les Shanghaïens chevronnés en trente ans. Ils voient leurs *boys* et leurs *compradores*, c'est-à-dire précisément les catégories de Chinois qui dans un long contact avec les étrangers ont pris quelques-uns de leurs défauts ». Mais c'est avec ces gens que les Européens identifient la Chine. William Martin rapporte une anecdote assez significative à cet égard : Un Européen ayant invité à déjeuner un ministre chinois se fit dire par un de ses amis : « Depuis quand recevez-vous des coolies à votre table ? » Ces coolies étaient les représentants officiels de l'une des races les plus raffinées du monde.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les malentendus se perpétuent. « Mes compatriotes, disait à l'auteur un haut fonctionnaire anglais, sont en retard de cinquante ans, non seulement sur l'évolution des idées dans le monde, mais même sur les Anglais de l'Inde. Ils ont sur la Chine des idées toutes faites, ils ne connaissent pas de Chinois parce que ce serait au-dessous de leur dignité ; ils racontent sur Nankin, où ils ne sont jamais allés, des histoires à dormir debout, et ils se fâchent quand on les contredit. Chaque fois que je contrôle ce que me racontent les gens d'ici, je m'aperçois que c'est faux. »

L'Europe, qui avait une mission à remplir en Chine, a donc failli à sa mission : telle est l'idée qui se dégage de tous ces aperçus. Et si le christianisme, malgré les circonstances

qui encore maintenant le favorisent, n'a pas réussi à conquérir la Chine, c'est l'Europe qui porte encore la responsabilité de cet échec. « Si les Chinois n'allaient pas en Europe et en Amérique, s'ils n'avaient pas sous les yeux le spectacle quotidien des communautés européennes de l'Extrême-Orient, s'ils n'allaient pas au cinéma voir nos films, ils seraient peut-être tentés par le christianisme. Mais telle qu'elle se présente à eux en pratique, la religion du Christ, la religion de l'amour, du sacrifice et du renoncement, n'est pas très tentante. » C'est ce que le ministre des affaires étrangères d'alors, le Dr Lo Wenkan, comprenait fort bien lorsqu'il disait à l'auteur : « En Occident vous aviez la Bible, nous avions ici les préceptes de Confucius pour nous guider. Maintenant, nous n'avons ni l'un ni l'autre. Il vaudrait mieux que nous fussions tous devenus chrétiens. Si ce n'est pas le cas, ce n'est pas la faute des missionnaires, c'est la faute de la vie occidentale elle-même. » Et le professeur Tyng en concluait : « Que l'Europe fasse son unité morale, et nos luttes prendront fin rapidement. »

Une telle situation est de nature à nous faire réfléchir, nous autres d'Occident. L'anarchie spirituelle dont nous souffrons, dont nous mourrons peut-être, est en train de contaminer l'Orient. Nous entraînons le monde entier dans notre chute. « Ce n'est pas contre la civilisation chinoise, contre les idées du passé, contre les traditions du pays ou les religions existantes, que le christianisme doit lutter ici. Les obstacles auxquels il se heurte sont en nous-mêmes ; ils font corps avec notre civilisation ; nous les livrons aux Chinois, avec nos idées, au moment même où nous essayons de leur en prêcher d'autres. Et c'est parce que la civilisation chrétienne repose, de nos jours, sur une contradiction interne, parce qu'elle contient beaucoup d'éléments de christianisme et que néanmoins elle n'est plus chrétienne, c'est pour cela que le christianisme ne parvient pas à pénétrer dans les masses chinoises et qu'il manquera peut-être l'occasion qui semble s'offrir de conquérir le monde. »

Sur ce pays en pleine fermentation pèse encore un autre danger : le Japon. N'oublions pas que toutes les informations sur la Chine, données par les journaux d'ici, sont fournies par des agences japonaises qui ont tout intérêt, bien entendu, à montrer les choses sous un certain jour. Ainsi William

Martin fait justice de la légende — habilement entretenue par la presse nippophile — d'un gouvernement de Nankin sans force et ne possédant qu'une autorité nominale sur la Chine. Il n'en est rien. Il y a, certes, dans la Chine intérieure, et surtout dans les régions montagneuses, des provinces qui échappent au contrôle régulier du gouvernement central. La misère, dans ces pays pauvres, produit, selon les cas, l'émigration ou le brigandage (1). Mais de tout temps il en a été ainsi, et l'absence de moyens de communications convenables a toujours rendu difficile l'exercice d'une autorité centralisée dans un pays plus grand que l'Europe. Si l'on tient compte des circonstances locales, et de l'étendue des territoires à administrer, il faudrait plutôt admirer les résultats obtenus. Le gouvernement de Nankin a réussi à étendre son autorité effective sur toutes les provinces pratiquement accessibles : La vallée du Yang-tsé et toutes les provinces maritimes (sauf la région de Canton) soit un territoire qui représente en surface quatre fois la France, et en population 350 millions d'habitants sur 450. Jamais la dynastie mandchoue, dans ses dernières années, n'était arrivée à de tels résultats. « Dire, dans ces conditions, conclut William Martin, qu'il n'y a pas de gouvernement en Chine, que la Chine n'est pas un pays et qu'elle est à la veille de se désagréger, c'est méconnaître la nature de ses difficultés. » Depuis que le président Wang Ching weï a donné pour mot d'ordre « l'unité par la reconstruction économique », les efforts se sont tendus vers un même but. Le régime nouveau a réalisé en quelques années « une œuvre législative énorme qui étonnera les historiens, plus équitables que nous. Il a ouvert des universités magnifiques, presque trop belles. Si l'on rencontre dans les rues des coolies sachant lire le journal et parler politique, c'est à ce régime qu'ils le doivent. On a construit des hôpitaux modèles et amélioré l'état sanitaire du pays. On a ouvert des routes — au point d'émerveiller les étrangers les plus hostiles. On a augmenté les voies ferrées, développé l'aviation, aboli les douanes intérieures ; et tout cela s'est fait

(1) William Martin affirme — et le fait m'a été confirmé il y a quelques semaines par des Européens revenant d'Extrême-Orient — que le brigandage n'a jamais été aussi fort en Mandchourie que depuis la domination japonaise.

au milieu des pires difficultés : les guerres civiles, la lutte contre les communistes, l'agression étrangère, la crise économique ».

Ces progrès ont ému le Japon.

Pour saboter la reconstruction de la Chine, tous les moyens sont bons : agressions, menaces, utilisation ingénieuse du banditisme, du communisme même. Il existe entre les offensives communistes et les attaques japonaises un parallélisme trop frappant pour qu'on l'attribue au hasard. Quant aux généraux de guerre civile, assure William Martin, ils sont pour la plupart subventionnés par Tokyo : « Il existe à Tokyo un organisme pour soutenir les insurgés du Sinkiang, qui est allé recruter des volontaires jusqu'en Turquie. Les Japonais sont si bien informés sur les faits et gestes des bandits parce qu'ils les paient. Ils peuvent donc les publier, *parfois même à l'avance.* » Et c'est bien là l'arme véritable de la guerre moderne que cette propagande ingénieuse et tenace, « par laquelle on a répandu dans le monde entier une image fantaisiste de la situation en Chine, qui fait que pas un homme d'affaire européen n'ose accorder à ce pays le moindre crédit... Rarement un peuple a eu à lutter contre une presse aussi systématiquement adverse, contre une propagande d'aussi mauvaise foi. C'est une terrible croix pour les Chinois, qui voient cet obstacle artificiel s'ajouter à toutes les autres difficultés ».

Toute cette interprétation du conflit sino-japonais change assez de ce que nous lisons chaque matin dans nos journaux. Sur de pareils sujets, le Français moyen, désarmé, accepte ce qu'il lit, faute de pouvoir vérifier. Le grand mérite de ce livre est de donner au « lecteur non prévenu » des éléments de vérification, et de bousculer aussi un certain nombre de sophismes intéressés.

GILBERT BRANGUES.

A TRAVERS LES REVUES

La répartition des colonies

On commence de plus en plus à se rendre compte que le conflit italo-éthiopien pose un problème international d'une exceptionnelle gravité : en fait il y a des peuples qui n'ont pas assez de terre à cultiver, pas assez de matières premières à travailler : tout le monde pense à l'Italie, à l'Allemagne, au Japon. Comment résoudre question si angoissante? C'est ce à quoi s'applique M. Gérard Barget dans **Esprit** du 1er décembre (*Le Problème de la redistribution. Les modalités*). Trois solutions sont envisagées tour à tour : la redistribution des territoires, le développement du peuplement dans les pays insuffisamment occupés, la mise en valeur des territoires peu évolués.

La première de ces trois solutions, qui semble au regard la plus simple, est, en fait, la moins irréelle. Signalons cependant une modalité proposée :

> *L'organisation d'un nouveau type de mandats qui seraient confiés non plus à une puissance particulière mais à la Société des Nations* : celle-ci administrant elle-même directement, comme elle l'a fait pour la Sarre, ces territoires en faisant appel à toutes les compétences et en laissant libre cours — sous réserve bien entendu du respect primordial des intérêts des populations indigènes — aux courants d'expansion économique ou démographique. Il y a là certainement un aspect tout nouveau du problème colonial qui semble correspondre le plus exactement aux aspirations actuelles.

Plus intéressante encore nous semble la proposition visant à une mise en valeur des territoires peu évolués, et l'on pense surtout à l'Afrique. L'essentiel de cette théorie — et ce n'est pas là son moindre mérite, car on voit qu'un grand pays colonisateur au moins y avait songé — est contenu dans

le discours prononcé par Sir Samuel Hoare à la Société des Nations le 11 septembre 1935. Certains pays, privés de colonies, disait-il, craignent de manquer, par le fait même des matières premières qui proviennent de ces régions. Voici la réponse :

> A mon avis, il faudrait, dans les instructions données, souligner tout spécialement la libre répartition de ces matières premières entre les pays industriels qui en ont besoin, de façon à écarter définitivement toute crainte d'exclusion ou de monopole.
>
> Le Gouvernement que je représente sera prêt, je le sais, à participer à tout effort collectif pour résoudre équitablement et efficacement un problème qui, certainement, constitue pour beaucoup une difficulté à l'heure actuelle et en constituera peut-être une plus grande encore dans l'avenir.

Tous ces projets peuvent apporter un remède efficace à la crise économique de l'Europe. Mais n'oublions pas, et M. Barget y insiste avec raison, qu'il s'agit avant tout d'une question humaine, car il serait injuste d'oublier les populations et les sociétés de cette Afrique que nous voulons mettre en valeur : veillons « à écarter d'elles les affreuses misères sociales qui ont accablé les prolétariats européens et qui commencent à frapper les milieux indigènes en voie de prolétarisation ». Notre gouvernement semble y avoir songé, en se souciant de former une classe de paysans noirs : espérons que cette préoccupation ne sera jamais abandonnée.

L'HISTOIRE

F. PERROUX.
Prof. à la Faculté de Droit de l'Université de Lyon.

Dante Alighieri et la crise politique de l'Europe.

Dante est toujours le vivant qui « communique et communie avec toutes les consciences qu'angoisse et qu'exalte le conflit entre un Absolu et un monde ». C'est dire son actualité en notre époque troublée. On en trouvera ici un pénétrant témoignage.

Dr P. RIVET.

L'attelage et le gouvernail.

Si le moyen âge fut l'époque des grandes synthèses idéales, Dante vient de nous le rappeler, il ne tient pas une moindre place dans l'histoire de notre civilisation matérielle : c'est la vérité que souligne le Dr Paul Rivet, en s'inspirant des remarquables travaux du Commandant Lefebvre des Noëttes sur l'attelage et le gouvernail.

Bibliographie.

F. HENRY. *Une histoire de la bourgeoisie française.*

Une étude fort originale, admirablement menée, et qui est appelée à renouveler, pour sa part, l'histoire sociale de la France.

H. POURRAT. *La Franc-Maçonnerie et la Révolution intellectuelle du XVIIIe siècle.*

Dante Alighieri et la crise politique de l'Europe

Solitude et communion

Par les exigences de sa nature, il est porté très haut, en une zone où l'animal politique crève, faute de respirer. *Dans* un siècle, plus que *d'*un siècle et *sur* une terre plus que *d'une* terre, il est tragiquement seul dans la foule de ses compagnons de route. Parce qu'il est en état de communion avec plus d'âmes que n'en pouvaient contenir sa Cité et son temps.

Il prend parti avec une décision et un radicalisme permis à ceux-là seulement qui ne sont pas la proie d'un parti. Il veut que sa pensée laisse une empreinte avec une passion interdite à qui s'amuse au triomphe d'une secte. Pour persuader et pour convaincre il faut une chaleur plus brûlante et un élan plus incoercible que pour vaincre et pour plier. Ni Guelfe, ni Gibelin — ni Blanc, ni Noir. Il respecte les idées de ses adversaires et condamne certains actes de ses amis. Amant de Florence par laquelle son cœur saigne et qui étreint tout son être sans toutefois le retenir. Citoyen du Monde et élu de la Cité du Père.

Il n'est pas en compagnie de ceux qui, au cours des siècles, sont venus à lui pour lui faire don de leurs fanatismes de sectes et de leurs classifications partisanes. Sa stature est un défi à leur jauge. Des cléricaux qui puent la sacristie, des nationalistes qui rapetissent la nation jusqu'à en faire un faisceau de particularités et une occasion de discordes, des rationalistes qui s'interrogent sur

la définition de l'amour au lieu de l'éprouver avec piété et candeur, des protestants qui, au lieu de lever les yeux vers un Ciel nouveau, les dardent furieux sur la coupole de Saint-Pierre, des anticléricaux à l'âme de bedeaux ont crié à qui mieux mieux : « Il est à nous, il est à nous. » Et, bien sûr ! des socialistes aussi. Écoutez ce dialogue en langage de congrès, bilieux et pédant à souhait, « Dante hérétique révolutionnaire et socialiste (1) ». « Dante révolutionnaire et socialiste, *mais non* hérétique (2). » Ceux qui congénitalement ignorent la grandeur griffonnent l'écriteau où ils se peignent, le clouent sur une croix, le juchent au faîte d'un bûcher ou le suspendent au cou d'un géant.

Non, Dante n'appartient pas à cette troupe visqueuse.

Il communique et communie avec toutes les consciences qu'angoisse et exalte le conflit entre un Absolu et un Monde. Il est plus précisément avec celles que bouleversent les contrastes entre les commandements de César et la loi du Christ. Car depuis le Sermon sur la Montagne et le sacrifice du Calvaire les bâtisseurs de cités, les constructeurs d'empires même s'ils se bouchent les oreilles, entendent une interrogation pressante : « Et toi, que penses-tu, Christ ? » Il faut laisser tuer et faire tuer, anéantir et broyer pour asseoir les puissances terrestres, meurtrir, ruser, opprimer pour les accroître, tirer des lignes frontières et refuser le passage. Depuis le Christ, la conscience de nous tous qui ordonnons, approuvons ou accomplissons ces œuvres est plus mauvaise. Nous pouvons bien taxer de barbarie ou appeler étrangers les hommes que nous avons décidé de soumettre. Un enseignement que rien ne congédiera nous avertit qu'ils sont nos frères et nos semblables.

(1) Titre d'un ouvrage de E. Aroux. Paris, 1854.
(2) Titre d'un ouvrage de F. Boissard. Paris, 1858.

L'organisation politique du monde ne s'est pas opérée par la fraternité. Elle a surgi de conflits et de conquêtes. Elle a requis la brutalité des soldatesques, le cynisme des diplomates, les basses œuvres des policiers. *C'est trop et trop peu* de condamner toutes ces actions de la Cité terrestre et de les opposer aux accomplissements de Dieu. Nous sommes sur terre pour vivre, et le mieux ou le moins mal possible. Dante éprouve, s'il ne la peut encore mesurer, cette difficulté inextricable. Il sent que les hommes *en deçà* de leur destinée spirituelle ont un devoir particulier et immédiat, et qu'il leur faut organiser leurs sociétés terrestres, régulariser leurs rapports, pacifier leur commerce. L'humanité entière ne peut pas faire retraite, se retirer au désert ou s'enfermer au couvent. La politique est laïque par essence. Peut-elle, le restant, s'orienter en un sens et se construire sur un plan qui ne soit pas une trahison au message du Christ ? Ainsi Dante a posé le problème. Une condamnation de l'activité politique au nom d'un impératif moral et religieux ne le satisfait plus. Il répugne à isoler le fait politique de la morale comme des penseurs le feront après lui. Une politique laïque et une organisation laïque quoique subordonnées philosophiquement à l'éthique et à la métaphysique ont à ses yeux une fonction propre et irremplaçable.



Dans la *Divine Comédie* il chante la destinée humaine en tant qu'elle s'oriente vers l'accomplissement dans l'au-delà. Dans le *Convivio* et le *De Monarchia*, il est à la poursuite d'un ordre politique qui permette l'épanouissement terrestre des personnes humaines et des sociétés qu'elles composent. Il le construit en puisant dans les idées et les sentiments de son temps qu'il fond au feu

d'une passion lyrique qui distingue son œuvre de celles qui la précédaient ou qui lui servirent de réponse, et qui l'emplit d'une humanité éternelle.

Espèce et empire

Ce temps, écrit-il dans le *De Monarchia*, a besoin de paix universelle. *Indiget pace universali.* La paix est une unité, un accord de la personne avec elle-même, une concorde, un concert des personnes entre elles à l'intérieur d'un groupe humain, une harmonie des groupes entre eux. L'unité parfaite, attribut de l'Esprit, qui doit se réaliser par les âmes doit aussi se projeter dans les institutions. L'unité politique de l'Humanité est l'Empire, l'*Impero*, — romain et romain germanique, — qui exerce sur le monde la fonction essentielle du commandement : l'*irrepugnabile ufficio di commandare.* Un temps viendra où un Chef politique suprême, un *Dux*, *il Veltro*, exercera l'Empire universel. Ce chef tient son autorité de Dieu et non de l'Église. De Dieu, source unique d'où émanent deux courants d'autorité dont l'un porte Pierre et l'autre César.

Dans le *Convivio*, la ligne de la déduction est différente, mais elle conduit au même terme. Elle part de l'homme qui a l'instinct et le besoin naturel de la perfection. Or, l'homme ne s'accomplit que par l'humanité. Il doit donc être un fidèle de l'universelle religion de l'espèce humaine — l'*universale religione dell'umana specie* — et vivre sous le commandement d'un Empire, universel lui aussi.

La formidable unité de commandement que Dante prophétise, reste, on le voit, distincte de l'unité purement spirituelle à quoi tend la pensée chrétienne. L'Empire universel est autre chose que l'Église universelle.

Leçon d'universalisme

Par cette orientation de pensée, Dante se tourne vers l'avenir. Il annonce, sans les éprouver, toutes les difficultés où nous nous débattons. La protestation de sa conscience morale et sa leçon d'universalisme ont une valeur accrue à l'endroit des conflits de particularismes politiques et sociaux qui nous font périr et qui sont d'une autre échelle que ceux dont souffrait son temps. Cette protestation, il ne l'aurait pas élevée s'il avait été serf de son milieu.

Les communes italiennes se livraient à une guerre acharnée. L'Europe fortement imprégnée de christianisme n'en était pas moins divisée à l'infini contre elle-même. Les particularismes politiques se heurtaient, les armes à la main. La France manifestait ses premières aspirations à l'unité nationale. Dante, qui a sous les yeux le morcellement et l'insurrection, proclame la vertu de l'unité et chante les grandeurs de la concorde.

Déjà de grands talents s'employaient à accumuler les gloses plus qu'à sauver les hommes. Les publicistes s'épuisaient en œuvres de circonstance, écrites à l'ombre d'un drapeau. Les juristes distinguaient, arguaient, raffinaient sur la « translation », la « prescription », la « donation » de l'Empire. Des « techniciens » se faisaient une réputation par des traités subtils et érudits sur la juridiction ecclésiastique. Dante tient à dédain ces soins insensés de ces contemporains. Il secoue la poussière des grimoires, s'évade du labyrinthe des procédures, et monte d'un coup d'aile.

Trop nombreux sont les hommes de pensée qui, aujourd'hui comme alors, ont perdu cette capacité de survol. Notre esprit analytique et nos dispositions intellectualistes nous ont fait perdre le goût et le pouvoir des

synthèses qui engagent tout l'homme. Les monographies stérilisantes, la littérature des partis et des cénacles ont pris la place d'œuvres politiques dignes de ce nom où l'homme dit, à l'occasion de la chose publique, l'idée qu'il prend de lui-même et de son destin. Il sied que nos ministres et nos maîtres à penser politiques relisent Dante.

Ils apercevront sans doute que depuis le *De Monarchia*, la notion de l'espèce implique toujours le même devoir moral, mais qu'il est devenu singulièrement plus précis et plus pressant dans le plan des réalisations politiques. Dante parlait de l'espèce sans apercevoir aussi clairement et distinctement que nous la diversité des éléments qui la forment, sans sentir aussi tragiquement que nous, à l'occasion de besognes administratives et politiques, les concurrences innombrables et les conflits aigus qu'elle embrasse. Il avait dans l'esprit une politique du monde et il ne voyait dans l'orbite des réalisations immédiates qu'un petit coin de la terre. Il se battait avec des concepts : nous, nous sommes pris dans la sarabande des peuples d'Europe, nous avons franchi les océans, mis au contact les races. Le capitalisme et le colonialisme ont tissé leur réseau de communications universelles. L'avion et la télégraphie sans fil rapprochent les Européens au moment où ils perdent le sens de leur communauté et tous les habitants de la planète qui combattent au nom de la race et de la nation dans un tourbillon mondial où seul résiste l'universalisme religieux.

Le politicien doit articuler, manœuvrer, organiser, administrer des masses immenses que le théologien embrassait sans effort dans un même concept et que l'homme de religion se proposait de conquérir par l'esprit. Dante, en donnant un sens à la fois transcendant et réaliste à l'Empire universel distinct de l'Église œcuménique, pressent et préfigure sans en soupçonner, même

de loin, la complexité, la *Weltpolitik* qu'impose progressivement l'histoire de l'humanité.

Oubli des intermédiaires

Il a sauté bravement par-dessus les intermédiaires et, avant tout, par-dessus la nation.

La commune, la Cité, était la seule réalité politique qui s'offrait à ses yeux. Du patriotisme de la commune au patriotisme de l'Espèce, de la Cité à l'Empire, sa vision métaphysique l'entraîne en lui faisant brûler tout l'entre-deux. Dans sa fièvre lyrique, il survole les moyens termes. Au-delà de la Cité, il aperçoit tout au plus, vaguement, les peuples comme ensembles ethniques et sociaux. Son flair moral, son instinct sublime des réalités spirituelles lui fait soupçonner une *personnalité* historique et morale qui se nommera bien plus tard Italie. Cette ébauche d'un être péninsulaire s'éveille à la voix des ancêtres, se construit autour de l'axe d'une mission civilisatrice, est voué à des contours plus fermes et à une vie plus intense par l'idée de l'autorité nécessaire, de la fonction essentielle du commandement, de l'*irrepugnabile ufficio di commandare* qui nous semble, à nous qui sommes en aval, comme une sorte d'investiture préalable donnée à Cavour et à Mussolini. Mais nous savons bien qu'en imaginant cette filiation, nous enrichissons Dante sans toutefois le trahir, nous cédons à ce travail de transfiguration de sa pensée dans une lumière nationale qui a été très consciemment entrepris en Italie dès l'aube du XVIIIe siècle, et qui se prolonge jusqu'à nos jours après le zénith de 1865.

Si Dante a présenté l'Italie, c'est comme personnalité morale et historique. Il ne la conçut jamais comme un ensemble soumis aux mêmes lois, doté des mêmes institutions, exprimé par un seul et même État, comme une

individualité politique achevée et dressée contre un ou plusieurs ennemis extérieurs. Eût-il atteint à cette vue concrète de l'événement, il l'eût probablement jugé avec sévérité, avec la sévérité qu'il montrait à l'endroit des aspirations nationales du XIVe siècle français. La nation est une forme de séparatisme à l'intérieur d'un Empire. L'État national, la souveraineté nationale, échappent à Dante qui rapproche avec un vigoureux dédain du concret la Commune et l'Empire. Si, en quelques passages de son œuvre, il semble confondre État et nation, c'est parce qu'il ne distingue pas les concepts, et non pas parce qu'il souhaite la fusion supérieure de l'appareil politique et de la réalité nationale que le fascisme s'assigne aujourd'hui comme but.

Les États nationaux sont nés, se sont développés et s'affirment avec la netteté de contours et la sorte de durcissement qui caractérise les organismes adultes. Nous avons la certitude que le travail du XVIe siècle et des siècles suivants ne se défera pas et que l'Europe ne retournera pas à l'état de nébuleuse. Nous ne pouvons plus laisser planer au-dessus d'une poussière politique l'idée vague de l'Empire. La leçon d'universalisme dantesque reste, là encore, impérieuse. L'aspiration à l'unité qu'elle renferme, nous l'accueillons avec toute la force de nos espérances et de nos vouloirs coalisés. Mais l'histoire a mis au jour les obstacles réels qu'elle incite à franchir. L'ère des batailles de communes est close et s'est ouverte celle des conflagrations de nations.

IMPERO ET REICH

Aussi un sens nouveau pourrait-il, trop facilement, être donné à quelques affirmations de Dante. Le danger inclus dans sa formule de l'Empire s'est explicité après le tra-

vail de coagulation nationale qui s'est fait en Europe. Le *Dux* dont parle Dante apportera la paix, l'unité, le pardon. Il demeure un personnage spirituel et messianique, qui, possédant tout, ne peut, par définition, rien convoiter, et dont la puissance trouve, dans sa perfection même, ses propres limites. Il n'empêche que Dante, qui veut découvrir dans l'*Imperium Romanum* une image de l'Empire universel, le justifie et le divinise par des arguments qui peuvent servir d'armes à tous les impérialismes.

L'Empire romain, énonce-t-il, est légitime par droit de nature et par prédestination divine. Cette entreprise de cupidité et de forces est épurée et poétisée. Elle est présentée comme voulue de Dieu et nécessaire à l'avènement du Christ et à la rédemption de l'humanité. Les moyens employés par un peuple saint — *popolo santo* — parce qu'il coopère à l'œuvre divine sont toujours justifiés, quelque dose de violence transitoire qu'ils contiennent. L'histoire est tout près de devenir un vaste jugement de Dieu qui, par le signe de la force et du triomphe, marquera le peuple élu.

Cette « romanité chrétienne » est symétrique du « germanisme de droit divin ». Les deux doctrines usent de la même dialectique. Toutes deux amalgament au service d'un peuple une tradition populaire et une tradition chrétienne qui sont déjà rapprochées dans la conscience d'un groupe d'hommes. Le théologien hitlérien Wilhelm Stapel ne procède pas autrement — au génie près — que l'auteur du *De Monarchia*. Lorsque écrivait Dante, l'Empire romain, les qualités romaines avaient leur légende. L'épopée impériale apparaissait si intimement unie à la grande aventure chrétienne qu'il fallait peu d'effort pour énoncer que Dieu n'avait voulu la première que pour préparer la seconde. Quand des mystiques allemands entreprennent de fonder le droit divin du Reich germa-

nique, ils ont un peu plus à faire. Ils n'ont pas le secours d'une conjonction directe. Qu'importe! Ils se référeront au Saint-Empire romain germanique, continuateur de la Rome antique (cela, Dante aussi l'admet et le démontre grâce à un escamotage dialectique) et, utilisant les traditions populaires sur le germain noble, pur, courageux et désintéressé, tireront de ce tableau idéal la preuve que Dieu, en comblant ce peuple de vertus, l'a clairement désigné pour la domination du monde.

La formule de l'Empire, dont les modernes ont observé les effets en Europe et hors d'Europe, semble inoffensive à ceux-là seulement qui en tirent ou espèrent en tirer avantage (1). Il est donc difficile si l'on s'inspire d'un principe éthique, à plus forte raison si l'on accepte l'universalisme chrétien de Dante de ne pas avoir la plus grande méfiance à l'égard de cette formule.

L'histoire a montré aussi bien que la domination d'un seul peuple en Europe n'est guère possible, précisément parce que de grandes nations se sont fortement constituées, qui, par alliance ou même prises isolément, peuvent s'opposer efficacement à la domination durable de l'une d'entre elles.

Chez Dante, l'Empire est spiritualisé, allégé des menaces de domination unilatérale que sa réalisation comporterait : il flotte entre ciel et terre. Que serait cet Empire s'il devait prendre forme et figure juridique? Un État fédéral doté d'un pouvoir central? Une Confédération d'États dont les membres resteraient souverains, tout en

(1) Cf. Julien Benda. Discours à la Nation européenne, qui montre bien que les essais d'unification de l'Europe selon une formule impériale étaient destinés à servir les intérêts d'une nation. Quelques exemples économiques : Le premier Empire français a tout fait pour désavantager l'industrie textile du nord de l'Italie. L'Angleterre a ruiné systématiquement l'industrie textile aux Indes.

acceptant une discipline commune? Les commentateurs ont trouvé des allusions à l'appui de l'une et de l'autre interprétations. Le vrai est que Dante n'a jamais eu souci de descendre à la traduction précise, concrète, immédiatement réalisable de son système. L'*Impero* exprime l'aspiration de la communauté humaine à la paix dans l'ordre et par l'autorité. Quel ordre? Quelle autorité? Dante se décharge du soin de découvrir ou de guider les cheminements sinueux de l'histoire en faisant surgir l'homme providentiel, le *Dux*, *il Veltro* qui réalisera sur terre les desseins de Dieu. Utopie, sans doute. Maints modernes auraient pourtant mauvaise grâce d'y insister trop. L'auteur de la *Divine Comédie*, plein de pessimisme chrétien, espère que la providence octroiera aux hommes mauvais un rédempteur politique. Combien de sectateurs naïfs de l'idéologie wilsonienne ont pensé que la diffusion inévitable de l'idéal et des institutions démocratiques *suffirait* à accomplir la rédemption politique des nations et à sceller leur collaboration pacifique!

Organisation et utopie

Les hommes d'aujourd'hui ont la même aspiration universaliste, la même nostalgie d'unité spirituelle et d'organisation pacifique que le lyrique du *De Monarchia* a superbement exprimées, et qui sont un des trésors les plus inaliénables de l'humanité. Toutefois, instruits par l'histoire, ils veulent se cogner à la réalité la plus prochaine, la plus matérielle, la plus triviale, pour en avoir raison. Ils comprennent les obstacles et les résistances que l'égoïsme et l'inertie accumulent sur le chemin de ceux qui se mettent en marche avec ces mots d'ordre souverains : Espèce, Unité, Paix, Amour. Ils savent qu'il leur faut, pour charger ces concepts de *réalité*, des cerveaux d'ingénieurs, des

muscles d'ouvriers, mais aussi un sain et bienfaisant fanatisme de poètes. Ils trouveront à alimenter ce fanatisme dans l'œuvre des grands visionnaires qui se préoccupent de reconstruire le monde plus que d'en comprendre l'actualité historique.

La leçon de Dante reste valable aujourd'hui, parce qu'elle est la protestation d'une conscience morale.

Pour une autre raison encore elle est d'une brûlante actualité. Dante relègue dans le vestibule de l'Enfer la foule immense et anonyme des malheureux qui n'osèrent ni le mal, ni le bien, qui observèrent les règles de la raison, mais par peur de les violer, qui sont passés sans honneur et sans gloire, qui eurent les apparences de la vie sans être jamais vivants — *mai non furon vivi* — dont le seul mobile d'action fut la terreur constante de décider et de risquer. Ne sont-ils pas, ces pauvres hères, tout semblables aux « bourgeois » de toutes classes et de toutes nations que notre civilisation au ras du sol a produits, aux « tièdes » et aux « bien pensants » confortablement installés dans des préjugés douillets et dont le style de vie paraît être : « Je ne fais pas le *mal* que j'aime et je fais le *bien* que je hais »? N'est-ce pas ces « bourgeois » que Dante a, par avance, jugés indignes de la miséricorde autant que la justice, et fait vomir à la fois par le Ciel et par l'Enfer?

Au-delà des contingences historiques, le lyrique de la *Divine Comédie* et du *De Monarchia* célèbre le sens et les ressorts des grandes politiques humaines; l'adhésion passionnée des consciences à un Absolu et la moralité du Vouloir.

Rome, 30 octobre 1935.

François Perroux,
Professeur à la Faculté de Droit
de l'Université de Lyon.

NOTES ET RÉFLEXIONS

L'attelage et le gouvernail

Lorsqu'on veut évoquer une époque de régression, d'obscurantisme, voire de barbarie, il est d'usage courant de parler du Moyen-Age. La « nuit » du Moyen-Age est devenue une sorte de cliché verbal que l'on emploie sans réflexion, et sans se rendre compte qu'il ne correspond à rien de réel, que notre ignorance.

En vérité le Moyen-Age, qui nous a légué le roman et le gothique, les deux expressions architecturales les plus émouvantes qu'aient créées l'homme, a été une des époques les plus fécondes en invention que l'humanité ait connues, inventions souvent modestes en apparence, mais qui ont cependant transformé la vie économique et familiale.

En voici l'inventaire chronologique :

IXe siècle : Le harnachement moderne de selle, avec la selle, les étriers, le mors de bride et la ferrure à clous.

Xe siècle : Le système moderne d'attelage des animaux, avec le collier d'épaules, les traits, le dispositif en file.

XIe siècle : Le bouton.

XIIe siècle : Le moulin à eau. Le moulin à vent. La scierie mécanique. La forge à martinet. Le soufflet à plaques et soupapes. La croisée d'ogives. Le vitrail et la vitre. La cheminée domestique. La chandelle et le cierge. Le pavage des routes. La brouette.

XIIIe siècle : Les lunettes. La charrue à roues et versoir. Le gouvernail d'étambot.

XIVe siècle : L'écluse à sas. La poudre à canon. L'horloge à poids. Le rabot.

XVe siècle : La polyphonie vocale. L'imprimerie.

Je n'insisterai pas sur la révolution qu'entraîna la découverte de l'imprimerie, ni sur l'importance de celles qui se rapportent à l'art architectural ou vocal. Je ne ferai que

signaler combien, parmi ces inventions, les plus humbles ont modifié en les améliorant les conditions de vie que nous avait léguées l'antiquité.

Le bouton permet la confection de vêtements ajustés et pratiques pour le travail manuel. La vitre, la chandelle et la cheminée adossée rendent les intérieurs plus confortables, favorisent la vie de famille et les causeries de la veillée; la scierie mécanique et le rabot permettent de garnir la maison d'un mobilier plus fini; la forge à martinet et le soufflet à plaques et à soupapes donnent la possibilité d'un emploi plus commun des objets de métal; le pavage des routes, l'écluse à sas rendent plus aisées les communications et les transports par terre et par eau. Mais plus intéressantes encore, en raison des répercussions extraordinaires qu'elles ont eues, sont les inventions d'un mode d'attelage permettant l'utilisation rationnelle de la force motrice animale — et du gouvernail d'étambot.



Par un document rédigé sous Théodose II, fils d'Arcadius, et publié en 438 à Byzance, nous connaissons la limite extrême du chargement qui était admise, à cette époque, pour chaque classe de voitures. Ce *De cursu publico* n'est pas autre chose que le règlement des messageries et des postes impériales. Voici les chiffres officiels que l'on y relève pour les différents véhicules :

Birota	66	kilogs
Vereda	99	—
Currus	198	—
Rheda, vehiculum, carpentum	330	—
Angaria, clabula	492	—

Ainsi, au Ve siècle de notre ère, le véhicule le plus puissant de l'antiquité ne pouvait transporter plus d'une demi-tonne. Un texte de l'empereur Julien est non moins significatif. Dans son deuxième discours à l'empereur Constance, au milieu du IVe siècle de notre ère, faisant allusion aux éléphants de guerre en usage dans l'armée parthe, il note que chaque animal portait la charge de nombreuses voitures.

Or, la charge maxima d'un éléphant de grande taille est de 1200 kilos.

Le commandant Lefebvre des Noëttes a eu l'idée de rechercher la raison de cette incapacité des Anciens à transporter de plus lourdes charges par le charroi. Il l'a trouvée dans le mode d'attelage du cheval dans l'antiquité. L'attelage antique se composait normalement de deux chevaux de front sous le joug. Le harnachement comprenait, outre le joug, un collier, une sangle et un timon. Le collier était une bande de cuir souple qui cravatait la gorge de l'animal, à l'endroit même où la trachée passe directement sous la peau. Il était lié au joug au-dessus du garrot. La sangle était également une bande de cuir qui ceinturait la poitrine et se rattachait au joug au même point que le collier. Le timon était une longue barre de bois élastique qui reliait le joug à l'essieu sous la caisse du char.

Sitôt l'animal en action, le collier plaquant sur la gorge gênait sa respiration, surtout s'il baissait la tête, car dans cette position les muscles du cou détendus ne protègent pas la trachée par leur contraction. Aussi l'animal redressait-il instinctivement l'encolure pour assurer cette protection; il prenait ainsi l'attitude caractéristique du cheval de trait sur les documents figurés antiques, attitude qui est la plus défectueuse pour que l'effort de traction ait son maximum d'effet.

Ajoutons que la ferrure à clous n'a jamais existé dans l'antiquité. Autre infériorité grave, puisque la ferrure, protégeant le sabot contre l'usure, permet à l'animal de s'agripper plus fortement sur le sol pour donner son maximum d'effort. Enfin, l'antiquité n'a jamais su atteler les animaux en file, ce qui d'ailleurs eût été inopérant étant donné le système de harnachement utilisé.

Pour en mieux saisir les imperfections, il est bon d'opposer le système moderne au système antique. Ce système comprend le collier d'épaules, à armature rigide, qui prend son appui sur la base osseuse des omoplates et capte ainsi toute la force de l'animal par l'intermédiaire des traits; le dispositif en file, au moyen duquel on totalise les efforts d'un nombre indéterminé d'animaux; enfin la ferrure à clous.

Le commandant Lefebvre des Noëttes à tenu à soumettre à l'expérience les faits que l'observation lui avait révélés. En 1910, à la Compagnie des Petites-voitures, il a harnaché à l'antique des chevaux et constaté que le collier de gorge gêne la respiration de l'animal sitôt qu'il entre en action, l'oblige à relever l'encolure, comme sur les documents antiques, et impose pour le chargement la limite extrême de cinq cents kilos fixés par le *De cursu publico.*

Les Anciens se rendaient si bien compte des défauts de leur mode d'attelage qu'ils ont fait des tentatives pour obtenir une utilisation meilleure de leurs animaux de trait. Tentatives infructueuses et combien étranges! Devant leur impuissance à résoudre le problème, ils n'ont eu d'autres ressources que l'emploi de la main-d'œuvre humaine. Et voilà pourquoi l'esclavage a été partout dans l'antiquité une véritable nécessité sociale.



A quelle époque apparaît le harnachement moderne? Le plus ancien document figuré connu date du début du Xe siècle; il se trouve dans les peintures du manuscrit latin 8085 de la Bibliothèque Nationale, probablement d'origine française. Les dessins sont grossiers, mais la présence insolite des traits, fixés latéralement au collier, suffit pour indiquer nettement la transformation survenue. Du XIe siècle, nous n'avons également que quelques représentations. Mais le nouveau système se répandait, car au XIIe siècle le harnachement moderne devient la règle. A la même époque, nous voyons apparaître la bricole sur un document d'origine anglaise.

Le surcroît de puissance de l'attelage se traduit alors par une forte augmentation de la taille des voitures et du poids de leur chargement — tel le lourd chariot, chargé de seize hommes, du manuscrit de Herrade de Landsberg. En outre, les artistes commencent à bien indiquer l'attitude du cheval de trait : penchant la tête en avant, il pèse de tout son poids sur le collier d'épaules. Au XIVe siècle apparaît l'attelage en

file. La ferrure enfin fait son apparition à partir de Charlemagne. Le plus ancien texte connu où elle soit mentionnée est le *Strategicon* de l'empereur Léon le Philosophe, écrit vers 900. Les premiers documents figurés sont deux peintures d'un manuscrit latin du IXe siècle, où, sur les sabots du cheval, les clous rabattus sont représentés par de petits traits parallèles, et une peinture de manuscrit grec de même époque, où les clous rivés sont figurés par des points sur le sabot antérieur droit. C'est également au IXe siècle que remontent les fers ondulés trouvés au dépôt du lac de Paladru conservés au Musée de Grenoble.

Au XIIIe siècle, enfin, nous voyons se substituer au système romain de construction des routes, un système entièrement différent. La voie romaine était en somme une muraille massive enfouie dans le sol jusqu'au niveau de son chemin de ronde. Elle comprenait une fondation formée par une couche de pierres plates sur laquelle on établissait un bloc de béton fait de matériaux dont le volume allait en diminuant de la base au sommet, et un revêtement maçonné, composé de dalles rectangulaires ou polygonales, disposées en dos d'âne et liées entre elles au ciment. L'épaisseur de l'ensemble dépassait souvent un mètre. A cet ensemble massif et rigide, le Moyen-Age substitue la chaussée de faible épaisseur et plastique. Cette chaussée se composait d'une couche de sable recouverte de pavés cubiques jointifs, disposés en dos d'âne. Par ses qualités de plasticité et par la substitution du pavé à la dalle, elle facilitait l'utilisation de l'animal de trait dont les sabots ferrés trouvaient un point d'appui plus élastique et moins glissant pour les efforts de traction.

C'est donc au IXe siècle seulement que l'homme entre en possession de la force motrice animale qui s'était toujours refusée aux Anciens; c'est entre le Xe et le XIIIe siècle que se répand le nouveau système d'attelage; c'est au XIIe siècle que la route moderne prend naissance. Or c'est au cours de cette période, où l'Europe occidentale, en pleine fièvre constructive, a plus besoin que jamais de puissants moyens de transport, que nous voyons mourir l'esclavage. L'histoire a

enregistré ce fait capital sans jamais l'expliquer autrement que par des facteurs moraux, mais n'est-il pas évident que ces facteurs moraux n'ont jamais eu plus de force qu'au moment où le christianisme a conquis le monde? Or le christianisme, non seulement s'était révélé impuissant à débarrasser le monde nouveau de cette tare abominable, mais il avait dû l'accepter comme une nécessité. C'est ainsi que saint Paul écrit : « L'esclave doit obéir à son maître avec crainte et tremblement comme au Christ. » Saint Jean Chrysostome : « L'esclave doit se résigner à son sort, et en obéissant à son maître, il obéit à Dieu. » Saint Augustin : « L'esclave peut être vendu, enchaîné, fouetté, nul homme n'est en droit maître de son semblable, mais Dieu a introduit l'esclavage dans le monde comme peine du péché, ce serait donc s'élever contre la volonté de Dieu de le faire disparaître. »

Ce qu'une religion de bonté et d'égalité n'avait pu exiger parce qu'elle se trouvait en présence d'une nécessité sociale du fait que l'animal ne pouvait être substitué à l'homme pour les gros transports, un artisan anonyme du Xe siècle le réalisa en inventant le collier d'épaules et en donnant à l'humanité la possibilité d'utiliser au maximum la force motrice animale.

N'est-il pas vrai qu'une grande leçon se dégage de cette découverte technique, insignifiante en apparence, qui transforme sans révolution les conditions de vie de l'humanité.



De tels faits sont-ils exceptionnels? Mais en voici un autre exemple, que nous devons également au commandant Lefebvre des Noëttes.

Lorsqu'on lit les anciens auteurs grecs ou latins, on ne peut qu'être frappé du faible tonnage des bateaux de l'antiquité et des conditions précaires de la navigation. Les navires marchands, obligés de décharger leurs marchandises à l'embouchure du Tibre, n'avaient pas plus de quatre-vingts tonnes de chargement; et le tonnage des plus grands navires

de commerce antiques atteignait au triple de ce chiffre. Pompée, ayant reçu de Sylla l'ordre de passer de Sicile en Afrique pour y combattre Domitien, embarque six légions sur huit cents navires, soit quarante-cinq hommes environ par navire; et, d'après Polybe, neuf mille hommes sont embarqués sur cent soixante quinquérèmes, soit cinquante-six hommes environ par navire. La navigation était d'une extrême prudence. On naviguait près de la côte, la ralliant chaque soir pour y camper, et, si l'on pouvait, dans la journée pour y préparer les repas, car on ne faisait pas de cuisine à bord; les trirèmes n'avaient, en général, que trois jours de vivres. Une flotte qui tenait le blocus d'une ville avait presque toujours son camp sur le rivage, où l'on tirait les bateaux à sec entre deux combats. Sauf urgence, on ne naviguait pas la nuit, ni pendant l'hiver. La propulsion se faisait surtout à la rame, et il est probable qu'on ne savait guère utiliser que les vents soufflant dans le sens de la marche; on ignorait « le louvoyage ». En réalité, la navigation de l'antiquité ne paraît pas avoir dépassé le stade du cabotage. Les grands périples vantés par les Anciens, lorsqu'on les étudie de près, n'avaient fait que suivre les côtes dans les conditions indiquées. Chargé de flanquer sur sa gauche la grande armée d'Alexandre pendant sa retraite des Indes sur la Mésopotamie, Néarque n'opère pas autrement. Il longe le littoral pendant cinq mois, à raison de 12 kilomètres par jour. Pendant cette interminable randonnée, la faible capacité de ses navires l'oblige à se ravitailler tous les huit jours, et sa flotte arrive épuisée au fond du golfe Persique.

Or, le commandant Lefebvre des Noëttes a montré que le faible tonnage des bateaux et l'insécurité de la navigation étaient conditionnés par le fait que l'antiquité n'a jamais connu d'autre instrument de gouverne que la rame-gouvernail. Fixé au bordage par une estrope et manœuvré par un seul timonier, cet engin suffisait pour les embarcations légères, mais à mesure que l'on augmentait les dimensions du navire son efficacité diminuait, pour se réduire à rien au-delà d'un certain tonnage. La pratique du louvoyage, qui permet d'avancer même avec vent contraire, était impossi-

ble, car la rame-gouvernail était insuffisante pour appuyer la manœuvre.

L'antiquité tenta de parer à ces inconvénients en multipliant les rames de gouverne. On en mit deux, quatre, six et peut-être jusqu'à dix en Égypte, on les bloqua pour la marche directe à des montants de bois, ou bien sur des haubans, on leur adjoignit des manettes, on perfora la coque pour leur donner passage. Tentatives inutiles. Mal assujetti, vacillant, fragile, exposé ainsi que le timonier au choc direct des vagues — l'appareil ne pouvait avoir qu'une action débile et précaire.

Il est curieux que l'art de la navigation, — certainement une des plus anciennes acquisitions de l'humanité —, soit resté stationnaire pendant tant de siècles.

En effet, c'est vers le XIII[e] siècle seulement que l'on vit apparaître, en Occident, le gouvernail axial d'étambot, qui devait éveiller le monde naval de sa torpeur cinq fois millénaire et ouvrir l'ère de la grande navigation à voiles.

Fixé solidement dans l'axe du navire, sur l'étambot, à l'aide de charnières en acier; soustrait, parce qu'immergé, à l'agitation de surface; d'une taille en rapport avec celle du navire; aisément maniable à l'aide de la barre ou de la roue de gouverne quel que soit le tonnage; d'une précision égale enfin à sa puissance, — le nouvel engin possédait toutes les qualités qui manquaient au gouvernail-rame.

Les plus anciennes représentations en ont été rencontrées jusqu'ici dans un manuscrit français de 1242 (Commentaire de l'Apocalypse), et sur des sceaux de Wismar, 1256, et d'Ipswich, XIII[e] siècle.

A dater de son invention, la marine prend son essor en Occident, dans les ports qui s'échelonnent entre Dantzig et Marseille. En deux siècles, elle fait plus de progrès que dans les cinq millénaires antérieurs; le tonnage s'accroît régulièrement, la voile prend le pas sur la rame, substituant, comme le collier d'épaules l'a fait vis-à-vis de la force motrice animale, l'utilisation du vent à celle de la main-d'œuvre humaine; le timonier apprend à manœuvrer contre le vent en tirant des bordées; le vaisseau hauturier apparaît

enfin, assurant à l'homme la maîtrise des mers et lui permettant la découverte et la conquête du monde. C'est la mise en commun de toutes les ressources de l'univers, puis, pour employer les heureuses expressions de Paul Valéry, « la reconnaissance totale du champ de la vie humaine étant accomplie, à cette période de prospection succède une période de relation, et c'est le temps du monde fini qui commence ». Puisque je cite ce grand maître, je ne pourrai mieux faire pour terminer que de vous rappeler, en les adaptant à mon sujet, ces quelques lignes consacrées à la critique de l'histoire dans l'*Idée fixe*, qui me paraissent exprimer le sens profond de mon exposé :

« L'histoire ne s'occupe pas des hommes. L'histoire des livres, l'histoire qu'on enseigne ne s'occupe guère que des événements officiels. Elle est surtout un album d'images et parfois une spéculation sur les entités... La découverte du collier d'épaules et du gouvernail d'étambot est un fait un peu plus important que le traité d'Utrecht, et les artisans anonymes qui l'ont faite ont eu plus de conséquences pour l'humanité que tous les plénipotentiaires. »

Dr Rivet.

BIBLIOGRAPHIE

Revue de l'Art ancien et moderne, 10 octobre 1909, pp. 286-294 : « Verrocchio et l'anatomie du cheval de Colleone ».

Bulletin des Antiquaires de France, 1911, 2e trimestre, pp. 145-150 : « Histoire de l'attelage ».

Bulletin monumental, nos 3-4, pp. 214-241 : « La tapisserie de Bayeux datée par le harnachement des chevaux et l'équipement des cavaliers ».

Bulletin de la Société Nationale des Antiquaires de France, 1912, 3e trimestre, pp. 342-346 : « Plan d'une histoire de la conquête du cheval ».

Ibid., 1913, 2e trimestre, pp. 177-178 : « Date des ferrures à clous de la Saalbourg et d'Aguilar ».

Ibid., 1914, 2e trimestre, pp. 166-169 : « Date d'un pion d'échec espagnol, et d'un ivoire byzantin, du musée du Louvre ».

Ibid., 1914, 3e trimestre, p. 220 : « Impossibilité d'utiliser les chevaux pour le labour chez les anciens, en raison de l'attelage ».

Revue de l'Art ancien et moderne, 10 avril 1917, pp. 308-316 : « Le mausolée des maréchaux d'Albigeois à Notre-Dame de la Roche ».

Bulletin de la Société Nationale des Antiquaires de France, 1921, 1[er] trimestre, p. 95 : « Le trait unique chez les Grecs ».

Ibid., 1922, 2[e] trimestre, pp. 203-206 : « Sur les attelages de Chersiphron et de Paconnis ».

Ibid., 1922, 2[e] et 4[e] trimestre, pp. 265-267 : « Entraves au développement des forces motrices mécaniques dans l'antiquité ».

Ibid., 1924, 3[e] et 4[e] trimestre, pp. 253-261 : « La voie romaine et la route moderne ».

Aréthuse, juillet 1924, fasc. 4 : « L'étrier sur deux plats sassanides du musée de l'Ermitage ».

Larousse mensuel, avril 1925 : La voie romaine et la route moderne ».

Revue archéologique, avril-juin 1925, pp. 326-330 : « Le chauffage domestique dans l'antiquité ».

Larousse mensuel, juillet 1925 : « Le pion d'échec de Charlemagne ».

Ibid., septembre 1925 : « La représentation du galop à travers les âges ».

Ibid., janvier : « L'étrier à travers les âges ».

L'Anthropologie, 20 avril 1926 : « Communication faite à l'Institut Français d'anthropologie sur la force motrice à travers les âges et la question de l'esclavage ».

Bulletin de la Société Nationale des Antiquaires de France, 1926, 2[e] trimestre, pp. 117-122 : « Les Intailles d'Evans » ; p. 166 : « Remarques sur l'emploi du bœuf d'après les *Géorgiques* ».

Association pour l'avancement des sciences. Conférence faite le 22 décembre 1926 sur la « Conquête de la Force motrice animale et la question de l'esclavage ».

Larousse mensuel, mars 1927 : « La tapisserie de Bayeux ».

Bulletin de la Société Nationale des Antiquaires de France, 1927, 2[e], 3[e] et 4[e] trimestre, p. 230 : « La stèle de Tipasa ».

Bulletin de la Société Française de Pédagogie, décembre 1928, pp. 41-42 : « La force motrice animale et l'évolution sociale à travers les âges ».

Gazette des Beaux-Arts, février 1929, pp. 96 à 102 : « Deux réponses à un article de MM. Kinsley et Soomis : Examens techniques et archéologiques des cavaliers de la porte della Peschiera à la cathédrale de Modène ».

Mercure de France, 1[er] mai 1930, pp 612-621 : « Une erreur archéologique, la station romaine de la Saalbourg ».

Aréthuse, 1930, 3[e] trimestre : « Les représentations modernes de l'attelage antique ».

Mélanges Charles-Diehl, 1[er] vol., pp. 183-190 : « Le système d'attelage du cheval et du bœuf à Byzance, et les conséquences de son emploi ».

Mercure de France, 1[er] mai 1932, pp. 572-579 : « La nuit du Moyen-Age et son inventaire ».

La Force motrice animale à travers les âges, 1 vol. Berger-Levrault, Paris, 1924 ; *épuisé*.

L'attelage, le cheval de selle à travers les âges, Contribution à l'histoire de l'esclavage, 2 vol. A. Picard, Paris, 1931.

De la Marine antique à la Marine moderne. La révolution du gouvernail, 1 vol. Masson et C[ie], Paris, 1935.

Une histoire de la bourgeoisie française

L'histoire sociale de la France se trouve renouvelée à l'heure actuelle par des travaux importants. Après les études de M. Marc Bloch et de M. Roupnel sur l'histoire rurale, nous avons vu paraître un remarquable travail de M. Joseph Aynard sur la bourgeoisie (1). La tentative est audacieuse, mais le résultat est fort encourageant et nous voulons espérer que l'auteur poursuivra ses travaux, comme il semble en avoir l'intention; nous souhaitons aussi que d'autres historiens découvrent à leur tour la nouveauté de telles études, car ce sujet, classique en apparence, se trouve en fait à peu près ignoré.

Définir une classe sociale aussi complexe que la bourgeoisie française est une entreprise malaisée. Aussi bien l'auteur se refuse-t-il à prendre pour point de départ une théorie quelconque : « Les définitions sont dangereuses au début d'une étude » (p. 11). Nous ne trouverons donc une définition de la bourgeoisie qu'en suivant l'auteur pas à pas, en étudiant les motifs par lesquels il justifie ses retouches successives, en apprenant à reconnaître avec lui l'originalité de chaque siècle de notre histoire. Dès le début nous voici tout à fait rassurés, si le titre du livre avait pu sembler d'abord un peu ambitieux : nous n'avons rien ici qui ressemble à ces exposés pleins de vagues généralités qui ne tiennent compte ni des temps ni des lieux; au contraire, le livre de M. Joseph Aynard est tout en nuances, il révèle à chaque page une réflexion attentive sur les faits qu'il s'agit d'inter-

(1) Joseph Aynard, *La Bourgeoise française* (Bibliothèque du Musée Social, Paris, Perrin, 1934. 517 pp.).

prêter et une recherche scrupuleuse de l'exactitude dans l'expression.

L'auteur a si bien vu l'immensité du sujet que de propos délibéré il a laissé de côté (du moins pour ce volume) tout ce qui concerne la Révolution française et le XIXe siècle. Ce livre nous apporte donc seulement une histoire de la bourgeoisie française depuis ses origines jusqu'à la veille de la Révolution. Un tel essai de synthèse, solide et sans vaine rhétorique, mérite d'être lu par quiconque s'intéresse à la formation historique de la France. Nous ajouterons que le livre sera consulté avec fruit, par les historiens de métier, comme un de ces « manuels d'orientation » (si l'on peut ainsi s'exprimer) qui donnent une bonne mise au point pour le présent et suggèrent pour l'avenir les nouvelles recherches à entreprendre. M. Joseph Aynard n'a rien négligé pour s'informer, il connaît fort bien la littérature historique la plus récente et les controverses auxquelles a donné lieu maint problème d'histoire économique et sociale ; il sait lire dans les textes littéraires ce qu'ils nous apprennent sur la société de leur temps et n'oublie pas l'histoire de l'art ; il connaît l'histoire financière et monétaire, indispensable à l'étude de la classe sociale qui l'intéresse (1). De tels avantages sont rarement réunis chez le même écrivain.



Il serait présomptueux de prétendre faire un choix dans un livre qui conserve d'un bout à l'autre une si solide valeur historique. Nous ne voulons donc pas signaler ici quelques pages, entre toutes les autres, comme méritant d'être lues avec plus d'attention : toutes le méritent. Mais

(1) Un détail cependant : M. Aynard parle de « ducats » de Florence (p. 67), il faut sans doute lire « florins » ; que l'auteur nous pardonne cette chicane et nous excuse de devenir scrupuleux à son exemple.

nous signalerons simplement quelques exemples des problèmes si heureusement exposés par M. Aynard.

D'abord, une étude très nuancée des origines de la classe bourgeoise en France. L'auteur montre l'erreur des historiens du XIXe siècle qui ont confondu bourgeoisie et Tiers-État. Ils ont cru raconter les luttes du Tiers-État contre les privilégiés, sans se rendre compte que la bourgeoisie représentait elle-même une classe de privilégiés à l'intérieur du Tiers-État. La bourgeoisie est sortie du peuple, elle s'en est séparée. Voilà le problème posé dans ses termes véritables. La tâche délicate est de chercher comment s'est formée cette classe nouvelle. C'est l'occasion pour l'auteur de rappeler qu'il existait des groupes sociaux analogues dans le monde antique (que pouvait être Horace, sinon un « bourgeois » romain?), mais que nous ne pouvons apercevoir aucune évolution continue entre ce monde romain et la bourgeoisie médiévale. Ne cherchons pas trop loin les origines : la renaissance du commerce et des villes, aux XIe et XIIe siècles, nous en donnera la clef. La bourgeoisie française s'est alors développée parallèlement au pouvoir royal. Les études sociales de M. Aynard conduiraient ici à la même conclusion que l'histoire politique de l'Europe : le XIIe siècle est le véritable début de l'histoire de France, une France réellement distincte se dégage alors du monde féodal.

Ce que devient cette bourgeoisie au cours du Moyen-Age, l'auteur nous le dit au cours de plusieurs chapitres pleins de détails suggestifs. On trouvera, p. 29 et 30, une remarquable explication de l'originalité de la bourgeoisie, affranchie de l'ancienne dépendance du domaine rural, se libérant aussi de l'attitude économique qui consiste pour chacun à n'assurer que son entretien : le bourgeois est celui qui gagne plus que ses moyens d'existence. On trouvera aussi des interprétations très intéressantes d'événements mal connus, et qui furent parfois commentés de façon bien arbitraire. Nous pensons en particulier aux pages pénétrantes écrites par M. Aynard sur Étienne Marcel (p. 103 et suivantes). « Étienne Marcel n'est ni un homme admirable, ni un traî-

tre. Il a essayé de servir la seule patrie qu'il connût, la ville de Paris, et la classe à laquelle il appartenait, la bourgeoisie riche et privilégiée. Tout s'éclaire si l'on voit en ces bourgeois moins des Français que des Parisiens » (p. 104). De précieuses indications nous sont aussi données sur la différenciation qui se marque de plus en plus à l'intérieur de la bourgeoisie pendant les crises de la guerre de Cent Ans : la bourgeoisie industrielle et commerçante se distingue d'une bourgeoisie de fonctionnaires et d'administrateurs.

Les guerres de religion offrent à M. Aynard l'occasion de mainte remarque curieuse. Nous voyons les bourgeois, souvent peu désireux de se mêler au peuple et de se salir en combattant dans la rue, très ardents malgré tout quand les guerres intérieures servent leurs passions de clocher. Beaucoup de faits cités par M. Aynard pour le XVIe siècle viendraient confirmer ce qu'a écrit, parlant du Moyen-Age dans son ensemble, l'historien belge Pirenne : « En général, ce qui détermine la politique urbaine, c'est le même égoïsme sacré qui inspirera plus tard celle des États (1). »

La vaste culture littéraire de M. Joseph Aynard explique peut-être en partie la place très étendue qu'il donne dans son livre aux XVIIe et XVIIIe siècles. Nous ne lui en ferons aucun reproche, car ici encore les problèmes sociaux se posent en grand nombre. Et nous trouverons en passant une véritable étude sur Colbert, puis l'auteur nous livre ses réflexions sur les philosophes du XVIIIe siècle et essaie de montrer (p. 372 par exemple) les contradictions de l'esprit bourgeois à la veille de la Révolution française.

Mais si la bourgeoisie a peine à s'orienter elle-même et à trouver un motif de véritable cohésion intérieure, elle a continué, au cours de ces siècles modernes, à se différencier toujours davantage des classes populaires. Les « arts mécaniques », sont méprisés, et dès le XVIIe siècle ce qui caractérise la bourgeoisie, « ce n'est pas la richesse, ce n'est

(1) *La civilisation occidentale au Moyen Age* (Hist. générale de Glotz. Moyen Age, t. VIII, p. 53-54).

pas l'éducation, c'est qu'elle ne touche pas à l'outil » p. 240).

Il suffit que nous indiquions ici ces quelques thèmes de réflexion. Qu'il s'agisse du Moyen-Age ou des temps modernes, nous apercevons à chaque pas que pour étudier l'histoire sociale et en saisir l'évolution il faut allier à la connaissance des faits économiques un sens psychologique très averti. Si l'on veut savoir comment s'accordent ces deux qualités chez un historien véritable, il faut lire le livre de M. Joseph Aynard.

François Henry.

QUELQUES LIVRES

La Franc-Maçonnerie et la Révolution Intellectuelle du XVIIIe siècle, par Bernard Fay (Éd. de Cluny)

« Ce siècle cristallin cache un mystère. Il vit se produire la plus brusque volte-face de l'esprit humain que l'on eût contemplée depuis l'établissement du christianisme; et bien que tout le monde alors, et depuis, ait pris l'habitude de tout comprendre, personne n'y comprend rien. » Bernard Faÿ avoue avoir été inspiré et guidé dans sa tâche par la passion de comprendre. Voyageur et chercheur, ses recherches dans des archives parfois lointaines l'ont amené à se heurter aux problèmes « tels qu'ils étaient quand le passé était encore présent, et n'avait point été mis en momie par les archivistes ». Il lui en est resté le sentiment très vif que la Franc-Maçonnerie était le facteur principal de la volte-face intellectuelle du XVIIIe siècle. Il s'est attaché à le comprendre « avec une extrême curiosité et une grande joie », dit-il. Voici le résultat de son travail.

Et d'abord, il y a plaisir à voir remettre en son plein jour l'efficacité de l'intelligence. Tant d'historiens, même sans avoir lu Marx, prétendent tout expliquer par les choses de la matière, et s'en tiennent à suivre de près les mouvements sociaux, sans se préoccuper des mouvements de l'esprit humain. Bernard Faÿ montre bien qu'il est impossible sans hypocrisie de sous-estimer le rôle de l'esprit, et il lui paraît d'abord utile de faire connaître les hommes qui ont donné le ton à l'époque qu'il étudie, et créé ses modes intellectuelles. Ainsi des grands seigneurs en révolte, — Antoine Hamilton, Boulainvillers, — des beaux esprits qui ont lancé en France la mode anglaise, — voir les chapitres sur l'Angleterre, Newton, le huguenot français Desaguliers, chef spirituel de la renaissance maçonnique, — puis tout ce tableau des « grandeurs et misères de la Franc-Maçonnerie ». L'historien de Franklin et de Washington était mieux placé qu'un autre pour démêler le rôle de la Maçonnerie dans les Révolutions qui ont suivi, d'Amérique et de France.

Ensuite la Maçonnerie française devait rompre avec le christianisme, ne pouvant, à sa grande déception, ni l'absorber, ni le faire dévier. Elle change alors ici de personnel et de méthode, tandis qu'en Angleterre, pour tenir tête à la France, elle devient conservatrice et formellement chrétienne. Partout c'est la mort de la Maçonnerie newtonnienne.

En quelques lignes, Bernard Faÿ résume les conclusions auxquelles il est arrivé : « Au XVIIIe siècle, la Franc-Maçonnerie est une institution aristocratique qui joue un rôle religieux, exerce une influence politique et répand la conception wigh anglaise dans tous les pays. Elle finit ainsi par devenir l'inspiratrice intellectuelle et l'organisatrice des révolutions de la fin du siècle. Elle se détourne de la littérature et des religions dogmatiques auxquelles elle substitue la foi dans la science, le progrès et les forces sociales. »

Il ne s'agissait pas de rien prouver. « Il m'a toujours semblé qu'à vouloir prouver, la pensée humaine perd quelque chose de sa pureté, de sa droiture et de sa dignité. » Il s'agissait de comprendre. Il n'y a pas en ce domaine un grand nombre de documents à étudier; mais enfin les hommes n'ont pas caché tout ce qu'ils voulaient dissimuler; et, en étudiant bien les faits, avec intelligence et sympathie, on arrive à des résultats « cohérents et véridiques ». Car il faut la sympathie : c'est elle qui remet tout en vie, même quand elle prend les dehors d'une malice, comme un bain d'eau thermale et gazeuse où plonger les personnages congelés par l'histoire. Après tout, c'est peut-être quand on voit ces personnages de la plus vivante façon qu'on risque le moins de se tromper. Et c'est aussi quand on a de l'esprit, c'est-à-dire un certain art du raccourci, qu'on éclaire le mieux les choses. N'est-il pas bien agréable pour le lecteur qu'un livre de cette importance soit éclairé de ces vives lueurs?

Henri Pourrat.

LES LETTRES ET LES ARTS

H. GILLET. *Adolescences d'Alain-Fournier.*

Vous êtes venue :
Tout mon rêve au soleil
n'aurait jamais osé vous espérer si belle.
Et pourtant, tout de suite, je vous ai reconnue...

Ces vers d'Alain-Fournier, l'auteur les place en exergue de son étude. Comment exprimer mieux cette adolescence chantée dans le Grand Meaulnes?

J. MADAULE. *Quelques romans.*

Le bonheur des tristes, de Luc Dietrich.
Le bouquet de roses rouges, d'Isabelle Rivière.
Le mal, de François Mauriac.
Sang et lumières, de Joseph Peyré.
Bénédiction, de Claude Silve.

P.-H. SIMON. *Paul Bourget.*

P. VILLOTEAU. *La vague de l'art populaire et la popularité de l'art.*

« Désormais, la terre ne sera plus qu'une terre sans terroir. Si on veut une renaissance artistique, il faudra se résoudre à une renaissance totale.

E. DERMENGHEM. *Le mariage de Jean-Sébastien Bach.*

Amour, religion et génie.

H. GOUHIER. *Théâtre.*

Le faiseur, de Balzac, chez Dullin.

HENRI POURRAT. *Quelques livres.*

A travers les revues : Le XIX[e] siècle.

Adolescences d'Alain-Fournier (1)

Vous êtes venue :
Tout mon rêve au soleil
n'aurait jamais osé vous espérer si belle.
Et pourtant, tout de suite, je vous ai reconnue.

Alain Fournier.

I

Il est normal qu'un ménage d'instituteurs cherche à diriger un fils bien doué vers les études secondaires. Aussi fut-il décidé qu'Henri Fournier, sitôt passé son certificat d'études, entrerait au lycée. Ce ne fut toutefois ni à Montluçon, la ville la plus voisine, ni au chef-lieu du département, à Bourges, qu'on l'envoya. Une amie de se parents, elle-même ancienne institutrice, tenait à Paris rue de la Roquette, une pension ; l'enfant lui fut confié pour suivre comme externe les cours du lycée Voltaire qui était voisin. Ainsi échappa-t-il provisoirement aux duretés et aux dénuements de l'internat. L'on peut croire cependant que le départ d'Épineuil n'en fut pas moins pour lui une douleur. Seuls de brefs séjours de vacances le ramènent maintenant au pays aimé : encore tout le plaisir de ceux-ci est-il irrémédiablement gâté par la tristesse des retours. Que peuvent contre elle les jour naux illustrés que lui achetaient ses parents pour adoucir

(1) Voir *La Vie Intellectuelle* du 25 juillet 1934 : « Les Enfances 'Alain-Fournier ».

la peine du voyage? Que peuvent ces pages prétendues amusantes et qui ne l'amusaient pas du tout parce qu'il avait remarqué que *tous ceux dont on y riait étaient pauvres, pitoyables, simples et tristes*, que peuvent-ils contre le souvenir de tout ce qu'il quitte et contre le souvenir plus pénible encore de tous les manques dont il se sent obscurément coupable : *toutes les paroles qu'il aurait dû écouter, tous les baisers auxquels il aurait dû répondre; toutes les erreurs qu'il n'aurait pas dû relever*; sans compter les remords à l'égard des choses : *choses pas assez regardées, touchées, sorties de leur écurie, de leur boîte, de leur champ, et qui souffraient de cela, maintenant qu'il était trop tard.*

Autour de lui pourtant il y avait Paris. Le Paris d'Haussmann peut émouvoir quelque temps un adolescent de province par une certaine fausse grandeur : il en avait aimé les perspectives profondes, interminables, où les tramways allaient indéfiniment en faisant sonner leur trompe au milieu de passants innombrables, plus secrets d'être plus nombreux, et qui tous, il en était sûr, devaient avoir leur mystère. Mais la grande ville, s'il l'admire pour tout cet infini d'âmes et de choses, il la hait aussi — il l'avouera plus tard — d'*une haine de paysan*. Sans doute la hait-il pour la noirceur de ses maisons, l'anémie de ses verdures, l'étroitesse de ses appartements sans surprises; mais plus confusément et plus intensément encore il la hait parce qu'il pressent qu'elle ne peut donner à ces foules qu'une vie sans vraie beauté et sans vrai espoir et dénuée de tout ce qui là-bas, à Épineuil, à Nançay, à La Chapelle, enrichissait les plus humbles besognes et les minutes les plus journalières. Foules entrevues aux fêtes foraines et qui, à ses yeux grands ouverts de petit campagnard jeté brusquement dans un des quartiers les plus populaires de l'énorme ville, se révélaient avec toute leur

sauvage grandeur, foules *d'où émergent des enfants chétifs portés sur des épaules, où passent par instants des visages tragiques horriblement tuméfiés ; foules dont les plus merveilleux et les plus lointains paysages sont les manèges intolérables de la Foire aux Pains d'épices* et qui semblent poursuivre dans le refrain d'un orgue, devant la parade d'un lutteur ou l'étalage d'une loterie illuminée, la recherche obscure et tenace d'un Paradis perdu. Contact fécond pour l'enfant qui va grandir : il sait maintenant que le monde d'Épineuil a été pour lui un privilège, qu'il y a des gens qui ont été privés d'enfance et frustrés (de quel droit ?) des présences auxquelles eux aussi pouvaient prétendre. Et c'est peut-être alors que naquit pour la première fois en lui ce désir de se faire *le nocturne passeur des pauvres âmes, des pauvres vies*; et c'était là, il le savait, un désir *aussi beau et aussi important que les autres.*

Au lycée Voltaire il fut (il faut en prendre notre parti ; aussi bien le palmarès le prouve) un bon élève, et même un très bon élève. Point en lui du cancre légendaire où sommeille un génie futur sournoisement combattu par des professeurs odieux et absurdes. Là encore Alain-Fournier apparaît désespérément normal. Mais cet écolier modèle, dira son ancien condisciple René Bizet, *avait sa tête et le faisait bien voir*. Incapable de souffrir l'injustice, il s'obstinait à tenir tête au professeur quand celui-ci n'était pas dans son droit. Ses camarades l'en admiraient, et nous, nous l'aimons ainsi.

Enfant, au reste, il l'était toujours. L'affaire Dreyfus, qui passionnait jusqu'aux *cinquièmes* et les poussait même à des combats singuliers, le laissait indifférent ; mais il se désolait de la moindre éruption de boutons sur son visage et il enviait très sincèrement l'élégance de son camarade Jean B., le fils de son correspondant, qui, en

petit Parisien précoce et riche, suivait de très près la mode et parlait — déjà ! — de succès féminins.

Trois ans d'études sans histoire d'élève vivant et travailleur ; puis une conclusion inattendue : à la fin de sa quatrième, en effet, Henri Fournier quitta sans esprit de retour les grands bâtiments anonymes du lycée Voltaire pour s'inscrire à la rentrée d'octobre 1900 au lycée de Brest dans la section préparatoire à l'École Navale, qui correspondait alors à la classe de seconde. Ce changement d'orientation assez singulier correspondait-il à une vocation véritable? Au risque de nous faire taxer une fois encore de puérilité nous préférons croire qu'il obéissait à quelque chose de plus personnel encore, et, pour tout dire, aux appels nés en lui dans le grenier ou le cabinet des archives d'Épineuil, à la lecture des récits enfantins où l'on voyait aux bords de rivages étranges un bel aspirant de marine rêver de la blonde et souple châtelaine qu'il épouserait au retour et qui l'attendait, là-bas, au domaine aux barrières blanches, dans un paysage bien connu. Et sans doute croyait-il, l'adolescent si vraiment adolescent, que le moyen le plus rapide et le plus sûr d'arriver, lui le fils de l'instituteur, jusqu'aux jeunes filles des châteaux du Cher ou de Sologne était de revêtir le plus tôt possible l'uniforme sombre du Borda qui le hausserait d'un coup jusqu'à elles et jusqu'au monde précieux dont il les croyait les annonciatrices.

En attendant il fallait encore subir le lycée. Les bâtiments du lycée de Brest (le lycée *le plus travailleur et le plus indiscipliné de France*, nous dira-t-il) ne sont ni plus rébarbatifs ni plus gais que la moyenne des bâtiments scolaires de cette espèce. Mais peut-être la tristesse de l'internat anonyme, brutal, et physiquement pénible

comme tous les internats, lui parut-elle plus lamentable encore de savoir la mer si proche avec tous ses possibles et de seulement la deviner lointaine lors des brèves promenades des jours de sortie. Cette nostalgie de reclus il nous l'a dite dans *Miracles*, et nous nous le représentons sans peine, à la première récréation du matin, dans la cour tout entourée de murs de granit et pas encore atteinte par le soleil, ce soleil qui sur le toit voisin de l'Hôtel des Postes revêtait de couleurs changeantes les fils télégraphiques qui *tremblaieut sous le poids de mille oiseaux*. Assis avec des camarades *auprès d'un portail condamné dans une sorte de trou formé par une brusque descente qui mettait la cour de niveau avec la rue voisine* (la rue d'Aiguillon), *la tête lourde et l'estomac vide*, il reste engourdi, jambes pendantes, dans une sorte de torpeur fiévreuse pendant que de l'autre côté de la porte on entend, seul rappel de la vie des hommes, la marche d'un passant invisible qui se rapproche et bientôt s'est éloigné. Et sans doute a-t-il près de lui cet adolescent *aux traits courts, à la bouche avancée comme un poisson, aux cheveux sans couleur qu'il lissait avec sa main lorsqu'il était perplexe*, en qui il reconnut un frère de rêve plus dépossédé encore et dont il fit plus tard Davy. Engourdissement propice aux regrets ! *Exilé et désirant*, son désir s'accroît de revoir son Berry dont un jour l'odeur du bois mouillé allumé pour le premier feu de l'année dans la loge du concierge lui a rappelé *les chemins d'automne ravinés où sont plaquées et collées les feuilles mortes*. Un doute en lui naît et se précise : certes, ces longs mois vécus au milieu de camarades avec lesquels il n'a aucun trait commun ne doivent être, en cas de succès, qu'une transition (et le succès n'est pas invraisemblable puisque, déjà, par un gros effort de volonté, il a pu passer à la fin de la seconde la première partie de son baccalauréat) ; mais plus tard sa vie d'élève du Borda et plus tard encore son

existence d'officier de marine, ne risquent-elles pas d'être, elles aussi, une succession de besognes monotones et sans gloire qui l'empêcheront *d'avoir sa cervelle à lui*? Il y aura un aspirant, puis un enseigne de vaisseau ; y aura-t-il encore sous l'uniforme devenu plus élégant mais resté quand même uniforme, et dans une prison moins vulgaire mais aussi étroite que l'autre, un Henri Fournier, un vrai Henri Fournier ? Et puis ils sont rares, sauf peut-être et pour des raisons évidemment bien différentes, les soumis, les saints précoces et les héros des livres, ceux qui, dès seize ans, acceptent de limiter volontairement, par un choix définitif, le champ des possibles et de renoncer pour suivre une seule route à toutes les autres qui s'offrent devant eux. Henri Fournier ne devait pas penser sur ce point autrement que la plupart des adolescents. Brusquement il laisse là toute préparation à Navale et tombe du ciel à la rentrée de janvier 1902 au lycée de Bourges en classe de philosophie.

Il ne semble pas s'être rappelé cet établissement avec beaucoup de plaisir. Le proviseur, paraît-il, était insignifiant et vaniteux : il grasseyait par chic ; sans cesse à l'affût des modes nouvelles, on rapporte qu'il fut le premier et peut-être le seul à Bourges à porter des souliers ostensiblement dénoués pour imiter la négligence du Prince de Galles ou de quelque autre grand de la terre. Quant au confort dont jouissaient les internes, il était aussi rudimentaire qu'ailleurs : Henri garda un souvenir tout particulier de la mauvaise odeur des draps. Peut-être toutefois, faible consolation à vrai dire pour un pensionnaire, ne fût-il pas insensible à l'ordonnance des vieux bâtiments de la cour d'honneur, aux ombrages des cours et à la beauté de l'ancien Hôtel de ville où sont les classes du Petit-Lycée. Il eut pour professeur de philosophie un

très honnête homme, M. Beurlier, mort récemment et qui se souvenait encore avec netteté de son ancien élève. Non qu'Alain-Fournier eût été un sujet brillant. Ses deux successifs changements d'orientation l'avaient-ils rendu momentanément incapable d'une nouvelle adaptation? Se sentait-il las de tout travail scolaire? Ou tout simplement était-il rebelle aux formules abstraites d'une philosophie universitaire que le bergsonisme n'avait point encore rafraîchie? Toujours est-il qu'il ne dépassa pas la moyenne. Malgré tout on se sentait, disait M. Beurlier, devant cet adolescent au physique gracieux, à la physionomie rêveuse, en présence de quelqu'un d'à part et au-dessus de l'ordinaire (*il n'était pas comme tout le monde*, disait aussi de sa voix lente une brave femme d'Épineuil); certaines de ses réponses révélaient, ajoutait son ancien maître, une belle âme ingénue au sens le plus noble du mot. On le devinait pur invinciblement. Qu'importe après cela qu'il eût été un peu bavard et que souvent il ait eu l'air, au lieu de suivre, de se raconter des histoires à lui-même! Qu'importe aussi qu'il ait rédigé ses dissertations en un style assez emphatique! Mal de croissance presque inévitable chez les jeunes gens qui ont quelque chose à dire mais qui ne savent pas encore comment le dire, et dont la timidité prend souvent pour voile une grandiloquence qui n'est pas toujours de la prétention.

Entre temps les Fournier avaient quitté Épineuil et, après un bref séjour à Menetou-Ratel, dans le Sancerrois, ils avaient été nommés tous les deux à La Chapelle-d'Angillon; Henri pouvait ainsi passer ses sorties de quinzaine en Sologne, *au cher pays inutile, taciturne et profond.* Les autres jours de congé il allait jouer au foot-ball avec l'équipe du lycée (à cette époque cela constituait chez un bon élève une petite originalité) ou bien il allait assister

à *la musique* au jardin de l'Archevêché. Est-ce dans ce jardin, ou dans l'un de ceux que l'on appelle à Bourges des Marais et qui sont de bizarres petits carrés de verdure potagère entourés de canaux où passent des barques plates chargées de légumes, qu'il rencontra un soir d'été deux jeunes filles ; et *comme il parlait plus doucement à l'aînée, parce que la plus petite l'attirait davantage, celle-ci qui ne disait rien est partie comme pour rentrer chez elle, elle a fait ses paquets et jamais l'on a su où elle s'était enfuie*... La même sans doute qui habitait une rue de faubourg, en pente, derrière le Château d'eau ; la même qu'il retrouva peut-être plus tard, bien plus tard, et *qui était si parfaitement jolie avec son lent sourire qui d'abord écartait le coin des lèvres, puis s'épanouissait comme un baiser*.

Cette année si bizarrement commencée eut une conclusion prévue et banale : Henri Fournier revint en juillet bachelier de philosophie à La Chapelle, dans la haute maison d'école où la cour était trop nue, les pièces trop vastes et qu'il n'aimait pas.

II

Si Henri Fournier, au début d'octobre 1902, quitte La Chapelle-d'Angillon pour entrer comme pensionnaire dans la classe de Première supérieure, au lycée Lakanal, devons-nous en conclure qu'il n'a plus alors d'autre but que de se préparer à faire dans l'Université une quelconque et honorable carrière et devons-nous croire qu'à sa demi-vocation de marin a succédé, après une période d'incertitude, une vocation plus sérieuse de professeur ? On peut en douter sans risque, semble-t-il, de beaucoup se tromper. Qu'un ménage d'instituteurs voie avec plaisir

leur fils s'engager sur une route qui lui permettra d'atteindre tôt ou tard dans la hiérarchie universitaire un échelon supérieur à celui de ses parents, rien de plus naturel. Qu'un jeune bachelier instruit par un premier échec à se défier des vocations trop précises, qui redoute un étiquetage trop rapide dans la vie sociale et aime par ailleurs les lettres, ait choisi sans trop de répugnance de mener pendant quelques années encore une existence, pénible certes (il a été interne et cela ne s'oublie pas), mais qui aura l'immense avantage de réserver l'avenir, quoi de moins fait pour nous surprendre? Jamais, je crois, un professeur de Première supérieure (de *khâgne* pour employer l'argot du lieu), n'a dû croire sérieusement que les jeunes gens qui consentent à prolonger devant lui leur vie d'élèves se regardent tous comme voués de façon irrémédiable à l'enseignement. Refuge d'ambitions passionnées et de désirs innombrables, bien plutôt qu'à un séminaire laïque (le mot conviendrait bien mal), c'est à une salle d'attente de grande gare qu'on aimerait, s'il n'y avait là un peu d'irrévérence, comparer ces classes qui sont si peu des classes. Étranges salles d'attentes où Rastignac coudoie Louis Lambert et Jaurès Bergson et où des voyageurs faussement indifférents semblent n'avoir d'autres pensées que de prendre le plus tard possible le convoi auquel leur billet les destine, dans l'espoir qu'auparavant un autre train viendra plus beau et plus rapide qui les emmènera vers la destination magnifique qu'aura méritée leur patience. Et si malgré tout, par la force des choses et parce que la pauvreté leur fait vite sentir ses limites, beaucoup d'entre les khâgneux finissent par devenir professeurs, ce sera presque toujours avec l'arrière-pensée qu'il s'agit pour eux d'une nécessité temporaire qui disparaîtra au jour secret fixé par les dieux. Certains garderont intacte jusqu'à leur retraite cette

croyance en une évasion toujours possible, et ce ne seront pas pour cela les maîtres les moins probes ni ceux dont les cours seront les plus ennuyeux... La khâgne de Lakanal ne devait guère différer des autres khâgnes parisiennes. Les élèves y étaient toutefois moins nombreux qu'à Henri-IV et surtout qu'à Louis-le-Grand ; ceux de première année (les *bizuths*) n'y étaient pas rangés dans une classe spéciale dite Première Vétérans, mais suivaient les mêmes cours que leurs camarades plus anciens. Lakanal est un lycée relativement moderne, et les candidats aux grandes écoles y disposent de petites cellules individuelles qui leur épargnent le dortoir. Malgré ce confort très relatif, Alain-Fournier ne s'adapta jamais complètement à sa nouvelle existence. Le travail de khâgne n'a par lui-même rien d'attrayant : dissertations, versions et thèmes, exposés oraux de philosophie, d'histoire ou de littérature ; tout cela en général très scolaire et tenant plus, par nécessité peut-être, du bachotage que de la culture. Quand on sort de philosophie on attend généralement autre chose. On attend surtout des maîtres. Mais combien sont-ils ceux qui sauront être à la fois des conseillers et de grands camarades, capables à la fois d'exalter et de sourire, d'instruire et de taquiner et sachant surtout vous rappeler de temps en temps, à propos; qu'il ne faut pas trop prendre au sérieux cette existence bizarre qui est la vôtre et qui fut la leur, et que la vie c'est tout de même autre chose que cela ! Alain-Fournier eut à Lakanal plusieurs professeurs consciencieux, dévoués même ; il ne semble pas qu'il en ait eu qui s'intéressaient à leurs grands élèves autrement que scolairement. Quant au proviseur, il était tyrannique et détesté.

Cette première année de Lakanal, si elle fit peut-être d'Alain-Fournier un dépaysé, n'en fit certainement pas un

déraciné. Il savait bien d'ailleurs qu'à la fin de chaque trimestre son emprisonnement momentané prendrait fin, et qu'avec sa lenteur paisible le petit train de Beaune-la-Rolande l'emmènerait à La Chapelle, La Chapelle où il était sûr de se retrouver *avec sa jeunesse et sa vie, à la barrière au coin d'un champ où l'on attelle deux chevaux à une herse.* Vacances qui maintiennent un contact solide avec son pays — qui n'est pas un pays pour littérateurs et pour touristes, mais un pays tout simple et tout net, la campagne, pour tout dire, c'est-à-dire le champ que l'on traverse avec de la boue aux souliers et en essuyant les injures de *celui qui veut qu'on ferme les barrières*, la rencontre de paysans prudents, grossiers et lents, mais qui expriment des émotions rares en des phrases de manuels d'école primaire, la Sauldre qui bavarde le long des prés, le vent qui souffle sur la forêt de hêtres, la pluie qui tombe, la batteuse qui bourdonne *comme une grosse guêpe prise dans le beau temps*, et la fumée que l'on voit monter troublante et frêle par-delà les bois noirs du côté de La Chapelotte ou de Neuvy-sur-Barangeon...

Et comme cela vous défend bien de tous les khâgneux et de toutes les khâgnes !

III

Octobre 1904 ramena Henri Fournier dans son lycée banlieusard. De *bizuth* il était passé *carré*, mais c'était toujours même emploi du temps, mêmes professeurs et toujours, en étude, la même *grande fenêtre qui donne sur l'immense et décourageante banlieue*. Les après-midi du jeudi surtout sont durs, *heures les plus moroses et les plus embrumées de la semaine.* Pourtant la lourdeur de l'atmosphère, l'éclairage

indolent des réflecteurs et cet ennui qui se dégage des livres et du mobilier administratif sont propices aux évasions d'âmes. Et sans doute il est difficile alors à ces enfants fiévreux et mal grandis de ne pas glisser, par dégoût et par lassitude, aux rêves d'ambition maladive et aux évocations malsaines. Heureux ceux qui comme Henri Fournier ont d'autres images, précieusement sauvegardées de l'enfance et qui les sauvent alors des rêves troubles. Jeudi soir? N'est-ce pas alors qu'ailleurs *des enfants se réunissent dans des salons où l'on joue au piano, où les petites filles ont des manchons et des toques de loutre, où l'on feuillette des gravures, où l'on joue au loto, dans les salons de Paris, tout près, ou de province très loin dans des châteaux de villages.* Certains souriront de cette fidélité au monde des petites filles merveilleuses et des images des livres de prix; et d'autres, qui se croiront profonds, traiteront de malsaines ces évocations de fêtes enfantines. Ils parleront d'inadaptation dangereuse au réel, d'imagination déréglée et de refoulements inavouables ; ils eussent préféré sans doute qu'Henri Fournier, aux soirs des jeudis mornes, n'eût accueilli en lui d'autres images que celles indéniablement plus saines que lui aurait fournies la *Vie Parisienne.* Ils l'auraient trouvé ainsi plus normal, c'est-à-dire plus près d'eux. Mais nous n'y pouvons rien et nous leur présentons Henri Fournier tel qu'il était...

Quand même, il est difficile d'échapper aux déformations de la khâgne, et surtout à cette tentation de faire de la littérature (et même s'il s'agit de la plus belle littérature ce n'est pas pour cela une excuse) le tout de la vie, tout au moins de faire de la littérature avec sa vie! Dilettantisme ou faux romantisme : deux voies commodes et dangereuses que les meilleurs, comme ce Beauceron bûcheur et fidèle de petit B., ou Gu., le Pyrénéen mélo-

mane qui a fait connaître à Henri Debussy, ne savent pas toujours éviter. Et toute cette différence qu'il y a entre vouloir être à tout prix original et vouloir être tout simplement selon soi-même avec ses singularités mais aussi ses banalités ! Il aimera alors — et Rivière aussi — Maeterlinck, le Maerterlinck de *La Sagesse et la Destinée*, d'avoir dit que *le désir de l'extraordinaire est le grand mal des âmes ordinaires.* Mais il faut s'entendre, l'extraordinaire ce n'est pas pour lui les présences d'Épineuil, de Nançay et de La Chapelle ; l'extraordinaire ce sont *ces pensées affreuses et mauvaises* que d'autres, sans y songer, lui suggèrent et qui sont affreuses et qui sont mauvaises parce que, comme il l'écrira à Rivière dans la lettre qui ouvre leur correspondance, *elles ne doivent pas être moi ni ma vie.*

Et parce que, malgré ces airs qu'il se donne parfois de potache désinvolte, il est resté sur ce point l'enfant de douze ans pour lequel la femme c'était chose déjà grave (et qui souffrait déjà de ce qu'elles ne veuillent pas toujours être chose grave, et par exemple qu'elles rient quand elles auraient dû rester silencieuses), cette liaison qu'il a alors avec une jeune étudiante qu'il rencontre aux jours de sortie dans le train de Bourg-la-Reine restera *invraisemblablement pure*... malgré les moqueries du vieux camarade Jean B., pour qui les choses de la vie sont toutes simples, et qui ne comprend pas qu'Henri n'ait pas encore pris des libertés plus précises avec celle dont la rencontre le met si souvent en retard aux déjeuners du dimanche chez son correspondant...

Et parce qu'il n'a pas cessé de croire aux merveilleuses petites filles, voici qu'il en verra une venir à lui...

IV

D'Elle que savons-nous, sinon ce qu'il en a dit dans ses lettres, ce qu'il a mis d'Elle dans *Le Grand Meaulnes* et aussi ce qu'il griffonna au lendemain de la rencontre sur ces feuillets jaunis, parfois presque illisibles, conservés par la piété d'une main fraternelle, et qu'on ne peut manier sans une sorte de douloureux respect tant on y sent présents, malgré les années qui passent, le grand amour et la grande peine d'Alain-Fournier.

Cet après-midi de l'Ascension 1905, où il faisait si beau, avait pourtant commencé pour lui d'une façon bien banale. Il était allé visiter le Salon et il gagnait maintenant le Cours-la-Reine quand, raconte-t-il, il se sentit regardé d'une façon si intense qu'il se retourna. Grande et blonde et frêle, vêtue d'un long manteau marron qui formait comme une traîne, une jeune fille, au bras d'une souriante vieille dame, descendait le perron du Grand-Palais et c'était elle qui l'avait ainsi regardé. Et comme Yvonne de Galais près de l'étang, ses yeux bleus semblaient dire : « *Qui êtes-vous? Que faites-vous ici? Je ne vous connais pas et pourtant il me semble que je vous connais?* » Il ne s'étonna point. Ne savait-il pas depuis toujours que tout était possible, que la merveille n'était pas la contradiction de la réalité, mais sa visiteuse familière qui, pour venir se manifester aux hommes, attendait seulement qu'on crût à elle avec persévérance et avec bonne foi. Et d'ailleurs, ce regard qui le touche à l'épaule il le reconnaît ; il n'a rien d'insolite ; c'est le même qu'il sentait autrefois se pencher sur lui quand son père, aux soirs d'été, faisait étude. Seulement cette fois ce

regard appartient à un être directement visible. Bouleversé comme on l'est quand on sent se fixer sa destinée et que vous est donné, d'un seul coup, tout ce qui fera votre force et votre douleur, lui aussi il attache ses yeux sur cette *chose demoiselle* si élégante, si grave et si impossible quoique si proche. Elle gagne sur le quai un débarcadère ; il la suit et bientôt le voilà tout près d'elle sur le bateau-mouche, grand joujou pour enfants sages qui file sur la Seine *avec un bruit calme de machine et d'eau.* Est-on à Paris, à Épineuil ou en Sologne ? Tout semble si naturel, si quotidien, si indubitablement nécessaire ; comme il semblerait naturel et nécessaire que la jeune fille et la vieille dame bientôt descendent et disparaissent pour passer le reste de cet après-midi *dans un quartier excessivement tranquille, peut-être dans la banlieue, peut-être dans la campagne, dans une maison comme il en connaît*, dans une maison comme celle de Mme B. par exemple, avec *un espace devant, assombri par des marronniers, entouré de murs où des roses à quatre pétales jaunes et rouge vif s'effeuillent et sentent un parfum trop fort et trop triste*, dans une maison où elle doit venir *lire à côté du pigeonnier à cause de l'ombre* et où des conversations désuètes se prolongeront tard pendant que le temps s'arrêtera.

Il savait maintenant où elle habitait, l'ayant suivie jusque chez elle. Le dimanche suivant, je crois, il l'attendit devant sa demeure et il la vit venir soudain sur le trottoir où il faisait les cent pas. *Et, me voilà,* dit-il, *comme dans le nuage de ses dentelles,... de sa robe, et je lui dis au passage tout près, d'une voix que je ne retrouverai plus, si près qu'elle entend, si vite qu'elle passe et sans avoir réfléchi : « Vous êtes belle. »* Elle est passée vite comme sans entendre ; elle est entrée chez elle, puis elle ressort. Elle va vite, regardant droit devant elle, entre au bureau des omnibus, monte dans le

tramway. Il la suit, *ses yeux dans les siens qui se détournent et qui se fixent quelque part, un peu amusés quoique très dignes, quoique terriblement dignes*. La voilà qui descend doucement; il la rejoint et *sans savoir*, dit-il, *ce qu'il fait, sans savoir*, il lui dit : « *Dites que vous me pardonnez de vous avoir dit que vous étiez belle, de vous avoir suivie si longtemps?* » Une réponse vient qui n'en est pas une, à la fois réaction de patricienne et de femme : « *Mais, Monsieur, je vous en prie...* », *d'un ton à n'y pas revenir, d'une petite voix solide et dédaigneuse*. Et elle continue, traverse la place, laissant, *assommé et piteux*, le grand garçon si peu comme tout le monde qui vient de faire irruption si étrangement dans sa vie.

L'Ascension de l'année 1905 était tombée le 1er juin. L'un des feuillets où Alain-Fournier nota, d'une écriture tantôt très rapide et presque indéchiffrable, tantôt beaucoup plus régulière, comme s'il eût voulu alors matérialiser plus longtemps son rêve, ses rencontres avec la jeune fille du Cours-la-Reine, l'un de ces feuillets porte en exergue la date du 17 juin et semble décrire la dernière entrevue. Si nous fixons celle-ci à l'avant-veille, c'est-à-dire au jeudi 15, si nous tenons compte d'autre part de ce fait qu'Henri, étant interne, ne pouvait sortir que les jeudis et les dimanches, on arrive à cette conclusion que, depuis le 1er juin, il avait eu tout au plus quatre fois la possibilité de revoir celle qui devait devenir Yvonne de Galais. Il y eut cette fois où il la suivit à la messe à Saint-Germain-des-Prés et où il fut en grand émoi parce qu'il n'avait pas sur lui de quoi payer sa chaise. Et il y eut cette fois (après tout, peut-être la même) où, comme elle venait de lui dire qu'elle partait demain, qu'elle n'était pas de Paris, *avec un regard tout bleu et désespérant*, il lui demanda de lui pardonner *de l'avoir ennuyée, importunée*. « *Vous ne m'avez*

pas ennuyée, dit-elle, vous l'avez fait très respectueusement; je ne vous en veux pas du tout; je vous pardonne. » Il s'incline, il la salue; elle entre au bureau des omnibus et à travers la vitre il aperçoit *le grand chapeau rose sur la tête blonde, enfantine, expressive et hautaine.* Elle sort du bureau pour attendre le tramway. Il n'y peut tenir; il traverse la place, fait un détour derrière les arbres et le voilà à la droite de la jeune fille. « *J'ai tort, dit-il, d'insister?* » — « *A quoi bon, répond-elle. Je vous ai dit tout à l'heure que je partais.* » Il fait oui de la tête, *d'un air qui doit être navré* et ils se séparent.

Telle est la scène que nous évoque la note datée du 17 juin. Avait-il essayé, immédiatement après cette séparation sur le boulevard, une nouvelle tentative ou faut-il admettre qu'il la revit quelques semaines plus tard, avant les grandes vacances et en la supposant rentrée alors à Paris? « *Quand nous nous quittâmes,* écrivit-il trois ans après au petit B., *elle venait de me demander de ne pas l'accompagner plus loin. Appuyé au pilastre d'un pont, je la regardai partir. Pour la première fois depuis que je la connaissais, elle se détourna pour me regarder. Je fis quelques pas jusqu'au pilastre suivant, mourant du désir de la rejoindre. Alors, beaucoup plus loin, elle se tourna une seconde fois, complètement immobile, et regarda vers moi, avant de disparaître pour toujours. Était-ce pour de loin, silencieusement, m'enjoindre l'ordre de ne pas aller plus avant; était-ce pour que, encore une fois, face à face, je puisse la regarder — je ne l'ai jamais su.* »

Une rencontre inattendue un jour de printemps, quelques entrevues rapides, comme celles que nous avons décrites, quelques paroles timides et maladroites, comme celles que nous avons citées : à juger uniquement d'une façon terrestre rien de plus mince, on le voit, que l'épisode d'Yvonne de Galais. Mais si l'on considère les choses

avec plus d'exactitude, on n'en saurait trop exagérer l'importance et la profondeur. Sans doute la poésie symboliste et la théorie idéaliste de la connaissance avaient-elles déjà autorisé Henri à croire que le monde d'Épineuil était bien le seul monde réel ; mais il ne s'agissait là, malgré tout, que d'autorisations précaires parce que données de façon indirecte, parce que trop littéraires ou philosophiques et cadrant mal, quand même, avec le concret de l'existence, aussi partie intégrante de la réalité. Voici maintenant l'autorisation éblouissante, et c'est un être de chair qui l'a apportée ! Toutes les présences de l'école, les petites filles merveilleuses du village, les jeunes châtelaines des livres d'images et des châteaux de Sologne, la beauté qui vient à vous à l'heure dite, avec toute la simplicité des choses blanches, toute l'indubitable autorité du vrai, et juste ce qu'il convient d'inaccessible pour qu'on se sente subitement indigne et pour qu'on ne veuille plus alors, de tout son courage, être indigne, cela existe donc puisque la jeune fille du Cours-la-Reine est venue à lui. Avec elle ont disparu les derniers doutes, car maintenant il *sait* ! Logiquement, raisonnablement, cette rencontre ne pouvait pas se produire et ces paroles étaient pleines d'impossibilité ; si pourtant elles furent possibles c'est donc qu'il y a une autre raison, une autre logique que celle des sages et des prudents. Mais il sait aussi maintenant, et de toute la certitude que donne la souffrance, que *la véritable joie n'est pas de ce monde* puisque celle qui l'avait amenée dans sa lumière, à peine arrivée, a disparu. Désormais Henri Fournier pourra bien vivre extérieurement comme les autres, et cela sans faux désespoir romantique, parce qu'on n'a pas le droit d'éviter la vie ; il aura beau faire : il est maintenant définitivement *ailleurs*..., *ailleurs* où n'a pas osé le suivre celle qui, auprès de lui, avait été momentanément rendue à la vérité de

l'enfance (*nous sommes des enfants, disait-elle*), mais qui, jeune fille docile aux convenances du monde, effrayée peut-être de ce que sa libération pouvait exiger d'elle, préféra s'en aller vers le fiancé banal et vers la vie toute faite, en appelant folie (*nous avons fait une folie,* avait-elle ajouté tout de suite) ce qui avait, pour elle, été peut-être le seul contact avec l'ordre de la vraie réalité.

Henri Gillet.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Quelques romans

Comme ceci n'est point un palmarès, je débuterai par ceux qui n'ont pas été primés. Et d'abord, *Le bonheur des tristes*, de Luc Dietrich (1). Avec ce livre, c'est tout le problème de la pureté qui se trouve une fois de plus posé. Un enfant, puis un jeune homme, traverse, sans y ternir la sienne, les plus horribles aventures. Mais il est protégé comme par une cloche de verre. Cette cloche, c'est le monde poétique, l'univers mystérieux qu'il transporte partout avec lui. Miraculeuse préservation, au sein de la vie, de cette entente secrète avec les êtres et avec les choses qui semble le privilège de l'enfance. Il s'agit d'un véritable état de grâce, mais d'un état de grâce purement poétique. C'est ici que je vois le problème. Si nous n'avions affaire à une œuvre d'exceptionnelle qualité, il ne vaudrait peut-être pas la peine que nous le discutions. Mais le roman de Luc Dietrich est un livre rare. Tous les rapprochements qui viennent à l'esprit s'effacent devant son ingénuité. Les tristes, ce sont les poëtes, c'est-à-dire ceux qui sont naturellement défendus contre le monde. On ne peut rien contre la tranquille affirmation de ces garçons lunaires, sinon se demander, avec une certaine angoisse, où elle conduit. C'est l'aventure de Rimbaud qui, sans cesse, recommence, sur un ton mineur.

Peut-être, cependant, ne faut-il pas faire fi de la tris-

(1) Un vol., Denoël et Steele, 1935.

tesse qui se cache derrière cette féerie. Tristesse qui ne tient pas seulement au doux visage maternel, entouré de philtres dangereux et qui, peu à peu, le dévorent. Mais à une certaine qualité de l'âme en exil. Nous avons tous rencontré de ces princes détrônés, mais non point déchus, qui posaient sur le monde un regard trop doux pour être sans larmes. Tel est celui de Luc Dietrich, qui sait bien que les choses ne s'arrangent jamais qu'en apparence. C'est pourquoi il éprouve le besoin de se justifier. Je ne crois pas que ce soit un livre chrétien, au sens positif du terme. Mais il est tout rempli d'une absence, hors laquelle les choses ne seraient ni si belles, ni si pathétiques. Les tristes, ne seraient-ce point ceux qui sont comme hantés par cette souveraine absence ? On dirait d'un chanteur aveugle qui s'avance à travers le pays des merveilles. Ses paroles sont à la fois du monde et hors du monde, et c'est ainsi que l'aveugle perçoit les distances. Cette pureté même, il ne faudrait pas trop s'y fier, et, en tout cas, elle n'est pas orgueilleuse, ni sûre d'elle-même, mais humble, mais soumise, mais attendante. Et le roman n'a pour ainsi dire pas de fin ; il est comme ouvert sur ce qui doit venir, et le prélude triste et doux d'une chanson qui n'est pas encore née.



Pour juger équitablement ce livre d'Isabelle Rivière : *Le bouquet de roses rouges* (1), il ne faut pas le considérer comme un roman, mais comme un témoignage. En un sens, je sais bien que toute œuvre d'art qui n'est pas un pur jeu a droit à ce titre de témoignage. Néanmoins, dans la mesure où le réel y est transposé, certains de ces témoignages ont droit au titre de roman. Tel n'est pas le cas du *Bouquet de roses rouges*. Je ne lui en fais pas un grief, mais j'estime nécessaire, pour lui rendre justice, de

(1) Un vol., Corrêa, 1935.

marquer d'abord bien nettement cette distinction des genres.

L'histoire est simple comme tout ; aussi simple que la vie elle-même. Il s'agit de deux jeunes gens, Michel et Agathe, qui s'aiment, qui se marient et qui ont un enfant. Mais ces jeunes gens ne sont pas des jeunes gens quelconques. Au sein même du bonheur ils n'ont pas tardé à déceler cette absence dont je notais tout à l'heure la trace évanescente dans le livre de Luc Dietrich. La tristesse des heureux ne dit pas autre chose, en somme, que le bonheur des tristes. Elle le dit seulement d'une manière plus claire et plus impérieuse. Ce n'est pas tout de s'être rencontrés et de s'être aimés. Au-dessus de cette paix traversée de petites peines, des inévitables frottements d'humeurs, se dresse l'ombre de la mort. Qu'est-ce que ce bonheur qui n'est pas éternel ?

On pourrait dire que tout ceci n'est pas très nouveau. D'abord les vérités les plus profondes ne sont jamais nouvelles parce qu'elles sont éternelles. Et puis, il y a la manière de les éprouver qui varie avec chacun de nous. Or, je ne sais rien de plus intensément vivant que ces deux personnages : Agathe et Michel. Parce qu'ils ont une âme, et que nous ne cessons pas de la sentir vivante et palpitante. Une âme qui anime non seulement leurs corps, leurs gestes et leurs voix, mais encore tout ce qu'ils touchent et tout ce qu'ils regardent ; que ce soit le vieux domaine un peu féerique où Michel a passé son enfance ; que ce soit leur petit appartement de Paris ou le bouquet de roses rouges, étalé au dernier matin sur le lit de clinique où Agathe vient de retrouver la vie. C'est beaucoup plus qu'un symbole facile, ce bouquet qui s'en ira fleurir la chapelle. Il est l'image de toute une vie donnée, et rendue parce que donnée. Et si l'atmosphère qui baigne cette histoire est d'une densité incroyable, c'est parce que, précisément, le monde est tout gonflé d'une Présence à la fin retrouvée. Il ne saurait être ici question de truquage, puisque c'est vrai, et non pas seulement de

cette vérité générale, qui ne nous touche guère, mais d'une vérité particulière que nous ne pouvons pas récuser. Voilà pourquoi ce livre emprunte toute sa valeur au fait qu'il est un parfait témoignage.

M. François Mauriac vient de publier, avec dix ans de retard, un roman, *Le Mal* (1), qui fut écrit en 1924, entre *Genitrix* et *Le Désert de l'amour*. Il serait vain de rechercher les motifs de cette longue attente. Peut-être l'auteur avait-il hésité à livrer autant de lui-même avant que d'autres œuvres n'eussent complété sa figure. Quoi qu'il en soit, je ne pense pas qu'on trouve nulle part exposé avec cette nudité le problème essentiel de François Mauriac, qui est le problème du péché. On me répondra sans doute que ce problème n'est pas particulier à Mauriac, et qu'il est celui de tout chrétien qui s'interroge sur sa propre conduite. Il n'en reste pas moins que, pour beaucoup de chrétiens parmi lesquels je me bornerai à citer Paul Claudel, la place du péché dans la vie spirituelle est sensiblement moins grande.

Le Mal nous aide à comprendre ce qu'est le péché, et plus spécialement le péché de la chair, pour François Mauriac. Imaginez un jeune homme élevé par sa mère de la façon la plus rigoriste, dans une religion dont toute joie semble devoir être bannie. C'est l'enfant le plus docile, et aucun trouble ne vient froisser son adolescence. Il arrive seulement ceci, qu'un jour son cœur n'y est plus. Certes, la foi reste intacte, et le demeurera jusqu'au bout ; mais la charité est, sinon morte, du moins endormie. C'est en vain qu'alors on tente de lui ouvrir le monde. Il en a perdu la clef, et rien ne peut plus remplir le vide de ce cœur que, précisément, le péché ! Entre la vertu et l'austère maison bordelaise, ou l'étouffement des pinèdes

(1) Un vol., Grasset, 1935.

pendant les chaudes journées de vacances, un lien si fort s'est établi, qu'il ne peut échapper aux uns qu'en renonçant à l'autre. A vrai dire, l'air extérieur pénétrait une fois par an, malgré les portes closes et les fenêtres fermées, dans la maison Dézaymeries, sous la forme d'une jeune femme parfumée qui traînait le péché dans les plis de sa robe. Ce que Fabien découvrira en Italie, ce n'est point le parfum agreste de l'Ombrie, où les plus humbles fleurs parlent encore en plein soleil des vertus héroïques de saint François d'Assise; mais, flottant sur le marécage vénitien, l'odeur de cette robe empoisonnée.

Fabien ne pèche point par amour, mais parce qu'il n'y a plus rien d'autre à faire. Il ne tarde pas à se détester lui-même, et cette vieille maîtresse qui s'accroche à lui désespérément, et qu'il croit défendre contre la mort. C'est en vain qu'une jeune fille, Colombe, touche son cœur. Le péché qu'il a commis les sépare. Mais dans ce péché même il apprend la Face douce et sanglante. Il ne manque plus sur Fabien que le souffle de la mort pour qu'il évacue tout l'éphémère. Nous le retrouvons, à la fin du livre, convalescent auprès de sa mère, tandis qu'il abandonne aux ruisseaux des Landes les débris de lettres qu'il n'a pas lues. Mauriac a renoncé à décrire la reconquête de cette âme par la Présence bafouée. Et c'est ici, peut-être, une des raisons pour lesquelles il avait renoncé à publier ce roman.

Ce livre ajoute à notre connaissance de Mauriac lui-même. Nous savons mieux, maintenant, le poids qu'il a dû soulever. Et ce n'est pas tellement le poids du péché que celui d'une crainte qui ne laisse plus à la Grâce la liberté qu'elle se plaît à couronner.

❦

Le choix des Goncourt, cette année, aurait pu être meilleur; mais il aurait pu surtout être pire. En somme,

c'est un beau livre que *Sang et Lumières*, de Joseph Peyré (1). On ne peut manquer, en le lisant, d'évoquer Mérimée. Non seulement parce que la scène est en Espagne, et très espagnole, puisqu'il s'agit de tauromachie ; mais encore pour un certain plaisir pris au récit en lui-même, et sans autre but. L'histoire est si mince qu'elle ne se laisse pas raconter. Mais tout un monde y grouille, extrêmement curieux, et en somme fort peu connu, du moins en France. Le monde taurin de Madrid, avec ses vedettes, ses vieux débris, ses parasites et ses exploiteurs. Et Madrid, tout autour, s'agite et vit d'une vie extraordinaire ; Madrid où la révolution endémique n'arrête pas les plaisirs ; Madrid partagée entre l'ombre et le soleil ; Madrid où soufflent les vents de la sierra, capitale de steppe et de montagne ; Madrid surtout, étagée sur les gradins de la Vieille Plaza, féroce et enthousiaste, poussant à la mort les *toreros* qui veulent prendre son cœur. Assez semblable, après tout, aux belles Espagnoles dont le romantisme a chez nous popularisé la légende. Tout cela fait un récit coloré, pittoresque et dramatique à souhait. Au milieu de la figure de Ricardo Garcia, vedette des arènes. Mais la plus sympathique des vedettes. Exploité par les uns et par les autres, indignement attaqué, poussé à la mort par un destin plus fort que sa propre volonté, il a su mériter de loyaux dévouements, de fidèles amitiés et un humble amour que sa distraction ne daigne pas reconnaître. Le lecteur est entraîné avec lui dans l'arène, au soir du dernier combat. Nous luttons aux côtés du *torero* vêtu de son costume de « lumières », contre la foule hostile et contre le gigantesque taureau rouge d'Alvaro Sanchez. Et cette émotion est d'une qualité assez noble. Je serais bien mal qualifié pour entreprendre une apologie des courses de taureaux. Il n'en reste pas moins que le corps à corps de l'homme et du monstre, la victoire de l'adresse et du courage sur la force brutale ne

(1) Un vol., Grasset, 1935.

sont pas sans vertu. M. Joseph Peyré a bien fait de nous le rappeler dans un livre très humain, quand même, pour des raisons plus hautes, nous devrions condamner ces inutiles boucheries.

On ne peut pas imaginer de plus saisissant contraste que celui que forme *Bénédiction*, de Mme Claude Silve (1), couronné par le jury Femina, avec *Sang et lumières*. J'avoue ingénuement que *Bénédiction* m'a charmé, et je vous souhaite de goûter, à le lire, autant de plaisir que j'y en ai pris moi-même. On pourrait évidemment lui reprocher d'abuser un peu du blason, mais je n'en suis même pas sûr, car il faut bien reconnaître que, si la noblesse ne constitue plus un ordre, ni même une classe, elle est encore — pour combien de temps? — une espèce sociale. D'ailleurs, on aurait tort de chercher dans *Bénédiction* une étude sociale. Le principal personnage n'en est pas un être de chair et d'os, mais un château : le château de Dampard. Et un château qui n'est même pas très ancien; qui n'a pas besoin d'être très ancien pour conserver une farouche tradition. Imaginez quelque part, en Ile-de-France, parmi de hautes frondaisons, une longue façade blanche... Mais non, vous ne pouvez pas imaginer Dampard! Je ne nierai pas qu'il existe, puisqu'on l'affirme. Ce qui est inimaginable, c'est le charme qui le pénètre, comme l'eau de mer dans les très vieux bois qui ont coulé depuis des siècles. Un charme où jouent leur rôle, sans doute, les arbres et le vent, les philtres mystérieux de la mère Loisil, les escaliers dérobés et les chambres qu'on n'ouvre jamais, et celles qui, sous les combles, ressemblent à des nids d'oiseaux; mais aussi la dignité marmoréenne de Monseigneur l'évêque, la tristesse hau-

(1) Un vol., Grasset, 1935.

taine, et comme ensevelie au fond des âges, de la marquise de Bradès, les enfants qui se posent sur leur banc comme un oiseau sur son perchoir, l'exactitude d'Avenant, les longues galeries trop bien cirées, les onguents, les médecines, les parfums et les friandises. Sur tout cela Dampard a posé un sceau de perfection inhumaine. On dirait cet ambre translucide qui conserve pendant des siècles les couleurs de la vie à un cadavre d'insecte. Et c'est justement de là que va venir le drame.

Un drame minuscule et pathétique, plutôt entrevu que dévoilé. Le comte Horace, petit-fils de Mme de Bradès, est revenu un matin de Chine en ramenant dans ses bagages une toute petite dame italienne, Maria Mancilia. Elle connaissait bien Dampard, à travers ce qu'Horace lui en avait dit, et elle ne s'y trouve d'abord pas du tout étrangère. Mais Dampard ne l'a pas reconnue. Durant toute une longue semaine, on entend retentir le son du luth, on rencontre un couple amoureux sous les arbres séculaires et dans les corridors furtifs. Et puis, un matin, Maria Mancilia est partie avant l'aurore. Elle sait qu'elle n'entrera jamais dans cet univers trop bien ordonné. Monseigneur peut alors bénir la nouvelle chapelle, et c'est fini...

Nous n'assisterons même pas au désespoir du comte Horace. A quoi bon, du reste? Tout ceci appartient à un passé déjà légendaire. Ce que le récit de Mlle Anaïs, la gouvernante, nous a permis de percevoir, ce sont certaines profondeurs muettes qui, grâce à elle, ont trouvé un langage. Toute poésie est dans ce don merveilleux. Il n'importe guère que Dampard existe ou n'existe pas. Il représente une certaine fleur des choses qui est trop parfaite pour la vie. De cette évocation se dégage une assez profonde amertume. L'homme y apparaît le prisonnier de ses propres secrets et de ses propres œuvres. Dans le château enchanté, ce sont les gens qui parlent le moins. Il leur suffit presque de se regarder. Depuis longtemps il n'y a plus rien à dire sur le destin. Mme de Bradès n'est pas une mauvaise femme, ni Monseigneur un mauvais

homme. Ils représentent seulement des réalités plus anciennes qu'eux-mêmes, et qu'ils savent ne pouvoir changer. Ces âmes fières et vieillies apparaissent toutes prisonnières d'un charme que l'habitude leur dissimule et qu'elles n'ont pas l'énergie de briser.

Du *Bonheur des tristes* à *Bénédiction*, je me demande s'il n'y a pas une secrète correspondance. Le *Bonheur des tristes* c'est, lorsque le charme s'est brisé de lui-même, ce qu'il en demeure autour des personnages dispersés à travers le vaste monde. Et maintenant, « il faut tenter de vivre ! »

JACQUES MADAULE.

Paul Bourget

« Bourget, à qui je dois mieux que de belles lectures, les exemples d'une grande vie d'homme de lettres... » Cette note de Barrès dans les *Cahiers*, il n'est pas d'écrivain qui ne puisse la signer ; il n'en est pas qui ne doive, incliné devant la tombe de ce bon ouvrier des lettres, admirer la probité de son intelligence et la fécondité de son talent. Plus de cinquante volumes répartis sur soixante années de vie littéraire ; c'est un titre de gloire pour un auteur qui n'a jamais rien bâclé, qui écrivait toujours avec soin quand même ce n'était pas avec bonheur, et qui — plus rare sujet de louange ! — a toujours voulu conduire son lecteur sur une voie de vérité. Saluons d'abord en Paul Bourget l'un des seuls écrivains de ce temps qui se soient fait une haute idée de leur mission.

Saluons aussi en lui sinon l'initiateur de la littérature catholique moderne — et il le fut, à considérer les dates,

dans la mesure où l'on peut tenir le *Disciple* pour un roman catholique —, du moins le doyen de la corporation. Sur ce point, il ne suffit pas de louer les intentions de Bourget : il faut voir aussi, dans son œuvre, une grande zone de vérité et la réelle puissance de l'art. Certaines déviations, certains durcissements de sa pensée, surtout depuis l'*Étape*, ne doivent pas nous faire oublier tout ce qu'il y eut de salutaire, à l'origine, dans sa réaction contre le naturalisme. Les *Essais de Psychologie contemporaine*, vers 1885, furent un grand épisode d'élargissement de l'esprit français, un réveil du sens du mystère et un retour à la vie intérieure dont on ne saurait trop exagérer l'importance spirituelle, non plus d'ailleurs que l'importance littéraire puisque, à cet élargissement, Stendhal, Tourgueniev et surtout Baudelaire gagnaient d'être admis par le public français. Et je ne sais si, dans toute l'œuvre de Bourget, un autre ouvrage — fût-ce le *Disciple* — propose autant de richesses et présente de pareilles garanties de durée.

De même, un certain raidissement de l'art par la rigueur de la doctrine ne doit pas nous cacher que Bourget fut un de nos meilleurs architectes du roman, en tout cas le plus habile à charger de pensée une intrigue intéressante, un drame émouvant. Il a défini un jour son idéal du roman par cette formule : *du pathétique qui fasse penser* ; et elle est excellente. Il lui est arrivé, dans ses meilleurs jours, de s'y conformer pleinement ; et alors il a écrit le *Démon de midi* ou *Le Sens de la Mort*, ces récits pleins de force, qui saisissent en même temps par leur intérêt dramatique et par les conflits intellectuels qu'ils proposent, sans qu'on puisse séparer le drame de l'idéologie, tant le romancier excelle à transporter les idées dans la vie, à en trouver la résonance au fond des âmes.

Par malheur, il a voulu dépasser cette formule ; il a accepté le périlleux honneur d'introduire dans notre littérature le roman à thèse. Ce genre, qui a connu quelque temps la faveur du public sérieux et qui est honoré encore par certains esprits amoureux de solidité, n'est plus à critiquer : la

cause est entendue. On sait maintenant que l'objet du romancier, c'est la vie et non les doctrines, et que sa manière de servir la vérité est l'exacte observation de l'homme, non la contemplation des systèmes. Si encore Bourget s'était contenté de thèses très générales, si son « apologétique expérimentale », comme il aimait à dire, n'avait tendu qu'à prouver la vérité morale du christianisme, il aurait pu sans trop de mal confondre la vocation du romancier et celle du prédicateur. Mais, où le danger s'accrut, ce fut quand, après l'Affaire Dreyfus et la rencontre de Maurras, il se déclara en possession d'une sociologie positive et précise, vit dans l'alliance du catholicisme et de la Monarchie l'unique formule de la vérité politique, dans la Révolution l'erreur absolue et dans la Démocratie l'incarnation de tout mal. Philosophie doublement dangereuse; d'abord en ce qu'elle établissait un lien nécessaire entre la vérité religieuse et une hypothèse politique, au risque d'entretenir et d'enraciner les plus dangereuses équivoques; ensuite, et surtout, en ce qu'elle aboutissait à une exploitation sociologique du christianisme à une définition de l'Église non comme source de vie spirituelle mais comme bastille d'un ordre social.

Le pire malheur est que cet ordre recouvrait de profondes injustices. Bourget s'acharnait à les justifier tantôt au nom de la science, tantôt, ce qui était le plus grave, au nom de la religion : en fait il obéissait à des impulsions de tempérament et à des réflexes de bourgeoisie; à l'abri de la science et de la religion « il écoulait ses thèses personnelles », comme l'écrit encore Barrès. On trouve, dans les *Cahiers* de celui-ci, cette curieuse note : « Bourget me dit : ma passion réelle, c'est l'ordre. C'est en ce sens que j'ai le droit de dire que vous ne pouvez pas nier que j'aime les travailleurs. Je les aime quand ils travaillent, je ne les aime pas quand ils veulent faire de la philosophie. » *Aimer les travailleurs quand ils travaillent*, en réservant l'usage de la pensée à l'Académie française et aux salons de la rive gauche, peut-être aussi à la Sorbonne (bien que, depuis la Révolution et l'Affaire

Dreyfus, il faille se méfier de l'Université!) — voilà, hélas! le fond de la sociologie de Bourget : le plus curieux et le plus triste, est que, de très bonne foi, il la croyait chrétienne et catholique... Au fond, il valait mieux que ses idées ; et sa meilleure chance fut de leur échapper quelquefois. Romancier né, il lui arrivait de créer des personnages si vivants qu'ils agissaient pour leur propre compte, et alors, il se laissait entraîner à conclure contre ses propres thèses, comme dans le *Démon de midi*, où c'est le catholique d'ordre qui perd son âme et le chrétien sentimental qui se sauve. Croyant sincère, il lui arrive aussi, dépassant la politique et même le moralisme, de toucher le fond religieux des âmes, comme dans *Le Sens de la Mort*. C'est pour ces fissures de lumière, et non pour un encombrement de matériaux dogmatiques, que son œuvre romanesque vaut d'être encore admirée.

P.-Henri Simon.

La vogue de l'art populaire et la popularité de l'art

On ne dit pas aux artistes d' « aller au peuple », comme le demandait naguère aux bourgeois un pénible mot d'ordre politique. On ne leur demande pas non plus de devenir commerçants, ce que font malheureusement certains d'entre eux, qui ne sont pas toujours les pires. On souhaiterait seulement réintégrer leur activité dans la Cité.

Mais, dira-t-on, jamais l'art populaire n'a connu pareille vogue ! On lui a même trouvé des noms pédants qui, au temps que nous vivons, sont les signes les plus sûrs de la popularité. Maintenant que le grec est devenu une langue aussi morte que l'hébreu, l'araméen ou le sanscrit, on ne parle plus que d'ethnographie et d'ethnologie. Et nul n'ignore le folklore, un joli mot un peu mystérieux et un peu sauvage, comme un archipel groenlandais.

Quand j'étais petit garçon et qu'il pleuvait, le jeudi, nous entrions nous abriter dans les musées, qui étaient chauffés et gratuits. Le Musée du Trocadéro était alors une curieuse caverne poussiéreuse, avec des Indiens en bois peint couverts de plumes mitées, des panoplies, des vitrines à contre-jour. C'est aujourd'hui le plus parisien des musées, et le plus « scientifique », avec vitrines nickelées, éclairage indirect, diagrammes, statistiques, et photographies, et catalogues. Les « vernissages » y sont des événements mondains. On s'y montre comme à une « générale » de cinéma chic. Naguère une revue de mode fort élégante, *Vogue*, je crois, publiait des photographies de jeunes et jolies femmes, vêtues des dernières créations de la mode et gracieusement penchées sur les vitrines du

Musée du Trocadéro. J'avoue que je préfère les mannequins des couturiers aux effrayants mannequins de Sioux et d'Iroquois de mon enfance. Mais, jadis, on ne photographiait ces belles jeunes femmes que devant le Ritz, au pied de la Colonne Vendôme, face aux bassins de la Concorde ou devant les marches du Trianon. Et les voici maintenant au Musée du Trocadéro !

Ce n'est pas hier, d'ailleurs, qu'Apollinaire et ses amis firent passer les œuvres d'art nègre des armoires des vieux coloniaux aux devantures de la rue La-Boëtie.

Ils inventèrent aussi le Douanier Rousseau. Et Serge de Diaghilew lança l'art populaire russe. Depuis, pas une saison ne se passe sans que l'art populaire d'une quelconque partie du monde, l'art « primitif » des Incas ou l'art « paysan » lithuanien, ne connaisse ce que les Parisiens appellent avec humilité la consécration de Paris.

Un art populaire, ce n'est presque toujours qu'une gauche version d'art plus savant, une copie maladroite pour l'église paroissiale de ce qu'on a admiré à la cathédrale, l'adaptation à l'usage de la ferme de ce qu'on a entrevu au château. Ainsi il est tout naturel que Henri Rousseau ait eu l'ambition d'égaler les maîtres du Salon des Artistes Français, comme le menuisier de chez moi conserve précieusement le catalogue de Lévitan. J'écris ceci en vue d'une église de village. Il y a dedans une *Sainte Vierge* en bois sculpté. C'est une version assez exacte et savoureuse de la Vierge de Germain Pilon qui est à la Couture au Mans.

L'art populaire, c'est une floraison de l'âme populaire, un produit de la culture spirituelle populaire. En ces temps où, à tous les degrés, l'instruction a été substituée à la culture, aucune renaissance de l'art populaire n'est possible, aucune renaissance de l'art régional, — qui est

toujours populaire —, aucune renaissance de l'art. Pas d'art sans âme. On a trop nié l'âme pour qu'il ne soit pas absurde de souhaiter un art.

Un art savant sans popularité est condamné à s'étioler et à mourir, et un art populaire sans modèle savant ne subsiste pas longtemps. Cette constatation n'est pas sans valeur morale et sociale. Un art est fonction de l'existence d'une certaine société, d'un certain état de civilisation. Un art se survit parfois superficiellement par la grâce de mécènes, par exemple. Mais cela ne dure que le temps que durent les mécènes. Ainsi on fait vivre encore la vénerie, on maintient debout la tapisserie, et la fantaisie d'un Américain riche pourrait, si elle le voulait, créer un conservatoire de la marine à voiles, comme nous entretenons la Comédie Française à l'usage de la Tragédie classique.

MM. André Blum et Charles Chassé ont justement noté que les costumes rustiques sont ordinairement des combinaisons d'éléments vestimentaires ayant été portés à diverses époques *par les gens des agglomérations urbaines*. Mais maintenant que, dans les villes, on se vêt autrement, aucune propagande régionaliste ne convaincra les paysans de s'affubler encore de prétendus costumes locaux. Un art, quel qu'il soit, doit, en règle générale, être à la fois un art noble et un art populaire. Qu'il perde l'une ou l'autre de ces deux faces, et il perdra bientôt la vie.

Ces considérations, ces diversions nous mènent-elles loin de l'actualité artistique? Je viens de traverser la Touraine ou, en dépit de tant d'exemples de simplicité et de goût, on n'a pas construit une seule « maison »

depuis cinquante ans, mais rien que des coquettes villas. Aux portes de Blois, un délicieux mas provençal avoue, sur une plaque d'émail fleuri, qu'il se nomme « Ker Sanouva ». Voilà qui clame bien haut l'état de l'art — et de bien autre chose — en France, dans cette première moitié du XXe siècle, M. Mandel vient de mettre en circulation un timbre « Pour l'Art et la Pensée » et un timbre « Pour les Chômeurs intellectuels », qui parviennent à battre le record détenu jusqu'ici par le timbre anti-tuberculeux. Voilà des exemples de ces faits qui me paraissent plus importants et plus significatifs que l'exposition la plus réussie.

Cela n'a aucune importance, diront certains. Bien sûr. Il est d'ailleurs entendu que, de nos jours, l'art est isolé comme un microbe, soigneusement protégé des contacts extérieurs, dans ces prisons qu'on nomme musées, prisons aux portes pourvues de tourniquets défensifs. Il n'y a plus guère que l'Église à braver les règles élémentaires de l'hygiène en persistant à exposer gratuitement, et indécemment, l'œuvre d'art. L'œuvre d'art contemporaine, l'ouvrage qui vient de sortir des mains d'un artiste que nous pouvons connaître, les œuvres des vivants, faites pour les vivants, deviennent elles-mêmes objet de musée. On est en train de bâtir, sur le quai de Tokio, un établissement à cet usage. Et l'art populaire est un art désormais si peu populaire qu'il faut, lui aussi, le mettre en boîte.

Une éloquente illustration de cet état de choses nous fut fournie cet automne aux Archives Internationales de la Danse. M. Rolf de Maré a été contraint de mettre les danses populaires en exposition. Pendant que les pick-up déchaînent sur nos provinces les rumbas et les tangos, et les one-step et les cucarachas, tout comme au Coliseum, à Tabarin ou dans les salons de *Normandie*, les bourrées, et les dérobées, et les fandangos, les binious, et les bombardes, et les vielles, et les galoubets viennent prendre une retraite définitive au musée. Désormais, l'art savant

— on donne ici à cette expression un sens peut-être un peu spécial — l'art savant s'exporte tout fabriqué et est reçu « tel quel » sur toute la surface de la terre. Désormais la terre ne sera plus qu'une terre sans terroir. Si on souhaite une renaissance artistique il faudra se résoudre à une renaissance totale. La bonne volonté de MM. Labbé, Latour et Vaillat, avec leur « centre régional » de l'exposition de 1937, est bien inefficace.



Je ne voudrais tout de même pas avoir l'air de décrier systématiquement cette exposition de 1937. Il faut ainsi se hâter de reconnaître que le premier monument qu'on lui doive — et c'est un monument durable — est beau, tout simplement. Cette construction avait du reste été confiée au plus grand architecte vivant en France, Auguste Perret. Si les réalisations futures de l'Exposition sont de cette classe, il n'y aura qu'à s'incliner. Je me souviens avoir vu un projet d'Auguste Perret pour le Trocadéro, et ce projet n'a pas été retenu. Mais enfin, on lui a confié un bâtiment utilitaire, pudiquement caché au fond d'une ruelle des Gobelins, le nouveau Garde-Meuble. Quiconque a le goût de l'architecture ira désormais errer par là.



Pour être juste, il faut aussi avouer que beaucoup d'efforts ont été tentés officiellement pour la cause de l'art, et particulièrement pour populariser l'art, pour en répandre le goût et la pratique. Je notais en passant, le mois dernier, l'effort malheureux de l'école de dessin d'Aubusson. Faut-il noter aujourd'hui, à propos de l'exposition des envois des prix de Rome, l'effort malheureux de notre célèbre école nationale des Beaux-Arts ? Il est bien inutile de signaler une fois de plus l'économie finan-

cière et morale qu'il serait heureux de réaliser de ce côté-là.

Le fait était, cette année, d'autant plus éloquent qu'on pouvait voir, en même temps, les expositions de deux illustres romains : les gravures de Callot à la Bibliothèque Nationale et des dessins de Géricault dans une galerie.

Je n'ai pas la place — heureusement — ni peut-être le goût, de noter ce que des spectacles aussi *excitants* pour l'esprit, enseignent. Mais, en sortant de là, on se prend à avoir honte de ce que les pensionnaires de la Villa Médicis font à Rome. Mais sans doute sont-ils des victimes? Et moins des victimes de leurs maîtres que des victimes de leur programme d'études.



J'aurai voulu citer l'effort tenté depuis plusieurs années par les Grands Magasins du Printemps, avec la « petite foire artisanale » (pourquoi pas artisane?), et cette année par les Galeries Lafayette avec l'exposition des soldats d'étain, par la Manufacture de Saint-Étienne avec la navigation. Car, cela aussi, c'est de l'activité artistique. Et bien vivante.

PIERRE VILLOTEAU.

Le mariage de Jean-Sébastien Bach

Amour, religion et génie

La première fois qu'Anna-Magdalena vit Jean-Sébastien Bach, elle s'enfuit, prise d'une terreur sacrée. La seconde fois, elle comprit qu'aucun autre homme au monde ne pourrait lui faire « une impression quelconque ». Lui-même se dit alors : « Je veux épouser cette jeune fille. » Et Anna ajoute : « Mon consentement lui apparaissait chose certaine, car tout ce qu'il voulait réellement, il l'accomplissait. J'avoue qu'il m'est arrivé, plus tard, de le croire têtu. »

Le récit de la vie conjugale d'A.-M. Bach, que M. et E. Buchet viennent de traduire en français (1), est un document de premier ordre non seulement pour l'histoire du grand compositeur et celle de la musique, mais pour la psychologie.

Un témoignage aussi direct et aussi autorisé sur le ménage heureux d'un homme de génie ne peut laisser personne indifférent. Bach fut un grand homme pour sa femme pendant trente ans, et ce n'est pas seulement par convenance qu'elle le proclame. Il y eut sans doute entre les époux des « difficultés », comme il arrive à tous les habitants de la terre, mais, affirme la veuve, « elles restèrent extérieures, elles n'atteignirent jamais notre amour ». Elle emploie, pour exprimer leurs rapports, des expressions analogues à celles des mystiques : « J'étais comme une petite rivière aspirée par l'océan, absorbée par une vie plus profonde et plus grande que n'aurait jamais pu être la mienne. Souvent je le voyais si puis-

(1) *La Petite Chronique d'Anna-Magdalena Bach.* Traduction par Marguerite et Edmond Buchet. Editions Corrêa.

sant à côté de moi que j'en étais presque terrifiée. Mais je le comprenais parce que je l'aimais. »

C'est que tous deux vivaient et s'aimaient dans une réalité supérieure, divine, à laquelle ils accédaient par le moyen de la musique. La musique de Bach donnait, constate-t-elle, aux textes sacrés une expression si sublime qu'elle la compare à la contemplation.

« Avant d'en pouvoir écrire une seule note, Sébastien vivait dans son âme toute l'angoisse de la créature et toute la grandeur du mystère humain » aux prises avec la divinité.

Elle le surprit parfois en train de composer, son visage, ordinairement coloré et calme, devenu pâle et inondé de larmes. Et voici ce qu'elle dit de la *Passion selon saint Matthieu* : « Je pus à peine supporter cette musique, tellement elle m'apparut poignante et magnifique. Cependant peu de personnes la trouvèrent à leur goût, et, comme elle est très difficile et exige beaucoup de répétitions de la part des chanteurs, on ne la joua plus pendant onze ans. Cette œuvre puissante et troublante dort maintenant dans le silence, mais peut-être, au ciel, l'entendrai-je encore une fois. »

Ces mémoires débutent et se terminent par deux scènes capitales où triomphe la musique. En 1720, à Hambourg, Anna entra un jour dans l'église Sainte-Catherine. Elle entendit l'orgue jouer si merveilleusement qu'il lui sembla qu'un archange devait être au clavier. Au bout d'un temps dont elle fut incapable de mesurer la durée, éclata une suite d'accords glorieux ; puis, le silence. « J'étais, dit-elle, encore debout, sans contrôle, la tête levée, comme si le tonnerre sortant des tuyaux allait continuer à rouler. Mais ce fut l'organiste, Sébastien lui-même, qui parut sur la tribune et s'approcha de l'escalier... Après un tel concert, c'était saint Georges plutôt qu'un homme que je m'attendais à voir. Je me mis à trembler, saisis mon manteau tombé sur le sol, et, prise d'une inconcevable panique, me précipitai hors de l'église. »

En 1750, Bach est sur son lit de mort. Il appelle son gen-

dre Christophe : « Va chercher du papier, j'ai de la musique dans la tête. » Et il dicte : *Je me tiens devant ton Trône.* « C'est la dernière musique que je ferai dans ce monde. » Christophe montre le manuscrit à Anna : « Comme c'est beau! Comme son âme lutte contre la douleur et l'obscurité! » La fin approche. « Chantez-moi quelque chose de beau sur la mort, car mon heure est venue. » Sa famille lui chante le choral : *Tous les hommes doivent mourir.* « Comme nous chantions, une grande paix apparut sur le visage de Sébastien. Il était au-delà des misères de ce monde. »

C'est alors qu'Anna comprit que Bach, le plus religieux des hommes, avait eu toute sa vie, et avait exprimé dans ses plus belles cantates, « une étrange nostalgie de la mort ». Non pas une attirance morbide, ni un dégoût malsain de la vie qui aurait étonné chez un être aussi équilibré et aussi actif; mais une impatience de contempler l'infinie perfection, une aspiration à « une plus grande liberté » pour son génie.

Émile Dermenghem.

THÉATRE

En tête de sa thèse sur l'œuvre dramatique de Balzac, M. Douchan Z. Milatchitch écrit : « Acquérir la gloire par le théâtre fut la perpétuelle ambition de Balzac, et, en dépit de ses déconvenues, cet espoir le hanta jusqu'à sa mort. A vingt ans, sa vie littéraire débute par une tragédie : *Cromwell*. A partir de ce moment il ne cessera de revenir à un genre qui l'attire irrésistiblement. Pendant ses trente dernières années il a conçu près de cinquante pièces, en a ébauché une quinzaine, mais neuf seulement ont été terminées. »

Mercadet ou *Le faiseur* est sans doute la plus vivante de ces pièces. Son histoire est assez compliquée. Balzac en lut une première version à Théophile Gautier en 1840 ; la comédie, alors incomplète, ne fut achevée que quatre ans plus tard. Après la Révolution de 48, le romancier pensa qu'elle pourrait être jouée au Théâtre-Français ; il la revoit, remanie certaines scènes sur le conseil de Locroy, administrateur de la Maison, et la soumet au Comité de lecture le 17 août. Elle fut reçue, et en septembre Balzac partit pour la Russie. Pendant son absence Locroy et le principal interprète réclament de nouvelles corrections ; en fait, l'auteur est invité à retirer sa pièce. Il meurt le 20 août 1850, avant d'avoir pu trouver un autre directeur.

Mme Honoré de Balzac confia l'œuvre au directeur du Gymnase qui la trouva trop longue et la fit remanier par Adolphe Dennery. Les cinq actes furent réduits à trois, le dialogue parsemé d'allusions politiques et les caractères singulièrement déformés. C'est cette version qui fut jouée le

(1) *Le théâtre de Honoré de Balzac, d'après des documents nouveaux et inédits*. Hachette, 1930. Les chap. VII et VIII sont consacrés au *Faiseur*.

23 août 1851 et imprimée la même année à la librairie théâtrale, tandis que le texte original paraissait dans *Le Pays*. C'est elle également qui entra au répertoire du Théâtre-Français en octobre 1868; la pièce fut régulièrement reprise jusqu'en 1918.

La comédie de Balzac portait le titre de *Mercadet* dans la version 1840-1844 et c'est celui qu'elle a conservé dans l'adaptation d'Adolphe Dennery. *Le faiseur* est le titre que l'auteur donna à sa version définitive en 1848, lorsqu'il l'envoya au Théatre-Français. En préférant ce dernier, M. Charles Dullin a clairement manifesté sa volonté de rompre avec la tradition et de laisser de côté ce que M. Henry Bidou appelait en 1918 « un mauvais camouflage de l'œuvre de Balzac ». Mais ce n'est pas au profit du texte original dont l'auteur disait : « Ma pièce restera telle qu'elle est. » Le théâtre de l'Atelier nous présente une nouvelle adaptation de Mlle Simone Jolivet.

En apparence, celle-ci a procédé comme Dennery. Les cinq actes en deviennent trois; les chiffres sont mis au barème du jour; on a souligné tout ce qui pouvait toucher un public encore sous le charme d'aventures financières scandaleuses. En fait, dans la mesure où il est permis de le dire sans avoir sous les yeux le nouveau texte, Mlle Simone Jolivet est beaucoup plus fidèle à l'esprit et même à la lettre de l'original. Elle a respecté les caractères, celui de Minard, promu jeune premier romantique par Dennery, et surtout celui de Mercadet, dont Balzac n'a pas voulu faire un escroc sans entrailles et qui va se laisser « rouler » par un vieux créancier rusé aux trémolos attendrissants. Elle a conservé le caractère de « moralité » que le sociologue de la *Comédie humaine* avait donné à sa comédie, en doublant le dénouement d'une conclusion tirée par Mme Mercadet sur la force de l'honnêteté bourgeoise. Enfin, au dernier acte, Mlle Simone Jolivet a rétabli la suite des événements telle que Balzac l'a enchaînée. Sous réserve d'un contrôle plus précis, ce très intelligent travail est bien une « adaptation », tandis que Dennery s'est considéré comme le collaborateur de Balzac et

se permit un véritable « remaniement ». On peut discuter sur la légitimité des « adaptations » : l'opportunité a parfois ses raisons que la légitimité ne comprend pas. Au contraire, rien n'autorise un « remaniement ».

Charles Dullin ajoute une seconde adaptation à celle de Mlle Jolivet. Il a traité comme un livret le texte qui lui était soumis; avec la collaboration du peintre Touchagues et du musicien Darius Milhaud, il a transporté les personnages de Balzac sous un autre climat. *Le faiseur* oscille de la comédie de mœurs à la comédie italienne — de la comédie de mœurs que Balzac a écrite à la comédie italienne que Dullin imagine — et cette oscillation devient le rythme de la pièce. Le metteur en scène n'a pas substitué la seconde à la première et il les a encore moins juxtaposées; mais il a poussé la première vers la seconde, comme si un ballet idéal aspirait continuellement la comédie réelle. Rien n'est plus antibalzacien que le spectacle de L'Atelier, et jamais Dullin ne s'est exprimé avec une telle maîtrise. D'où vient cette réussite dans le contresens?

Le contresens, naturellement, est prémédité. Il ne s'agit pas d'une erreur, mais d'une offensive contre une certaine signification du théâtre. Balzac veut faire *vrai*. Dullin aussi. Balzac voit *vrai* et c'est pourquoi Dullin l'enrôle parmi les auteurs de l'Atelier. Mais Balzac ne fait pas *vrai* parce qu'il ignore ce qu'est la vérité au théâtre ou mieux l'optique du théâtre : cette parfaite liberté dont la musique et la danse jouissent par leur nature, toutes les formes d'expression qui sont liées à la présence de l'être vivant peuvent s'épanouir sans détruire la vérité, à condition de ne pas confondre celle-ci avec une simple copie du réel. C'est donc bien la vérité balzacienne que Dullin entend sauver en inventant un « réalisation » à laquelle Balzac ne pouvait même penser.

La vérité balzacienne, c'est l'extraordinaire figure de Mercadet, « le faiseur d'affaires (1) », et le petit monde

(1) Littré dit à « faiseur » : « Faiseur d'affaires, homme qui a un cabinet et qui, moyennant un bénéfice, traite pour autrui toute sorte d'affaires d'argent. »

pittoresque dont il est le centre : usuriers, dupes, aventuriers, domestiques. Ce serait une faute de prendre Mercadet pour un escroc qui, de sang-froid, ruine ses contemporains ; il n'aurait pu s'avancer sur une musique d'opérette, s'il avait été un vrai « corbeau », pour parler comme Henry Becque. Une espèce de fatalité comique le condamne à n'être pas ce qu'il voudrait être : le démon de la spéculation le rejette loin de cet idéal honnête et bourgeois qu'exprime son mobilier Louis-Philippe. Mercadet n'a point de vices; c'est un bon époux, un père de famille attentif, un ami généreux; il a une âme de bienfaiteur. M. Milatchitch a montré combien il est différent de Nucingen et du Tillet, grands requins jouisseurs, de Gobseck et de Grandet, avares torturés par leur passion. Ajoutons, et ce sera l'intérêt historique de la pièce : ce n'est pas l'argent qui joue ici le rôle de premier moteur invisible, mais le crédit.

Il faut lire les discussions financières de la Chambre au début de la Restauration et notamment les discours du banquier Laffitte pour comprendre ce que put être la mystique du crédit en France. Elle est représentée dans la pièce de Balzac par le rôle de Godeau, personnage qu'on ne voit pas et dont le nom acquiert une valeur magique. C'est un ancien associé de Mercadet, qui a pris la route des Indes et compromis par ce départ trop rapide les affaires de la maison. Ou il reviendra riche, ou il ne reviendra jamais. La nouvelle de son retour suffira à créer cette confiance dont le crédit a besoin et Mercadet va en jouer... Le génie de Balzac a senti quelle puissante force dramatique représentait un élément psychologique comme celui-là : ses propres aventures financières pouvaient d'ailleurs l'instruire de la manière la moins détournée. Mais le romancier a senti cette force avec son intelligence d'observateur et de naturaliste social; Dullin, avec son intelligence de metteur en scène prompte à transposer les faits en signes.

Reconnaissons qu'une tentative comme celle de L'Atelier n'a qu'une justification possible : sa réussite. On voit trop bien ce que donnerait ce principe appliqué par des « faiseurs

de spectacles » ; mais leurs sabotages présumés ne constituent pas un argument contre un travail qui existe indépendamment de toutes discussions sur sa nature. Nous devons à Dullin un chef-d'œuvre d'intelligence, d'ironie et de fantaisie.

Signalons au Théâtre de l'Œuvre une pièce très intéressante de M. Stève Passeur, *Le Témoin*, devant laquelle il faudra s'arrêter dans la prochaine chronique.

Henri Gouhier.

QUELQUES LIVRES

Les Cinq Femmes de la Maison, par Michel Davet (Plon)

Cinq femmes, elles sont cinq, et dans cette maison de peintre, où l'extravagance tourne à tous vents, — c'est aux champs, là-bas, dans le sud-ouest, — quelle *odor di femina* ! Un peu entêtante. Il y a là un garçon, qui prend de l'âge, déjà, et qui écrit vaguement des romans, pour bâtir un roman avec chacune, les rejeter l'une après l'autre, l'adolescente et la vieillissante, la raisonnable et la déraisonnée, la douce et la terrible, jusqu'à ce qu'il se trouve lui-même rejeté, misérable.

On a un peu le sentiment d'un conte, bâti par le milieu de l'air, mais si joliment nourri de sang jeune et de vieille campagne. Tant de vifs regards de jeunes filles, de bouffées de syringa et de chèvrefeuille, de lueurs de soleil dans le demi-jour vert d'une allée, ou dans la cuisine brune d'une maison de domaine.

L'auteur du *Prince qui m'aimait* a bien réussi à marier le vrai et le romanesque, ici ; à faire vivant, à la température du sang, des nerfs, et en même temps à faire passer cette tiède vie dans un air où tout s'allège, — l'idylle d'une des petites avec un jeune châtelain est délicieuse, — un air de conte de fées et de songe de nuit d'été.

Le Cœur Complice, par Daniel-Rops (Plon)

Écrites d'un style de romancier, invisible et efficace, ces quatre nouvelles portent coup. L'une est intitulée *Colin-Maillard*. Mais tous ces êtres ne s'agitent-ils pas un peu à tâtons dans le noir, où

descend à peine, blême, tremblant, un rayon? Comme le mal est puissant à les envoûter. — Avec *Sévéra* il semble même qu'on ne pouvait guère aller plus loin dans une horreur glaçante. — Il convient de ne pas méconnaître le mal, dit Daniel-Rops, sinon il attaquera à son avantage un cœur qui ne sait pas se défendre, un cœur complice...

Daniel-Rops a le sens de la vie mentale, dans ses surprises, ses incidents brusquement surgis, ses gouffres obscurs. Une vigueur de trait fait lever du récit des êtres obsédants : des êtres, non pas des éléments, mais des personnes, avec un cœur à elles, une conscience à elles. Rarement romancier a montré ainsi enfoncés dans le réel des personnages se débattant parmi les ténèbres, aux prises avec les destins. Mais quel ami du sombre ! Il est vrai que le Titien disait : « La plus belle des couleurs, c'est le noir. » Peut-être parce que le noir révèle la lumière.

Le Rendez-vous, par Henri Duclos (Grasset)

C'est l'histoire d'un grand garçon, intelligent, ironique, maître de soi, de cœur assez endormi. Le démon de connaître va le travailler. Il sera tenté, mais autant par la tête que par le cœur, par la curiosité, le besoin de vivre, comme on dit, que par la passion. « Banale histoire. Le tragique, c'est que cette histoire soit banale. » Le suicide de l'homme qu'il a trahi le remet en face des choses. Impossible d'épouser cette veuve. Et l'avenir est bouché; il n'y aurait plus que cette misère, ce dégoût, s'il n'y avait toujours la lumière, où l'on retrouve, sans l'avoir cherchée, la sérénité.

Un sens nerveux et triste de la vérité humaine, joint au sens profond de la vérité divine donne du prix à ce roman de belle tenue.

Bécagrun, par Raoul Stéphan (Albin Michel)

Après *Monastié le Huguenot*, roman de la Cévenne, Raoul Stéphan a voulu écrire le roman de la plaine; après celui des châtaigniers, celui de la vigne. L'histoire d'un berger qui se fait vigneron s'est élargie pour lui en géorgiques; et le roman de Bécagrun au temps de l'« étonnant martyre de la vigne » est devenu l'épopée de la vigne souffrante.

C'est beau, le drame de l'homme et de la terre, quand celui qui le retrace a le sens de la terre, quand il sait comme ici apporter l'odeur même et le goût d'un terroir, car c'est là toujours un drame de passion : le terrien faisant de soi à la terre un don total.

La Zone Verte, par Eugène Dabit (Gallimard)

Parce qu'un goût de printemps passe dans l'air, ce chômeur a quitté Paris. Il a traversé la zone grise, atteint les champs, la zone verte. Le soir, il s'est arrêté dans une auberge en bordure de la forêt. « C'est alors qu'il retrouva un beau monde perdu et que commencèrent pour lui les joies, les découvertes, les aventures... » Mais Paris le hante, comme il hante les paysans fixés là et les ouvriers qui ne font qu'y camper. Un jour, — il n'y peut rien, tout est si embrouillé — il regagne la zone grise, « où l'on ne peut connaître que la petitesse de l'homme, sa misère, mieux se souvenir du paradis qu'il a perdu ». Il voudrait déjà être englouti par Paris, caché dans une chambre d'hôtel. Et pourtant : « C'est donc là le paradis que se sont créé les hommes, auquel ils croient... » Quand pourra-t-il, en s'interrogeant sur le vrai destin de ces hommes, errer dans la campagne?

Ce roman, fait de petits tableaux vivement touchés et d'un agrément juste, c'est peut-être plus qu'un livre d'observation : c'est un témoignage.

La première femme de Yuan, par Pearl Buck, traduction de Germaine Delamain (Stock).

On n'a pas oublié le très beau roman qu'est *La mère*. Ce livre de nouvelles est de même qualité, de même simple et sourde richesse humaine. Il conduit bien le lecteur dans la profonde Chine paysanne où les gros événements, — révolutions, inondations, — n'entrent pas plus avant dans la vie quotidienne que les minimes incidents du trantran familial et villageois.

La Cathédrale, par Hugh Walpole, traduit par C. et M.-L. Pressoir (Perrin).

« Une des plus belles études de la vie cléricale en Angleterre. » Belle étude en vérité, peut-être trop démonstrative. C'est l'histoire d'un archiprêtre anglican au cœur droit, mais raidi d'orgueil, autoritaire, obstiné, égoïste, ou plutôt ne pensant qu'à sa cathédrale, la formidable masse de pierre dressée sur le rocher, auprès de laquelle les hommes ne pèsent rien. Il est à l'apogée de son importance, et soudain tout lui manque : la ville, où il était roi, se retourne contre lui, les siens le trahissent, et il voit le clergé introduire pour lui faire pièce un athée dans le chapitre. C'est la cathédrale même qui l'écrase, comme si, jalouse, elle n'avait pas voulu qu'un de ses serviteurs ait pris pour lui sa gloire.

Henri Pourrat.

A TRAVERS LES REVUES

Le XIXe siècle

Curieuses vues de Jean Richard-Bloch, dans **Europe** (15 décembre) (qui n'est qu'une partie du prologue de l'Encyclopédie sur les arts et la littérature).

S'il est vrai qu'il est d'un intérêt primordial de savoir « ce que lisent, entre six et treize ans, les garçons et les filles qui vont faire, vingt ans plus tard, les écrivains et le public, les savants, les pionniers, les dirigeants de la société », le XVIIIe et le XIXe siècle s'éclairent d'un jour tout nouveau, lorsque nous nous rappelons que le *Robinson Crusoé*, traduit en 1720, connut durant tout le XVIIIe siècle un succès considérable. Nous y retrouvons « tous les éléments du thème autour duquel le XIXe siècle a joué son destin » : « Il est au premier chef le livre de la solitude humaine... Il est un livre de naturaliste... Il est le livre de l'industrie humaine... Il est le livre de l'inquiétude humaine... *Robinson Crusoé* a été, après la Bible, le plus grand succès de librairie de tous les temps. »

Mais pour que l'ouvrage portât ses fruits, il fallait à la France l'énorme aventure de la révolution. Alors seulement naquit le romantisme : « Le romantisme, c'est le *Robinson Crusoé* plus la Révolution. » Le XVIIIe siècle n'était que la répétition générale de ce que réalisera le XIXe. Napoléon acheva l'œuvre : avec lui, symbole de l'homme solitaire, l'homme moderne est né. Pour figurer la première moitié de ce siècle, il nous suffit d'unir en un même volume *Le Rouge et le Noir* et *L'Éducation sentimentale*.

A Julien Sorel et à Frédéric Moreau ajoutons le père de Lucien Leuwen, contemporain du premier, et nous aurons, selon M. Richard-Bloch, le tableau complet des trois générations qui ont occupé le siècle jusqu'en son milieu.

M. Leuwen le père a encore connu l'ancien régime. « Tout ce

qui, à tort ou à raison, paraissait sublime, généreux, tendre à Lucien, toutes les choses desquelles il pensait qu'il était noble de mourir pour elles ou beau de vivre avec elles, étaient des sujets de bonnes plaisanteries pour son père et une duperie à ses yeux. M. Leuwen était d'une politesse exquise, et qui allait presque jusqu'à la reproduction de la réalité. »

Un des amis de Lucien, à qui l'on demande, en persiflant, s'il ne serait misanthrope, répond : « Oui, Monsieur, par trop aimer les hommes. »

Cette déclaration rend une sonorité religieuse à laquelle nul esprit exercé ne se trompera. Elle est religieuse par l'accord consubstantiel entre un élan et une chute.

Car la chute est toute proche de cette réussite : c'est le 2 décembre, et c'est déjà la Révolution de 48. Les « Jeune-France » de 1830 — qui avaient fait triompher *Hernani,* la *Symphonie fantastique* et la *Peau de chagrin* — sont parvenus au pouvoir, et de ce jour, ils sont devenus pondérés et rassis. Nous assistons désormais au triomphe de l'art facile sur les créateurs énergiques.

Dans les faveurs de la « bonne société » reconstituée, Émile Augier, Dumas fils, Edmond About, Gustave Droz, Octave Feuillet, André Theuriet, Maxime du Camp, François Coppée, Sully-Prudhomme et les plus valeureux de ceux-là, Alphonse Daudet et Mérimée, remplacent Hugo exilé, Baudelaire et Flaubert poursuivis, Michelet révoqué, Gobineau et Vallès ignorés, Zola violemment dénigré, Verlaine bafoué, Veuillot tenu en suspicion.

La vie de l'esprit se réfugie dans des cercles plus intimes.

Apprécier la différence entre Bonnat et Cézanne, Massenet et Richard Strauss, Rostand et Maeterlinck, devient la marque d'un esprit affranchi, délicat et sûr. On communie en César Franck, on cultive Schopenhauer, on découvre avec enthousiasme Verlaine, Laforgue, Nietzsche, les impressionnistes, et, un peu plus tard, d'Annunzio, Whitman, Stefan Georg, les Russes. De ces fontaines occultes sortiront, pêle-mêle, Barrès, Mirbeau, Jules Renard, Courteline, Proust, Debussy, Clemenceau, Romain Rolland, Claudel, Paul Valéry, Pierre Louys, André Gide...

Mais « on ne faisait pas que de l'art, en ces cénacles ». D'où venait l'échec de l'effort révolutionnaire du début du siècle? si ce n'est de ce que *Robinson Crusoé* avait mis au cœur des précédentes générations, en même temps que l'amour de la liberté humaine, la méconnaissance de la vie sociale? Il fal-

lait maintenant une révolution métaphysique : elle se fit au milieu du siècle par Marx, ce fut le socialisme.

La nouvelle métaphysique reproche à l'individualisme du XIX[e] siècle d'avoir enfermé la dignité nouvelle de la personne humaine dans un cadre mesquin, étouffant. A ses yeux, la société constitue au contraire le seul milieu où l'individu puisse atteindre à la plénitude de son développement, c'est-à-dire de sa liberté.

En même temps la science, s'emparant du domaine social, montre là comme partout ailleurs le triomphe du relativisme universel, et le néant de l'Absolu.

Un jour — très lointain — viendrait donc où l'homme se sachant intégré dans un monde entièrement relatif, sa pensée aussi s'intégrerait complètement la notion du relatif. Alors il ne s'étonnerait plus qu'on lui demande de souffrir et de mourir pour des fins et des dieux qui n'auraient rien d'immortel.

Il ne reste plus qu'à prédire la fin prochaine de la foi, qui ne connaît que les consolations supraterrestres; le dilemme de Joubert qui a dominé tout le siècle : « Il n'y a que Jean-Jacques (lisez la Révolution) qui puisse vous détacher de la religion, et il n'y a que la religion qui puisse vous guérir de Jean-Jacques Rousseau », a reçu sa solution définitive.

Il n'y a qu'un malheur dans cette affirmation, et M. Bloch est beaucoup trop fin pour ne pas l'avoir senti (aussi proteste-t-il, mais sans nous convaincre) : on ne voit plus de progrès essentiel désormais pour cette intelligence humaine, enfermée dans le relatif, et supprimer son progrès, c'est la tuer. « Tout est relatif, voilà le seul principe absolu », l'allure paradoxale du fameux principe d'Auguste Comte souligne admirablement le dualisme inhérent à l'intelligence et à l'esprit humain : c'est dans le relatif qu'il s'éveille, nul ne le contestera. Nous disons plus : il ne se présente à notre regard que réalités relatives. Mais toutes perdraient leur être et leur relativité même, si, dans notre intelligence qui les pense, n'était inclus un rapport à l'absolu. Comte lui-même n'y put échapper. Et c'est de cette dualité que se nourrit la vie de notre esprit, en elle que s'épanouissent tous nos arts. Notre foi chrétienne l'a autrement compris : car il est peut-être facile de la critiquer quand on n'évoque que ses promesses eschatologiques. Mais quand on rapproche de celles-ci une autre parole : « Le royaume des cieux est au-dedans

de vous », on devine que seul un Dieu a pu unir de la sorte le transcendant à l'immanent. Ainsi qu'aime le rappeler souvent Jacques Maritain, le chrétien est un homme à la fois souverainement libre et totalement engagé.

Parce que nous en avons davantage pris conscience ces derniers temps, notre foi doit redevenir, comme au moyen âge, mère de tous les arts : Les noms de Claudel, de Mauriac, des frères Perret, de Denis et de Desvallières parmi cent autres seraient là pour nous assurer que notre espoir ne sera pas déçu !

Anecdotes sur Maurice Barrès (**Revue Universelle** : 15 nov.-15 déc.). D'abord ces appréciations d'amis — ou concurrents.

— Il eût pu être, me dit l'un d'eux, un Théophile Gautier !

Ce regret correspond assez bien au narquois sourire d'un politicien qui, l'ayant longtemps coudoyé à la Chambre, déclara dans un petit groupe où je me trouvais :

— Barrès ! un ambitieux qui ne se consolait pas de n'être point ministre de l'Instruction publique !...

Et ce procédé commode, utilisé par l'auteur du *Jardin de Bérénice* pour juger d'un livre :

Barrès ne lisait guère. Il prétendait tenir de son ami Philippe Berthelot une recette excellente pour se pénétrer de l'esprit d'un livre. Il suffisait de le porter quelque temps dans une de ses poches.

Par quel concours de circonstances Barrès tira-t-il un jour, devant moi, de la poche de son pardessus, un volume de Giraudoux : *Suzanne et le Pacifique* ? Je demandai :

— Il y a longtemps qu'il est là ?

— Depuis hier, me répondit Barrès.

— Est-ce suffisant pour savoir ce qu'il contient ?

— Il est plein de plumes de tourterelles.



Le Gérant : E. Aubin. — Imp. E. Aubin et Fils. — Ligugé (Vienne).